

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DES
ATTRIBUTIONS RESPECTIVES

DU PRÉSIDENT DES ASSISES
DE LA COUR D'ASSISES ET DU JURY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Samedi 27 Juin 1908, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

Jacques GAUTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

BORDEAUX

Y. CADORET, IMPRIMEUR DE L'UNIVERSITÉ

17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DES
ATTRIBUTIONS RESPECTIVES

DU PRÉSIDENT DES ASSISES

DE LA COUR D'ASSISES ET DU JURY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Samedi 27 Juin 1908, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

Jacques GAUTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX



BORDEAUX

Y. CADORET, IMPRIMEUR DE L'UNIVERSITÉ

17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1908

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DOYEN ET PROFESSEUR HONORAIRE : M. BAUDRY-LACANTINERIE, ✱, ✱ I.

PROFESSEURS HONORAIRES	{	MM. SAIGNAT, ✱, ✱ I. BARCKHAUSEN, O. ✱, ✱ I., membre corres- pondant de l'Institut.
---------------------------	---	---

MM. MONNIER, ✱, ✱ I., *Doyen*, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du droit public français* (Doctorat).

DE LOYNES, ✱ I., professeur de *Droit civil*.

VIGNEAUX, ✱ I., professeur d'*Histoire du droit*.

LE COQ, ✱, ✱ I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN, ✱ I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT, ✱ I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT, ✱ I., assesseur du Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du droit public et droit constitutionnel comparé* (Doctorat) et d'un cours de *Droit public* (Licence).

DE BOECK, ✱ I., professeur de *Droit international public*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des doctrines économiques* (Doctorat), et d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

DIDIER, ✱ I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX, ✱ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat).

SAUVAIRE-JOURDAN, ✱ A., professeur de *Economie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours complémentaire d'*Economie politique* (Licence).

BENZACAR, ✱ A., professeur de *Economie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et économie coloniales* (Doctorat), et d'un cours de *Législation française des finances et Science financière* (Doctorat).

FERRON, ✱ A., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat), et d'un cours d'*Eléments du Droit civil* (Capacité).

BARDE, ✱ I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*Eléments du Droit public et Droit administratif* (Capacité).

FERRADOU, ✱ A., professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du Droit français* (Doctorat).

MM. BENOIST, ✱ I., *Secrétaire*.

PLATON, ✱ I., ancien élève de l'Ecole des Hautes Études sous-bibliothécaire.

LALANNE, ✱, *commis au secrétariat*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. MARANDOUT, professeur.....	Président.
LE COQ, professeur.....	} Suffragants.
BENZACAR, professeur.....	

DES

ATTRIBUTIONS RESPECTIVES

DU PRÉSIDENT DES ASSISES

DE LA COUR D'ASSISES ET DU JURY

INTRODUCTION

La cour d'assises est la juridiction de jugement instituée pour réprimer les faits qualifiés crimes par la loi et certains autres actes qui lui sont expressément attribués, bien qu'ils aient le caractère de délit et devraient être, par conséquent, de la compétence du tribunal correctionnel.

Cette cour d'assises se compose de deux éléments bien distincts : les magistrats et les jurés. Les premiers sont : le président des assises, ses deux assesseurs et le ministère

public ; un greffier les assiste. Ce sont des magistrats de carrière appelés à faire partie de cette juridiction qui se tient périodiquement, dans chaque département, à des intervalles fixes, excepté pour le département de la Seine où les assises sont permanentes. Le président et les assesseurs sont nommés pour une session, c'est-à-dire pour trois mois.

Pour compléter la cour d'assises, viennent se joindre à ces magistrats, les jurés. Ce sont de simples citoyens exerçant leurs fonctions temporairement. Ils représentent la société et jugent en son nom. Ils sont choisis sur une liste dressée par les soins de commissions spéciales, d'abord par canton, puis par arrondissement. C'est conformément aux listes d'arrondissement que le premier président de la cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises dresse, par ordre alphabétique, la liste annuelle du département. C'est sur cette dernière liste qu'il tire ensuite au sort, avant chaque tenue d'assises, les jurés qui feront partie de la liste de session.

Dans ce travail, nous entendons par cour d'assises, non la cour complète, composée de magistrats et de jurés, mais la cour prise dans son sens le plus restreint, c'est-à-dire le président et ses deux assesseurs. Nous avons l'intention d'étudier les pouvoirs que le président des assises peut exercer seul, sans avoir besoin du concours de ses assesseurs, les attributions qui rentrent dans la compétence de la cour d'assises, composée normalement comme nous venons de le dire, et les fonctions qui appartiennent aux jurés, indépendamment du président et de la cour.

L'institution du jury fut établie dans notre législation par

la loi des 16-29 septembre 1791. A l'imitation de ce qui avait lieu en Angleterre, cette loi créait deux sortes de jury : le jury d'accusation qui examinait si les charges contre l'accusé étaient suffisantes pour l'amener devant le tribunal criminel, et le jury de jugement qui venait compléter ce tribunal criminel établi dans chaque département.

Le tribunal criminel se composait d'un président et de trois juges. Il statuait sur l'application de la peine. Il y avait aussi un accusateur public, chargé de poursuivre les délits et les crimes sur les actes d'accusation admis par les premiers jurés, et un commissaire du roi, chargé de veiller à l'exécution de la loi et d'en requérir l'application. Ils étaient assistés d'un greffier.

Les jurés, au nombre de douze, tranchaient la question de fait.

La procédure devant le tribunal criminel différait peu, dans ses grandes lignes, de celle suivie actuellement devant nos cours d'assises. Les audiences devaient être publiques; pendant les débats, tout devait se passer oralement, on entendait les témoins. Les jurés prêtaient serment; ils se décidaient d'après leur intime conviction sur les questions qui leur étaient posées par écrit. Trois voix suffisaient pour que le verdict soit en faveur de l'accusé. Les jurés votaient successivement dans la chambre du conseil en l'absence les uns des autres et en présence d'un délégué du président du tribunal criminel, du commissaire du roi et du chef du jury. Les juges faisaient ensuite application de la peine, après avoir opiné à haute voix en présence du public.

Les lois qui suivirent, jusqu'en 1808, date de la promulga-

tion de notre code d'instruction criminelle, ne modifièrent pas, dans son ensemble, le système établi par le législateur de 1791 sur le jury de jugement et la procédure devant le tribunal criminel. Citons seulement en passant le code des délits et des peines du 3 brumaire an IV.

Presque tous les pays d'Europe possèdent, dans leurs institutions criminelles, une juridiction de répression analogue à nos cours d'assises. Citons, parmi eux : l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, la Norvège, le Portugal et les principaux cantons de la Confédération suisse : Fribourg, Genève, Neuchâtel, Vaud.

Examinons succinctement cette matière dans certains de ces Etats.

En Allemagne, la procédure criminelle est réglée par une loi de 1877. La cour d'assises se compose de magistrats : un président, deux juges et un membre du ministère public, et de jurés, au nombre de douze. Aux juges est réservée la question de droit, les jurés statuent sur le point de fait. La procédure, sauf certains points de détail, est semblable à celle suivie en France. C'est ainsi que le chef du jury est élu par ses collègues ; à égalité de voix, c'est le plus âgé qui l'emporte. Si les jurés se trouvent embarrassés pendant leur délibération, ils peuvent demander des explications au président, mais ce dernier doit les leur donner en audience publique. En cas de verdict négatif du jury, l'acquittement est prononcé par la cour.

En Angleterre, la procédure criminelle est plus différente de la nôtre. La cour d'assises ne comprend qu'un seul juge. Ce magistrat a un pouvoir discrétionnaire à peu près sans

limites; dans certains cas, il juge sans l'assistance du jury : lorsque, par exemple, l'accusé plaide coupable ou invoque une exception de droit, telle que la prescription; pour l'application de la peine, la loi anglaise n'indique qu'un maximum, pas de minimum; tout est laissé à son appréciation. Les jurés sont au nombre de douze; si l'accusé n'est pas anglais, il peut demander que son jury soit composé d'au moins six de ses nationaux. Les témoins sont interrogés par les avocats. Pour la condamnation, la décision du jury doit être prise à l'unanimité. Si les jurés ont besoin de renseignements, pendant leur délibération, le juge les leur donne, mais en audience publique.

En Italie, d'après le code de 1865, modifié en 1876, il y a une cour d'assises composée d'un président, de deux assesseurs et de quatorze jurés, dont deux suppléants. Rien de particulier, sinon que le tirage du jury se fait en chambre du conseil; pendant la délibération des jurés, le président peut leur donner tous les renseignements demandés, mais en présence de la cour, du ministère public, de la partie civile et du défenseur de l'accusé.

Dans les autres pays, comme l'Espagne et la Grèce, à part certains détails de peu d'importance, les cours d'assises fonctionnent comme en France.

Dans une première partie, nous examinerons tout d'abord comment s'élaborent les débats, comment se dessine le rôle du président. Nous assisterons à la formation de la cour d'assises dans les deux parties qui la composent : les magistrats et les jurés. Puis nous ouvrirons, en quelque sorte, une session d'assises pour étudier la procédure elle-même.

Nous verrons ensuite, pendant les débats, les fonctions importantes du président. Ses attributions sont des plus étendues quant à la police de l'audience et à la direction des débats; elles atteignent leur apogée dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire. Cependant il n'est pas le seul et ses attributions sont limitées par un autre pouvoir : la cour elle-même. Un autre pouvoir se trouve en présence des deux précédents : le jury; mais, dans cette partie des débats, il agit peu.

Enfin, une troisième partie, suite chronologique des deux autres, s'intitule procédure postérieure à la clôture des débats. C'est ici que nous étudierons le rôle important du jury, ce pourquoi il a été créé, l'examen de la culpabilité de l'accusé, d'après les questions que le président lui aura posées; ensuite nous ferons l'application de la loi pénale avec la cour au verdict du jury.

De ce travail, nous excluons par avance l'étude de la procédure par contumace; le titre de notre sujet s'y oppose : le jury, en effet, n'y joue aucun rôle et, par conséquent, on ne pourrait y apprécier son rapport avec le président et la cour.

PREMIÈRE PARTIE

Procédure antérieure aux débats.

Par procédure antérieure aux débats, nous entendons ici les différents événements qui se passent depuis que l'accusé est arrivé dans la maison de justice jusqu'au moment où, le jury étant formé, l'examen des charges va commencer.

Durant cette première période, deux catégories de personnes vont prendre une part importante à la préparation du débat oral : tout d'abord, le président des assises, chargé par la loi d'accomplir diverses formalités ayant trait spécialement à l'accusé; nous les étudierons dans ce que nous appelons la procédure intermédiaire; puis ensuite, le président et la cour d'assises jouent un certain rôle dans la composition des diverses parties que doit comprendre la cour d'assises, c'est-à-dire des assesseurs et du jury; nous l'examinerons successivement dans la procédure de formation de la cour d'assises.

Enfin, dans un appendice, nous parlerons de la formation du rôle de la session dans la composition duquel le président des assises n'est pas sans compétence.

CHAPITRE PREMIER

PROCÉDURE INTERMÉDIAIRE

Parmi les diverses attributions données par le code d'instruction criminelle au président des assises vis-à-vis d'un accusé qui va comparaître devant le jury, les unes sont essentielles pour la validité de la procédure, c'est-à-dire que le président ne peut, sous peine de nullité de tout ce qui suivra, se dispenser de les accomplir : ce sont celles visées par les art. 266, 293, 294 et 296. Les autres, purement facultatives, sont laissées à son appréciation souveraine et il est seul juge de les ordonner, s'il les croit utiles à la manifestation de la vérité, ou de ne pas les prescrire, s'il ne doit rien en tirer pour arriver au but proposé : elles sont mentionnées dans les art. 301 al. 1, 306, 307, 308.

SECTION PREMIÈRE

ATTRIBUTIONS OBLIGATOIRES DU PRÉSIDENT DES ASSISES

La première de ces formalités obligatoires pour le président des assises est prescrite par les articles 266 et 293 C. Instr. crim. ⁽¹⁾. C'est l'interrogatoire.

⁽¹⁾ A moins d'avis contraire, tous les articles du code mentionnés se rapportent au code d'instruction criminelle.

« Le président est chargé : 1° d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice ; 2° il pourra déléguer ces fonctions à l'un des juges » (art. 266).

« Vingt quatre heures au plus tard après la remise des pièces au greffe et l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice, celui-ci sera interrogé par le président de la cour d'assises ou par le juge qu'il aura délégué » (art. 293).

Le législateur, en insistant à deux reprises sur la nécessité de cette mesure, a voulu nous montrer toute l'utilité qu'il faut y attacher.

Cette importance se manifeste aussi à la lecture des articles 294 et 296 qui prescrivent des formalités que le président doit accomplir au moment où il lui fait subir cet interrogatoire.

« L'accusé sera interpellé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un conseil pour l'aider dans sa défense ; sinon le juge lui en désignera un sur le champ, à peine de nullité de tout ce qui suivra. Cette désignation sera comme non avenue et la nullité ne sera pas prononcée, si l'accusé choisit un conseil » (art. 294).

« Le juge avertira de plus l'accusé que, dans les cas où il se croirait fondé à former une demande en nullité, il doit faire sa déclaration dans les cinq jours suivants, et qu'après l'expiration de ce délai il n'y sera plus recevable » (art. 296 al. 1).

Donc trois formalités essentielles que doit comprendre l'interrogatoire de l'accusé :

- 1° L'interrogatoire proprement dit ;
- 2° L'interpellation sur le choix d'un conseil ;

3° L'avertissement sur le droit de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation.

Tout en posant ici que l'interpellation du président des assises à l'accusé au sujet d'un conseil et l'avertissement sur le droit de pourvoi qui lui est ouvert se font au moment de l'interrogatoire proprement dit, nous ne voulons pas dire qu'il doit en être toujours ainsi. Si l'on procède généralement de cette manière dans la pratique, il peut arriver qu'après avoir interrogé l'accusé, le président, soit par oubli, soit même volontairement, ait omis de l'avertir du droit que lui donnent les articles 294 et 296. On admet alors qu'il peut, dans une autre visite à l'accusé, lui donner les avertissements prescrits, à condition cependant qu'il y ait cinq jours pleins entre le moment où il accomplit ces formalités et le jour de la comparution devant la cour d'assises. Nous en verrons plus loin la raison.

Interrogatoire proprement dit.

L'accusé, depuis les différents interrogatoires que lui a fait subir le juge d'instruction peut avoir à modifier ses réponses; il est, par exemple, décidé à entrer dans la voie des aveux; ou bien, son système de défense lui paraissant défectueux, il veut y faire des changements. D'un autre côté, un temps relativement long s'est écoulé depuis que, par ordonnance du juge d'instruction, l'accusé a été renvoyé devant la chambre des mises en accusation d'abord, devant la cour d'assises ensuite; dans cet intervalle, des faits susceptibles de changer l'accusation ont pu se produire; d'autre

part, l'accusé a pu réunir des preuves capables, sinon de démontrer sa complète innocence, du moins de l'excuser en tout ou en partie.

Il est nécessaire que tous ces événements nouveaux soient dévoilés avant le grand jour de l'audience, afin d'éviter les surprises toujours désagréables d'une instruction incomplète. C'est pour remédier à cet inconvénient, nuisible tant pour l'accusation que pour la défense, que le législateur a prescrit l'interrogatoire de l'accusé par le président des assises avant l'ouverture des débats.

C'est en considération de cette utilité que la jurisprudence, bien que les textes n'en parlent pas, prononce la nullité des débats lorsque cette formalité, véritable acte d'instruction, qu'elle considère comme substantielle n'est pas accomplie ⁽¹⁾.

La loi fixe le moment où doit être fait cet interrogatoire : « Vingt-quatre heures au plus tard après la remise des pièces au greffe et l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice », dit l'article 293. Mais ce délai n'est pas prescrit à peine de nullité ⁽²⁾.

Le président peut y procéder de la manière qu'il lui convient. Aucune formule sacramentelle n'est prescrite ⁽³⁾.

La loi du 8 décembre 1897 n'est pas applicable ici ; elle n'est prescrite que pour les actes faits par le juge d'instruction ⁽⁴⁾.

(1) Cass., 1^{er} juill. 1892, D., 92. 5. 364.

(2) Cass., 30 nov. 1905, *Bull. crim.*, n. 524, p. 834.

(3) Cass., 13 sept. 1900, D., 04. 1. 251.

(4) Cass., 13 sept. 1900, précité.

Interpellation sur le choix d'un conseil.

Le droit à la défense est obligatoire devant la cour d'assises. Il importe donc que l'accusé n'arrive pas à l'audience sans être pourvu d'un conseil; et c'est pour cela que l'article 294 a prescrit au président des assises de l'interpeller pour lui demander s'il a fait choix d'un défenseur et de lui en désigner un d'office, s'il n'en a pas encore.

Malgré la grande latitude qui est laissée au président par l'article 295 sur la désignation de ce conseil, il ne doit pas oublier qu'il est de son devoir de le choisir dans l'intérêt de la défense. Il doit proportionner la tâche au talent ⁽¹⁾.

Ce même article 295 se termine en autorisant le président à permettre à l'accusé de prendre comme défenseur un de ses parents ou un ami. Ici encore il est de son devoir d'agir avec une grande prudence; et il n'accordera cette autorisation qu'après s'être rendu compte que le parent ou l'ami choisi est susceptible d'accomplir consciencieusement la tâche qui lui est assignée.

Le président ne peut refuser à l'accusé un avoué comme conseil; le décret du 2 juillet 1812 et l'ordonnance du 20 novembre 1821, qui enlèvent aux avoués le droit de plaider, ne s'appliquent pas aux matières criminelles. De même, d'après l'article 4 de l'ordonnance du 27 août 1830, un avocat d'un ressort autre que celui de la cour d'assises ne peut être choisi par l'accusé qu'avec la permission du président.

(1) Nouguier (La cour d'assises, *Tr. prat.*, I, n. 287, p. 256) rapporte l'exemple d'un avocat nommé d'office ayant faibli à son mandat à tel point que l'avocat général dut se lever après lui et justifier l'accusé.

Le président, qui peut donner plusieurs défenseurs à un seul accusé, peut aussi n'en désigner qu'un seul s'ils sont plusieurs, pourvu que leurs intérêts ne soient pas en opposition, afin de n'entraîner aucune violation des droits de la défense ⁽¹⁾.

La loi attache encore ici comme sanction à cette formalité essentielle la peine de la nullité de tout ce qui suivra ; mais cette nullité est couverte si l'accusé choisit ensuite un conseil (art. 295).

Cette mesure est si nécessaire que le président des assises doit nommer un défenseur d'office à l'accusé, même si celui-ci déclarait ne pas en vouloir, soit qu'il ait l'intention de se défendre lui-même, soit que, par dédain ou insouciance, il juge la présence d'un avocat inutile.

Depuis la loi du 8 décembre 1897, l'interpellation sur le choix d'un défenseur ne présente plus beaucoup d'utilité dans la pratique. D'après cette loi, en effet, l'accusé est presque toujours pourvu d'un conseil qui l'a assisté devant le juge d'instruction.

Avertissement relatif au pourvoi.

Le président des assises, après avoir interrogé l'accusé et lui avoir désigné un conseil, s'il y a lieu, doit encore l'avertir qu'il a cinq jours pour se pourvoir contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui l'a renvoyé devant le jury, s'il a un cas de nullité à invoquer.

Cette interpellation constitue aussi une formalité essentielle dont l'article 297 contient la sanction :

(1) Cass., 8 septembre 1898, *Bull. crim.*, n. 313, p. 552.

« Si l'accusé n'a point été averti, conformément au précédent article, la nullité ne sera pas couverte par son silence : ses droits seront conservés, sauf à les faire valoir après l'arrêt définitif ».

Donc si l'accusé n'a pas reçu l'avertissement prescrit par l'article 296, il peut se pourvoir contre l'arrêt de renvoi, même quand le délai de cinq jours est passé.

En étudiant séparément l'interrogatoire et les deux formalités qu'il comporte, nous avons volontairement laissé de côté l'examen de certains points, car ils se rapportent aussi bien à l'interrogatoire proprement dit qu'à l'interpellation sur le choix d'un conseil et à l'avertissement sur le droit du pourvoi. Nous allons maintenant en aborder l'étude.

Tout d'abord la délégation.

Les articles 266 et 293 disent, nous l'avons vu, que le président des assises peut déléguer à sa place un juge pour procéder à l'interrogatoire de l'accusé, et les articles 294 et 296 ne s'opposent nullement à ce que les avertissements qu'ils prescrivent soient faits par un délégué. Bien au contraire, l'expression « le juge », employée par le législateur dans ces deux textes, semble bien indiquer qu'il ne pensait pas à ce moment exclusivement au président.

Le code ne prévoit aucune incompatibilité. N'importe quel magistrat peut être délégué, qu'il soit appelé ou non à faire partie plus tard de la cour d'assises comme assesseur. Il y a cependant une limite, car le droit de délégation suppose un droit de supériorité hiérarchique : le président des assises étant, le plus souvent, un simple conseiller (il est rare, en effet, de voir les assises présidées par le premier président

de la cour d'appel ou même par un président de chambre), il ne pourrait déléguer à sa place le premier président ou un président de chambre.

Aucune forme spéciale à donner à la délégation, pas même besoin d'un écrit. Il y a présomption que le juge qui interroge a été délégué à cet effet. Il y a même des cas où la loi donne au président du tribunal tout pouvoir pour y procéder ⁽¹⁾.

Mais il est bien préférable que l'interrogatoire soit fait par le président des assises lui-même. Il le met à même de connaître l'accusé avant le jour de l'audience, d'entendre ses moyens de défense dont l'examen du dossier ne lui a peut-être donné qu'une idée imparfaite ou incomplète, de se rendre compte des points forts et des points faibles de l'accusation et de la défense. Il sera ensuite plus apte à diriger les débats.

Quant au délai dans lequel doit être fait l'interrogatoire, nous avons vu qu'il n'y a pas nullité à le faire soit plus tôt, soit plus tard, que l'exige l'article 293. Mais l'interpellation relative au choix d'un conseil et l'avertissement au droit de pourvoi doivent être faits, à peine de nullité, cinq jours pleins avant que l'accusé comparaisse à l'audience ; car il résulte de la combinaison des articles 294, 296 et 302 que ce délai a pour objet de donner à l'accusé le temps de se pourvoir contre l'arrêt de mise en accusation, de communiquer avec son conseil et de préparer sa défense ⁽²⁾.

(1) V. l'article 91 du décret du 6 juillet 1810.

(2) Cass., 18 oct. 1901, *Bull. crim.*, n. 258, p. 489.

Cependant ce délai peut être abrégé avec le consentement exprès de l'accusé ⁽¹⁾.

Lorsque l'accusé ne parle pas français, le président peut, s'il le juge utile, s'adjoindre un interprète; mais ici rien d'obligatoire. La loi s'en repose sur lui « du soin de s'assurer que les questions qu'il adresse à l'accusé et les avertissements qu'il doit lui donner sont entendus par lui » ⁽²⁾.

Dans certains cas, il n'est pas obligatoire au président des assises d'interroger l'accusé, ni de lui faire les interpellations prescrites : c'est lorsqu'il s'agit des prévenus de simples délits passibles de peines correctionnelles, alors même qu'ils seraient de la compétence de la cour d'assises ⁽³⁾. C'est ce qui arrive pour un individu poursuivi pour un délit de presse; il peut être laissé en liberté jusqu'au jour de l'audience; les formalités des articles 293 et suivants ne sont plus possibles ⁽⁴⁾.

La jurisprudence admet bien d'autres cas dans lesquels l'interrogatoire n'est pas nécessaire, mais c'est parce qu'il a été déjà fait; il n'est pas besoin alors de le renouveler. Il en est ainsi quand la cour de cassation a rejeté le pourvoi contre l'arrêt de renvoi ⁽⁵⁾, ou bien lorsque l'affaire a été renvoyée à une autre session et alors même qu'une information nouvelle aurait eu lieu dans l'intervalle des deux sessions ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Cass., 11 avril 1902, *Bull. crim.*, n. 135, p. 244.

⁽²⁾ Cass., 13 août 1891, D., 93. 1. 304, sous note a.

⁽³⁾ Cass., 27 janv. 1893, D., 94. 1. 31.

⁽⁴⁾ V. Chasson, *Délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, II, p. 297.

⁽⁵⁾ Cass., 6 oct. 1853, *Bull. crim.*, n. 495, p. 573.

⁽⁶⁾ Cass., 6 oct. 1859, *Bull. crim.*, n. 230, p. 381.

Mais il y aurait lieu à nouvel interrogatoire si la cour de cassation a annulé l'arrêt de renvoi, car il devra en être dressé un autre contre lequel le droit de pourvoi est encore ouvert.

L'article 296 se termine ainsi :

« L'exécution du présent article et des deux précédents sera constatée par un procès-verbal que signeront l'accusé, le juge et le greffier ; si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procès-verbal en fera mention ».

L'interrogatoire proprement dit et les avertissements des articles 294 et 296 doivent donc être, à peine de nullité, constatés par un procès-verbal ⁽¹⁾ signé du président ⁽²⁾ ou du juge qui le remplace, du greffier et de l'accusé, s'il y a lieu.

SECTION II

ATTRIBUTIONS FACULTATIVES DU PRÉSIDENT DES ASSISES

A côté de ces obligations du président des assises viennent se placer d'autres pouvoirs non moins importants. Mais ils ne constituent plus un devoir strict, c'est une simple faculté pour lui de les exercer. Il ne doit avoir pour guide que le souci d'arriver à la manifestation de la vérité.

Ainsi l'interrogatoire qu'il a fait subir à l'accusé et l'examen des différentes pièces du dossier ne l'ont pas éclairé suffisamment, ou bien il constate des lacunes échappées à la perspicacité du juge d'instruction dans la procédure écrite,

(1) Cass., 25 déc. 1906, *Bull. crim.*, n. 470, p. 864.

(2) Cass., 30 mai 1872, *Bull. crim.*, n. 127, p. 210.

ou encore des faits nouveaux, susceptibles de présenter l'affaire sous un autre jour, se sont produits et n'ont pas été contrôlés ; une instruction supplémentaire peut être alors nécessaire (art. 301, al. 1^{er}).

D'autre part, l'accusé est souffrant et dans l'impossibilité d'assister aux débats, ou bien c'est un témoin indispensable qui, pour un cas de force majeure, ne peut se présenter au jour fixé par la citation ; l'affaire sera alors renvoyée à une autre session (art. 306).

Le président, en préparant les dossiers de la session, remarque qu'une affaire ayant un certain lien avec une autre a besoin, pour la clarté des débats, d'être réunie à cette affaire ; il peut alors prononcer la jonction des deux procédures. Réciproquement, il peut prononcer la disjonction de deux affaires liées entr'elles, s'il juge qu'elles se présenteront séparément avec plus de netteté devant le jury (art. 307 et 308).

Instruction supplémentaire.

Elle est autorisée par l'alinéa premier de l'article 301 :

« Nonobstant la demande en nullité, l'instruction est continuée jusqu'aux débats exclusivement ».

Et l'article 303 en donne une application :

« S'il y a de nouveaux témoins à entendre, et qu'ils résident hors du lieu où se tient la cour d'assises, le président, ou le juge qui le remplace, pourra commettre, pour recevoir leurs dépositions, le juge d'instruction de l'arrondissement où ils résident, ou même d'un autre arrondissement ; celui-ci, après les avoir reçues, les enverra closes et cachetées au greffier qui doit exercer ces fonctions à la cour d'assises ».

Cette information supplémentaire, destinée principalement à éviter les surprises toujours fâcheuses des incidents d'audience et nécessaire pour la bonne administration de la justice, a été confiée au président des assises ⁽¹⁾.

Ce ne pouvait être qu'à lui : le juge d'instruction est en effet dessaisi par son ordonnance de renvoi et la chambre des mises par son arrêt de renvoi. Tant qu'au procureur général, il ne peut faire aucune mesure d'instruction ⁽²⁾. De son côté, la cour d'assises n'est pas encore formée et, de plus, elle n'est pas une juridiction d'instruction, mais une juridiction de répression.

Le président des assises exerce ce droit par lui-même, de sa propre initiative ; ce n'est pas cependant un acte dépendant de son pouvoir discrétionnaire, car nous verrons que celui-ci ne s'exerce que pendant les débats.

Si l'article 301 indique comme dernier délai où le président peut procéder à une information supplémentaire le jour des débats, aucun texte n'indique le moment où ce pouvoir commence ; il est compétent dès sa nomination vis-à-vis d'un accusé renvoyé devant le jury par la chambre des mises en accusation ; il n'est pas nécessaire d'attendre que l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation soient signifiés ⁽³⁾, ni que le trimestre pour lequel il a été nommé soit commencé ⁽⁴⁾ ; peu importe qu'il y ait ou non pourvoi contre l'arrêt de renvoi ⁽⁵⁾. Il n'est pas dessaisi par la clôture de la session, son pouvoir

(1) Cass., 16 juil. 1892, D., 93. 1. 431.

(2) Cass., 4 juil. 1903, *Bull. crim.*, n. 245, p. 415.

(3) Cass., 3 oct. 1844, *Bull. crim.*, n. 335, p. 481.

(4) Cass., 13 nov. 1856, D., 56. 1. 469.

(5) Cass., 5 mai 1881, *Bull. crim.*, n. 114, p. 197.

dure jusqu'à la fin du trimestre pour lequel il a été désigné ⁽¹⁾. Il peut donc y avoir deux présidents compétents : celui qui a été nommé pour présider la session ou l'accusé va comparaître et celui de la session en cours.

Le président peut déléguer un magistrat pour procéder à sa place à l'instruction supplémentaire, l'art. 303 lui donne formellement ce droit. A cet égard il peut nommer qui il veut, les textes ne contiennent aucune incompatibilité. D'après cet article 303, il peut commettre un juge d'instruction pour l'interrogatoire des témoins ne résidant pas dans l'arrondissement du siège de la cour d'assises. Mais ce texte « n'a rien de prohibitif et n'apporte aucune restriction à la faculté générale de délégation ouverte au président pour tous les actes d'instruction qu'il croit devoir ordonner dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, qu'il peut donc, quel que soit le lieu de la résidence des témoins qu'il s'agit d'entendre, déléguer, pour procéder à leur audition, soit un juge d'instruction, soit celui de ses assesseurs qu'il lui convient de commettre, sans être astreint, dans ce dernier cas, à l'obligation de désigner le plus ancien » ⁽²⁾.

Le président est cependant limité pour son remplacement par un juge d'instruction par l'article 431.

La jurisprudence admet comme délégué un juge de paix ⁽³⁾ et même un commissaire de police ⁽⁴⁾.

La délégation peut se faire par ordonnance, mais alors la présence du greffier n'est pas nécessaire, car l'article 1040 du

⁽¹⁾ Cass., 9 août 1860, *Bull. crim.*, n. 187, p. 330.

⁽²⁾ Cass., 2 janv. 1864, D., 65. 5. 225.

⁽³⁾ Cass., 7 janv. 1847, D., 47. 5. 133.

⁽⁴⁾ Cass., 28 août 1902, *Bull. crim.*, n. 300, p. 534.

code de procédure civile ne s'applique pas ici ⁽¹⁾. Mais s'il agit par ordonnance le président doit, à peine de nullité, y indiquer le nom du magistrat délégué ⁽²⁾.

Quant aux actes d'instruction supplémentaire qu'il lui est permis d'ordonner, toute latitude lui est laissée. Aussi, malgré les termes de l'article 303 qui sont simplement indicatifs, il peut, « dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, rechercher et recueillir tous les éléments de preuve que l'instruction antérieure n'aurait pas réunis, et pour atteindre ce résultat, il doit nécessairement pouvoir entendre non seulement de nouveaux témoins, mais encore ceux qui avaient déjà déposés, si leurs déclarations pouvaient servir à préciser des circonstances qui étaient restées inconnues ou incertaines » ⁽³⁾.

Il est cependant limité en ce sens qu'il ne peut pas recommencer l'instruction ; il ne peut que la compléter en comblant les lacunes existantes et en recueillant des preuves nouvelles.

Il est difficile de mentionner tous les actes d'information supplémentaire permis au président, mais la jurisprudence nous en donne de nombreux exemples. Ainsi, il peut se transporter sur les lieux et en dresser un acte descriptif ⁽⁴⁾, prescrire l'impression d'un plan des lieux ⁽⁵⁾, faire vérifier les livres d'un commerçant ⁽⁶⁾, ordonner toutes expertises utiles ⁽⁷⁾, etc.

(1) Cass., 18 janv. 1855, *Bull. crim.*, n. 14, p. 25.

(2) Cass., 5 mai 1881, *Bull. crim.*, n. 114, p. 197.

(3) Cass., 31 janv. 1895, D., 99. 1. 462.

(4) Cass., 18 janv. 1855, précité.

(5) Cass., 13 nov. 1856, *Bull. crim.*, n. 347, p. 552.

(6) Cass., 11 déc. 1856, D., 57. 1. 73.

(7) Cass., 30 août 1844, *Bull. crim.*, n. 305, p. 433.

D'après l'article 304, « les témoins qui n'auront pas comparu sur la citation du président ou du juge commis par lui, et qui n'auront pas justifié qu'ils en étaient légitimement empêchés ou qui refusent de faire leurs dépositions seront jugés par la cour d'assises et punis conformément à l'article 80 ».

On s'est demandé si, en combinant cet article avec l'article 80 ⁽¹⁾, le président des assises pouvait user de la contrainte par mandat d'amener pour obliger les témoins à venir déposer devant eux. Certains auteurs, Cubain entre autres, admettent l'affirmative, prétendant qu'« autrement le but de la loi qui est de faire entendre les témoins avant les débats, ne pourrait être atteint » ⁽²⁾.

Il nous semble que l'opinion contraire est préférable. La contrainte est une mesure d'exceptionnelle rigueur qui ne doit être ordonnée que dans les cas strictement prévus par la loi. Or, l'article 304 ne renvoie au texte de l'article 80 que pour la condamnation à l'amende (argument du mot « punis »). Il ne parle pas de la contrainte et l'on ne peut suppléer au silence de la loi en une si grave matière.

Du reste, on comprend fort bien que le juge d'instruction soit obligé d'user de cette mesure, car il s'agit d'une ins-

(1) Voici le texte de l'article 80 : « Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation, sinon elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction qui, à cet effet, sur les conclusions du procureur du roi (procureur de la République), sans autre formalité ni délai, et sans appel, prononcera une amende qui n'excèdera pas 100 francs, et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage ».

(2) Cubain, *Tr. de la proc. devant les cours d'assises*, n. 325, p. 201.

truction à peine commencée dont il est difficile de réunir des preuves; il ne faut pas que l'entêtement ou la mauvaise volonté de quelques personnes puisse, en refusant de témoigner, apporter une entrave à la manifestation de la vérité. Au contraire, dans notre hypothèse, l'instruction est terminée, il ne s'agit que de la compléter par une information supplémentaire, importante il est vrai, mais dont la non exécution n'entraînerait pas des conséquences aussi graves.

Pour ces actes d'instruction, le président des assises doit observer les règles prescrites au juge d'instruction, mais il n'a pas un pouvoir aussi complet que celui-ci. Il en serait ainsi même si le président a délégué à sa place un juge d'instruction; ce dernier ne retrouverait pas pour cela sa pleine capacité, car le délégué ne peut avoir plus de pouvoirs que le délégant.

Disons encore que la loi du 18 décembre 1897 n'est pas applicable ici ⁽¹⁾.

Renvoi de l'affaire.

C'est l'article 306 qui autorise ce renvoi dans certains cas : « Si le procureur général ou l'accusé ont des motifs pour demander que l'affaire ne soit pas portée à la première assemblée du jury, ils présenteront au président de la cour d'assises une requête en prorogation de délai. Le président décidera si cette prorogation doit être accordée; il pourra aussi, d'office, proroger ce délai ».

L'utilité du renvoi d'une affaire à une autre session avant

⁽¹⁾ Cass., 10 nov. 1906, *Bull. crim.*, n. 400, p. 737.

les débats est laissée à l'appréciation du président des assises ⁽¹⁾.

D'après les termes de la loi, il agit soit d'office, soit sur réquisitions du ministère public ou conclusions de l'accusé; mais il faut remarquer qu'il n'est jamais obligé d'accéder à la demande de renvoi.

Le président est compétent pour l'ordonner jusqu'au moment où la cour d'assises est appelée à connaître de l'affaire, c'est-à-dire jusqu'à la formation du jury de jugement par le tirage au sort ⁽²⁾.

Le texte de l'article 306 ne parle que du renvoi à une autre session, session ordinaire ou session extraordinaire. Mais le président peut aussi, *a fortiori*, renvoyer l'affaire à un autre jour de la même session. Un renvoi indéfini, *sine die*, pour cause de démence par exemple, est encore possible.

C'est par ordonnance que le président prescrit le plus souvent cette mesure; cependant, faite de toute autre manière, elle serait seulement irrégulière et non frappée de nullité, si elle ne porte pas préjudice au droit de la défense ⁽³⁾.

Jonction et disjonction des procédures.

Il peut se faire que plusieurs accusés, poursuivis pour le même crime, en vertu d'actes d'accusation différents, ne soient pas appelés à être jugés ensemble. L'hypothèse inverse est encore à prévoir : différents accusés, prévenus de plusieurs crimes non connexes par un seul acte d'accusation,

⁽¹⁾ Cass., 27 avril 1850, S., 50. 1. 811.

⁽²⁾ Cass., 2 déc. 1886, D., 87. 1. 285.

⁽³⁾ Cass., 23 déc. 1880, D., 81. 1. 489.

sont convoqués pour le même jour pour y répondre de tous leurs méfaits. La clarté des débats exige que, dans le premier cas, ces différents accusés soient réunis à la même audience pour y être jugés ensemble, comme ils s'étaient rencontrés pour commettre le crime, et, dans le second cas, que ces différents crimes soient jugés séparément. Le président ordonnera alors la jonction ou la disjonction des procédures ; les articles 307 et 308 lui en donnent le pouvoir.

« Lorsqu'il aura été formé à raison du même délit plusieurs actes d'accusation contre différents accusés, le procureur général pourra en requérir la jonction et le président pourra l'ordonner, même d'office » (art. 307).

« Lorsque l'acte d'accusation contiendra plusieurs délits non connexes, le procureur général pourra requérir que les accusés ne soient mis en jugement, quant à présent, que sur l'un ou quelques-uns de ces délits, et le président pourra l'ordonner d'office » (art. 308).

Ces articles 307 et 308 ne sont pas limitatifs.

La jonction constitue une mesure d'ordre dans l'intérêt de la bonne administration de la justice et dont l'accusé ne peut se faire un grief dès qu'elle n'a pu lui porter préjudice ⁽¹⁾. L'article 226 nous en donne un exemple : la cour devant statuer par un seul et même arrêt sur les délits connexes, tous les crimes connexes devront être jugés en même temps ; cependant la jonction des procédures entre lesquelles peut exister un certain lien de connexité est facultative ⁽²⁾. L'article 365 prescrivant qu'en cas de conviction de plusieurs

⁽¹⁾ Cass., 13 août 1903, *Bull. crim.*, n. 302, p. 515.

⁽²⁾ Cass., 3 mars 1900, *Bull. crim.*, n. 98, p. 152.

crimes la peine la plus forte sera seule prononcée prévoit aussi des cas de jonction. Il peut y avoir aussi jonction de plusieurs actes d'accusation dressés en même temps, contre le même accusé, pour des crimes différents ⁽¹⁾.

Comme la jonction, la disjonction peut être ordonnée toutes les fois que c'est utile pour la manifestation de la vérité. C'est ainsi que, malgré les termes de l'article 308, le président peut prononcer la disjonction de la procédure d'un accusé, pour cause de maladie ou de supplément d'information, par exemple, bien qu'ils soient plusieurs, poursuivis pour le même crime, en vertu d'un seul acte d'accusation. De même, lorsque des accusés ont été renvoyés devant une cour d'assises pour des faits connexes en ce qu'ils émanaient d'une pensée commune et se rattachaient à une même insurrection, mais divisibles en ce qu'ils ont été exécutés en des temps et en des lieux différents, une ordonnance de disjonction peut diviser les faits en plusieurs catégories et les accusés en plusieurs groupes pour être jugés séparément ⁽²⁾.

Le président agit ici d'office ou sur réquisitions du ministère public. Mais à la différence de ce qui a lieu pour le renvoi de l'affaire à une autre session, l'accusé ne peut déposer de requête pour demander une jonction ou une disjonction ; s'il le fait, le président n'est pas obligé d'en tenir compte et d'y répondre. Du reste son droit est purement facultatif.

Le président procède par simple ordonnance. La décision est souveraine et ne peut être attaquée par aucune voie de recours.

(1) Cass., 3 juin 1893, D., 95. 1. 408.

(2) Cass., 8 août 1873, *Bull. crim.*, n. 225, p. 417.

APPENDICE

FORMATION DU RÔLE DE SESSION

Il nous reste, avant de rentrer dans l'examen de l'organisation des cours d'assises, à parler de la formation du rôle de la session. On entend par rôle de la session, la liste des affaires qui doivent être jugées à cette session, avec l'indication du jour du jugement de chacune d'elles. Une grande discussion s'était élevée autrefois pour savoir qui en était chargé, car les textes sont muets à ce sujet : était-ce le premier président de la cour d'appel qui, selon l'article 20 de la loi du 20 avril 1810, abrogeant implicitement l'alinéa premier de l'article 260, fixe le jour d'ouverture de la session? Ou était-ce le procureur général ou le procureur de la république, selon le lieu où se tiennent les assises qui, conformément aux articles 271 et 272, met en état les affaires qui doivent être jugées aux assises? Ou bien était-ce le président de la cour d'assises?

Aucun texte ne parle expressément de la compétence du premier président, on peut donc la rejeter sans avoir à examiner la question. Quant au ministère public, sa compétence semble établie pour certains auteurs qui, en plus de l'autorité des articles 271 et 272, s'appuient sur une circulaire ministérielle du 16 août 1842 qui donne la mission de former le rôle de la session au procureur général ou au procureur de la République ⁽¹⁾.

Mais cette opinion tombe devant les explications suivantes :

(1) V. Nouguié, *La cour d'assises, Traité pratique*, I, n. 402, p. 351.

nous avons vu que le président des assises peut renvoyer une affaire à une autre session, ordonner une jonction ou une disjonction. Par conséquent, il lui serait facile de changer à son gré le jour où telle affaire est fixée par le ministère public ; il pourrait donc remanier complètement le rôle de la session selon son bon plaisir ; le travail du parquet serait anéanti. Pourquoi, alors, donner au procureur général, surtout en l'absence de tout texte formel, une mission que le président des assises peut refaire selon son idée. Il est bien plus simple et plus logique d'en charger ce dernier.

En plus de ces considérations, plusieurs lois lui donnent du reste ce pouvoir : telles sont la loi du 8 avril 1831, article 2, sur la procédure en matière de délits de presse, d'affichage et de criage publics ; la loi du 9 septembre 1835, article 5, sur les cours d'assises ; la loi du 29 juillet 1881, article 47, sur la liberté de la presse.

Le président fixe le jour du jugement de chaque affaire comme il le juge à propos : toute latitude lui est laissée, car il ne s'agit ici que d'une question d'ordre.

Sans insister sur les affaires qui doivent être portées au rôle de la session, disons que seules les affaires en état sont susceptibles d'y être inscrites ainsi que celles pour lesquelles l'accusé a renoncé expressément aux délais accordés par les articles 261 et 296.

CHAPITRE II

FORMATION DE LA COUR D'ASSISES

Le président des assises et la cour d'assises jouent chacun un rôle important dans la formation de la cour d'assises prise dans son sens le plus général. La cour, composée du président, de ses assesseurs, du ministère public et du greffier rentre en séance. Le président déclare la session ouverte. Il s'agit tout d'abord de compléter la cour par l'adjonction de jurés et d'assesseurs supplémentaires, s'il y a lieu.

Il est à remarquer, d'un côté, que le législateur donne au président certaines attributions vis-à-vis des magistrats qui doivent l'assister et que, d'un autre côté, s'il s'agit de la formation du jury, c'est à la cour qu'il laisse presque tout pouvoir.

On verra, à la lecture de nos deux sections, qu'elles auraient pu être intitulées : l'une, attributions du président et de la cour dans la nomination et le remplacement des assesseurs, et la seconde : attributions du président et de la cour dans la composition du jury.

Mais outre que cette division eut été contraire au plan que nous nous sommes tracé, il nous a paru aussi préférable, pour la commodité des explications, de réunir dans une pre-

mière section tout ce qui se rapporte aux assesseurs et à la consacrer au président seul, car, des deux pouvoirs, il y joue le principal rôle, et dans une seconde section intitulée : des attributions de la cour, tout ce qui a trait à la formation du jury, le président y jouant un rôle bien moins important.

SECTION PREMIÈRE

ATTRIBUTION DU PRÉSIDENT DES ASSISES

Si le président des assises ne peut, d'une manière générale, nommer ses assesseurs, c'est à lui de pourvoir à leur remplacement lorsqu'ils sont régulièrement empêchés, mais seulement à partir du jour de l'ouverture de la session.

L'article 252 modifié par la loi de finances du 25 février 1901 s'exprime ainsi dans l'alinéa final :

« A partir du jour de l'ouverture de la session, le président des assises pourvoira au remplacement des assesseurs régulièrement empêchés et désignera, s'il y a lieu, les assesseurs supplémentaires ».

Ce texte ne fait aucune différence et n'admet aucune exception : le président est donc compétent pour pourvoir au remplacement de tous les assesseurs régulièrement empêchés, qu'ils soient conseillers ou juges au tribunal de première instance et que la cour d'assises siège au chef-lieu de la cour d'appel ou dans un autre département ⁽¹⁾.

Quant au mode de désignation, le président statue le plus souvent par ordonnance, mais ce n'est pas nécessaire : le

(1) Cassation, 28 juin 1901, S., 1904. 1. 153.

procès-verbal des débats constatant le changement suffit. Il y a même présomption que le magistrat qui siège a été régulièrement nommé ⁽¹⁾.

Pour une affaire importante et embrouillée, si l'on prévoit des débats de plusieurs audiences et même de plusieurs jours, il est utile de nommer un ou deux assesseurs supplémentaires, les magistrats de la cour pouvant décéder ou se trouver fatigués au point d'être dans l'impossibilité de continuer à siéger. Il faut donc, pour la prompte distribution de la justice et pour éviter les frais que causerait un renvoi de l'affaire, qu'un autre magistrat, présent dès le commencement des débats, puisse prendre la place de celui qui est ainsi empêché subitement.

Notre code ne parle pas de l'adjonction d'assesseurs supplémentaires, mais la loi du 25 brumaire an IV, article 4, autoriserait cette nomination :

« Dans les procès criminels de nature à entraîner de longs débats, le tribunal criminel s'adjoindra deux juges du tribunal civil pour assister aux débats ».

Cette disposition, quoique non reproduite dans notre code, a toujours été appliquée, eu égard à son utilité incontestable. Du reste, l'article 252 *in fine* que nous venons de citer a confirmé implicitement le texte en parlant de la nomination de ces assesseurs.

C'est la cour d'assises (autrefois le tribunal criminel) qui est seule juge de la nécessité de l'adjonction des assesseurs supplémentaires, ainsi que de leur nombre. Mais c'est le

(1) Cass., 2 janv. 1879, S., 80. 1. 437.

président qui est chargé de les désigner. L'arrêt de la cour d'assises en cette matière est un acte d'administration judiciaire ; la nomination est faite par ordonnance. L'adjonction du magistrat assesseur supplémentaire doit être faite avant le commencement de l'examen de l'affaire, afin qu'il puisse assister à tous les débats.

SECTION II

ATTRIBUTIONS DE LA COUR D'ASSISES

Nous venons de voir la compétence de la cour sur la nécessité d'adjonction et le nombre d'asseurs supplémentaires ; examinons maintenant le rôle qu'elle joue dans la formation du jury.

Les trente-six jurés titulaires et les quatre jurés suppléants qui ont été désignés par le sort pour faire partie de la liste de la session ont été convoqués et doivent être présents.

Sur l'ordre du président, le greffier en fait l'appel en les désignant par leurs nom, prénoms, âge, profession, domicile, date et lieu de naissance ; chacun d'eux répond : présent.

Si la liste d'appel des jurés contient des erreurs ou des lacunes, la cour, sur réquisitions du ministère public, ordonne par un arrêt que ces inexactitudes soient rectifiées ⁽¹⁾.

De même, selon l'article 390 ⁽²⁾, s'il y a des jurés qui n'ha-

(1) Cass., 15 déc. 1887, *Bull. crim.*, n. 430, p. 680.

(2) « Si parmi les quarante individus désignés par le sort il s'en trouve un ou plusieurs qui, depuis la formation de la liste arrêtée en exécution de l'article 387, soient décédés ou aient été légalement privés des capacités exigées pour exercer les fonctions de juré, ou aient accepté un emploi incompatible avec ces fonctions,

bitent pas dans le département, ou s'il y en a de décédés, la cour ordonnera le retranchement de leur nom de la liste de session.

La loi du 21 novembre 1872 sur le jury énumère, dans son titre premier, quelles sont les conditions requises pour être juré. Si donc il se trouve parmi les jurés présents certains d'entre eux qui peuvent invoquer un cas d'incapacité, d'incompatibilité, de dispense, ils devront alors le produire; c'est encore la cour qui appréciera le motif invoqué. Si ce sont des causes d'exclusion, l'accusé les fera valoir.

S'il manque des jurés, s'il y en a qui n'ont pas répondu à la citation qui leur a été envoyée, deux cas peuvent se présenter :

Ou ils ont écrit une lettre d'excuses, la cour, sur réquisitions du ministère public, statuera sur la légitimité de leur abstention ⁽¹⁾. L'article 397 le dit :

« Seront exceptés (de la condamnation des jurés absents) ceux qui justifieront qu'ils étaient dans l'impossibilité de se rendre au jour indiqué. La cour prononcera sur la validité de l'excuse ».

Le juré ainsi déclaré excusable à cause de son état de santé ou pour tout autre motif peut, s'il se présente ensuite au cours de la même session pour exercer ses fonctions, être rétabli par arrêt de la cour d'assises sur la liste du jury ⁽²⁾.

Il n'est pas nécessaire que la cour statue en audience publi-

la cour, après avoir entendu le procureur général, procédera, séance tenante, à leur remplacement ».

(1) Cass., 14 juin 1900, *Bull. crim.*, n. 212, p. 341.

(2) Cour d'assises de la Seine, 15 nov. 1900, D., 01. 2. 302.

que; elle peut le faire en chambre du conseil, car ce sont des arrêts de simple administration ⁽¹⁾, non susceptibles de recours en cassation de la part de l'accusé ⁽²⁾. Elle n'est pas tenue non plus d'exprimer les motifs qui la déterminent à admettre ou à rejeter les causes d'exonérations ou les excuses invoquées par les jurés; il suffit qu'elle constate, pour chaque juré qu'elle dispense ou excuse, l'impossibilité de remplir sa fonction ⁽³⁾.

Ou bien le juré défaillant ne s'excuse pas. La cour examine d'abord s'il a effectivement été touché par la citation; s'il l'a été, elle peut alors le condamner, conformément à l'article 396, modifié par l'article 20 de la loi du 21 novembre 1872.

« Tout juré qui ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée sera condamné par la cour d'assises à une amende, laquelle sera, pour la première fois, de cinq cents francs; pour la seconde, de mille francs; et pour la troisième, de quinze cents francs. Cette dernière fois, il sera de plus déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions de juré. L'arrêt sera imprimé et affiché à ses frais » (art. 396).

« L'amende de cinq cents francs, prononcée par le deuxième paragraphe de l'article 396 du Code d'Instr. crim., peut être réduite par la cour à deux cents francs, sans préjudice des autres dispositions de cet article » (L. 21 nov. 1872, art. 20).

La cour statue encore ici sur réquisitions du ministère public, par un arrêt motivé et rendu en audience publique.

(1) Cass., 18 sept. 1902, *Bull. crim.*, n. 317, p. 557.

(2) Cass., 1^{er} juin 1906, *Bull. crim.*, n. 238, p. 421.

(3) Cass., 14 juin 1900, *Bull. crim.*, n. 212, p. 341.

Le juré empêché peut être exonéré par la cour d'assises d'être du jury de session soit pour une seule affaire, soit pendant plusieurs jours, soit pendant toute la durée de la session ⁽¹⁾.

Selon l'article 398 :

« Les peines portées en l'article 396 sont applicables à tout juré qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant l'expiration de ses fonctions, sans une excuse valable qui sera également jugée par la cour ».

Il peut donc arriver qu'au cours de la session, des jurés s'absentent sans autorisation ou aient des excuses à faire valoir; la cour statuera selon les règles précédemment indiquées.

La cour d'assises ne peut pas, sans excès de pouvoir, rayer un juré de la liste générale du jury, car elle empièterait sur les attributions de l'autorité administrative.

Après ces exonérations, ces retranchements et ces dispenses, il peut se faire que le nombre des jurés de la liste de session exigé par l'article 393 et l'article 19 de la loi du 21 novembre 1872 ne soit pas atteint, car cette liste doit comprendre au moins trente jurés idoines ⁽²⁾.

Il faut donc la compléter. Pour cela, le président ⁽³⁾ appelle d'abord les quatre jurés supplémentaires dans l'ordre de leur inscription. S'il en manque encore, la cour rend un arrêt constatant l'insuffisance des jurés et appelant des jurés complémentaires pris parmi les jurés inscrits sur la liste spéciale

(1) Cass., 22 juin 1894, D., 99. 1. 127.

(2) Cass., 14 sept. 1905, *Bull. crim.*, n. 446, p. 710.

(3) Cass., 24 déc. 1874, *Bull. crim.*, n. 318, p. 587.

et subsidiairement parmi les jurés de la ville inscrits sur la liste annuelle (art. 19, L. 21 nov. 1872). Le président les tire au sort (art. 393).

La liste de session est alors complète; il s'agit maintenant de procéder au tirage au sort du jury de jugement.

Les noms des jurés composant la liste de session sont mis dans une urne et le président tire au sort, conformément à l'article 266, 2° alinéa :

« Le président est chargé : 1°; 2° de convoquer les jurés et de les tirer au sort..... ».

Les douze premiers sortis font partie du jury de jugement de l'affaire qui va être examinée ⁽¹⁾ (art. 399 *in fine*).

Il y a des cas où il est nécessaire de tirer plus de douze noms de l'urne : c'est lorsque le ministère public ou l'accusé récusent les jurés désignés par le sort (art. 399, 4° al.) et lorsque l'on prévoit de longs débats; l'article 394, en effet, dit aussi : « Lorsqu'un procès criminel paraîtra de nature à entraîner de longs débats, la cour d'assises pourra ordonner, avant le tirage de la liste des jurés, qu'indépendamment de douze jurés il en sera tiré au sort un ou deux autres qui assisteront aux débats ».

C'est encore la cour qui est juge de l'opportunité d'adjoindre un ou deux jurés suppléants, comme elle l'est de l'utilité des assesseurs supplémentaires. Cet arrêt peut être rendu en l'absence de l'accusé ⁽²⁾.

Malgré les termes de l'article 394 il n'y a aucune nullité

⁽¹⁾ Cass, 9 juin 1905, *Bull. crim.*, n. 299, p. 477.

⁽²⁾ Cass., 7 mars 1889, *Bull. crim.*, n. 92, p. 136.

quand l'adjonction est ordonnée après le tirage de la liste des jurés ⁽¹⁾.

Pour la formation du jury de jugement, la présence du président du ministère public et de l'accusé est seule nécessaire afin que ces derniers puissent exercer leur droit de récusation. Remarquons, en passant, que le président n'est pas tenu d'avertir l'accusé du nombre de récusations qui peuvent être exercées soit par lui, soit par le ministère public ⁽²⁾. La présence des assesseurs n'est pas obligatoire, mais, en pratique, le tirage a lieu devant eux ; il peut en effet, au sujet de cette opération, s'élever des incidents contentieux qui sont de la compétence seule de la cour d'assises ; de plus, c'est cette dernière qui statue sur les causes d'exonération des jurés et sur l'adjonction d'assesseurs et de jurés suppléants, nous venons de le voir ; il est donc bon qu'elle y assiste afin d'éviter toute espèce de retard.

Disons enfin, pour en terminer avec l'étude de cette matière, que le tirage au sort se fait généralement en audience publique ⁽³⁾. Mais il nous paraîtrait préférable d'y procéder en chambre du conseil. Car en plus des termes de l'article 399, portant que le tirage « sera fait avant l'ouverture de l'audience », l'exercice du droit de récusation paraît « soit dans l'intérêt de la dignité des jurés, soit même dans l'intérêt de la liberté de récusation, exiger l'exclusion du public » ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Cass., 9 juin 1905, *Bull. crim.*, n. 299, p. 477.

⁽²⁾ Cass., 9 juin 1905, précité.

⁽³⁾ Cass., 18 avril 1867, D., 68. 1. 44.

⁽⁴⁾ Faustin-Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, VII, n. 3243, p. 278. — Sic Bourguignon, *Jurispr. des codes crim.*, II, p. 268.

DEUXIÈME PARTIE

Procédure des débats.

La procédure des débats part du moment où le président des assises commence l'examen du prévenu et se termine lorsqu'il prononce la clôture des débats.

Durant cette période, les trois catégories de personnes dont nous avons à étudier les attributions ont des devoirs spéciaux que nous examinerons successivement dans les trois chapitres suivants.

Mais avant d'en aborder l'étude, il importe de délimiter brièvement entre eux les différents pouvoirs du président, de la cour et du jury.

Le président agit spontanément; il ordonne telle ou telle mesure lorsqu'il le juge utile pour la manifestation de la vérité; il le fait de sa propre initiative.

La cour, au contraire, ne peut, en règle générale, prendre de décision d'elle-même; elle a besoin d'être saisie, pour prescrire un acte, d'une demande de la part d'une des parties.

Quant au jury, il n'a pas d'attributions spéciales; chargé de l'appréciation de la question de fait, il assiste à l'examen de l'accusé sans pouvoir y prendre part, soit pour discuter les faits, soit pour autoriser ou ordonner une mesure quelconque.

CHAPITRE PREMIER

ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DES ASSISES

Le législateur a donné au président des assises trois attributions principales : la police de l'audience, la direction des débats et le pouvoir discrétionnaire.

La police de l'audience le met à même de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la bonne tenue de l'audience, l'indépendance et la sécurité des magistrats et des jurés.

Le pouvoir de direction des débats lui permet de présider à toute l'instruction orale, de recueillir les dépositions des témoins et de fournir aux jurés toutes les explications utiles.

Par le pouvoir discrétionnaire, la loi charge l'honneur et la conscience du président d'employer tous ses efforts pour arriver à la manifestation de la vérité ; et, par suite, elle lui donne le droit d'ordonner toutes les mesures qui lui paraîtront utiles pour parvenir à ce but. Il est ainsi à même de faire face aux faits imprévus qui pourraient surgir pendant le débat oral.

SECTION PREMIÈRE

POLICE DE L'AUDIENCE

L'article 267 *in fine* s'exprime ainsi :

« Il [le président] aura la police de l'audience ».

Ce pouvoir de police de l'audience n'est pas exclusivement réservé aux présidents des cours d'assises. Les présidents des tribunaux civils, correctionnels et de toutes les autres juridictions ont pleine capacité pour l'exercer dans leur prétoire.

Cette attribution du président des assises est très complexe et comprend non seulement la police proprement dite de la salle d'audience, mais encore son aménagement matériel.

C'est ainsi qu'il lui appartient de désigner l'endroit où se placera l'accusé, où se tiendra le défenseur. Les jurés seront sur « des sièges séparés du public, des parties et des témoins, en face de celui qui est destiné à l'accusé » (1).

Il aura soin que des places soient gardées pour les membres du barreau et pour les témoins dans l'enceinte réservée.

Il ne peut interdire à la foule l'accès d'une partie de la salle, car les audiences doivent être publiques.

On s'est demandé si le président des assises pouvait distribuer des cartes et ne laisser entrer que des personnes munies de ces cartes. La publicité de l'audience est-elle atteinte ? A notre avis, elle n'existe plus.

« La publicité de l'audience, c'est l'ouverture des portes au public ; et le public, c'est la foule, c'est tout le monde. Il n'y

(1) Article 309.

a plus de public si, à cette foule, on substitue des personnes choisies à l'avance et désignées par des billets qu'elles ont reçues. La publicité est donc restreinte si on ne distribue qu'un certain nombre de billets; elle cesserait d'exister si toutes les places leur étaient réservées » (1).

A un autre point de vue, on peut ajouter :

« Qu'en composant le public devant lequel l'accusé est traduit, on transforme son procès et on aggrave sa situation; on le donne en pâture à des curiosités plus avides, on le livre en spectacle aux gens qui ne veulent que des spectacles, on lui fait subir les secrètes influences qu'ils exercent autour d'eux. Si la cour de cassation n'a pas vu dans cette déplorable coutume un moyen de nullité, il est permis du moins d'y voir un abus que la magistrature, dans l'intérêt de la dignité de la justice, devrait faire cesser » (2).

Faustin-Hélie s'élevait ici contre un arrêt de la cour de cassation (3) qui avait décidé que la distribution de billets pour assister aux débats d'une cour d'assises est une mesure d'ordre et de police qui n'entrave point la publicité des débats. Nous ne pouvons que l'approuver. Cette jurisprudence déjà ancienne est, du reste, unique. Actuellement, les présidents d'assises se conforment à peu près aux règles de la publicité et s'ils délivrent encore des cartes d'accès à l'audience pour des procès sensationnels, elles ne donnent l'entrée qu'aux places réservées. C'est cependant une pratique, défectueuse pour la dignité de l'audience, que de fréquentes

(1 et 2) F.-Hélie, *Traité de l'inst. crim.*, VII, n. 3277, p. 321.

(3) Cass., 6 fév. 1812, *Bull. crim.*, n. 19, p. 32.

circulaires ministérielles, au lendemain de débats célèbres, tendent avec raison à empêcher ⁽¹⁾.

Le pouvoir de police de l'audience a aussi pour but d'assurer la sécurité des magistrats, des témoins, de l'accusé lui-même. Le président est chargé de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'indépendance de tous ceux qui ont le sort de l'accusé entre leurs mains, afin qu'ils puissent déposer, délibérer et se prononcer selon leur conscience. Ainsi, pour des affaires sensationnelles, il peut faire garder le Palais de justice.

Il doit maintenir l'ordre et le calme dans la salle. La loi lui donne à ce sujet le droit de faire expulser les perturbateurs. Il peut même, s'ils résistent ou s'ils n'obéissent pas, les faire arrêter et emprisonner pendant vingt-quatre heures, selon l'article 504 :

« Lorsqu'à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistants donneront des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte, de quelque manière que ce soit, le président ou le juge les fera expulser ; s'ils résistent à ses ordres, ou s'ils rentrent, le président ou le juge ordonnera de les faire arrêter et conduire dans la maison d'arrêt : il sera fait mention de cet ordre dans le procès-verbal, et sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures ».

Le président peut même faire évacuer la salle entière, mais, dans ce cas, il fera bien de suspendre l'audience, afin

(1) Les dernières circulaires ministérielles à ce sujet sont du 2 mars 1906 et du 16 août 1907.

de permettre à d'autres personnes de rentrer; sans cela, il violerait la règle de la publicité des débats.

S'il se commet des crimes ou des délits dans la salle, ou si certaines personnes troublent l'audience par leurs clameurs, le président peut aussi en arrêter les auteurs; la cour les jugera, audience tenante, sans l'intervention du jury, conformément à l'article 507 et à l'article 11 de la loi du 9 septembre 1835 ⁽¹⁾.

« A l'égard des voies de fait qui auraient dégénéré en crime, ou de tous autres crimes flagrants et commis à l'audience, de la cour de cassation, d'une cour royale (d'une cour d'appel), ou d'une cour d'assises, la cour procèdera au jugement de suite et sans désemparer » (art. 507, 1^{er} alinéa).

« Tout prévenu ou toute personne présente à l'audience d'une cour d'assises, qui causerait du tumulte pour empêcher le cours de la justice, sera, audience tenante, déclaré coupable de rébellion et puni d'un emprisonnement qui n'excèdera pas deux ans, sans préjudice des peines portées au Code pénal contre les outrages et violences envers un magistrat (art. 11, L. 9 septembre 1835).

Nous n'avons parlé jusqu'ici que du tumulte et des crimes ou délits commis à l'audience par une personne assistant aux débats. Mais s'ils viennent de l'accusé, qu'arrive-t-il? L'article 310, al. 1^{er}, s'exprime ainsi :

« L'accusé comparaitra libre et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader ».

Il peut se faire qu'à raison du caractère violent de l'accusé

(1) Cass., 31 juil. 1891, D., 92. 1. 196.

le président ait peur qu'il se porte à quelque extrémité. La jurisprudence admet qu'on lui mette les menottes, car l'article 310 n'est pas prescrit à peine de nullité ; à condition cependant, disent les arrêts, que l'entrave corporelle à laquelle il a été commis ne soit pas de nature à compromettre la liberté physique et morale dont il a besoin pour sa défense⁽¹⁾.

Certains auteurs, Faustin-Hélie⁽²⁾, entre autres, contestent au président ce droit qui attente, disent-ils, à la liberté de la défense. Mais il ne faut pas oublier que si le président use ainsi de son pouvoir de police envers l'accusé, la faute entière en revient à celui-ci et il n'est pas recevable à s'en plaindre.

Il se peut que cette mesure ne suffise pas et que le prévenu continue à troubler l'audience par ses clameurs ou ses interruptions. L'article 10 de la loi du 9 septembre 1835 donne le moyen d'y mettre un terme.

« La cour pourra faire retirer de l'audience et reconduire en prison tout prévenu qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, mettrait obstacle au libre cours de la justice, et, dans ce cas, il sera procédé aux débats et au jugement, comme il est dit aux deux articles précédents ».

Ainsi la cour, et non le président, pourra ordonner de reconduire l'accusé en prison⁽³⁾. L'audience continuera, malgré son absence, qui est indispensable dans tous les autres cas à peine de nullité⁽⁴⁾, à part cependant quand il est con-

(1) Cass., 20 décembre 1889, *Bull. crim.*, n. 400, p. 630.

(2) Faustin-Hélie, *Traité de l'inst. crim.*, VII, n. 3453, p. 544.

(3) Cass., 10 fév. 1887, *Bull. crim.*, n. 55, p. 80.

(4) Cass., 2 mars 1889, D., 89, 1, 391.

tumace; il sera alors jugé conformément aux articles 8 et 9 de la loi précitée.

Ces articles établissent une procédure spéciale pour l'accusé qui refuse de comparaître à l'audience.

« Au jour indiqué pour la comparution à l'audience, si les prévenus ou quelques-uns d'entre eux refusent de comparaître, sommation d'obéir à justice leur sera faite au nom de la loi par un huissier commis à cet effet par le président de la cour d'assises, et assisté de la force publique. L'huissier dressera procès-verbal de la sommation et de la réponse des prévenus » (art. 8, L. 9 septembre 1835).

Le président commet donc un huissier pour faire à l'accusé sommation de comparaître.

« Si les prévenus n'obtempèrent point à la sommation, le président pourra ordonner qu'ils soient amenés de force devant la cour; il pourra également, après lecture faite à l'audience du procès-verbal constatant leur résistance, ordonner que, nonobstant leur absence, il soit passé outre aux débats » (art. 9, al. 1^{er}, L. 9 septembre 1835).

Si l'accusé refuse d'obéir à la justice après la sommation par huissier commis, le président a le choix entre deux mesures : soit faire amener l'accusé par la force publique devant la cour d'assises, soit ordonner qu'il soit passé outre aux débats malgré son absence. Mais, dans ce dernier cas, « après chaque audience, il sera, par le greffier de la cour d'assises, donné lecture, aux prévenus qui n'auront point comparu, du procès-verbal des débats, et il leur sera signifié copie des réquisitoires du ministère public ainsi que des arrêts rendus par la cour, qui seront tous réputés contradictoires » (art. 9 *in fine*, L. 9 septembre 1835).

Si, après l'ordonnance de passé outre, l'accusé demande à se présenter devant le jury, il y sera admis; mais les débats ne recommenceront pas; on les continuera après lui avoir donné lecture de ce qui s'est passé en son absence.

Le président ne pourrait pas appliquer la loi de 1835 si l'accusé a un motif légitime pour ne pas comparaître, s'il est malade, par exemple, et hors d'état d'assister à l'audience.

Remarquons enfin, avant d'en terminer avec l'étude de ce pouvoir de police de l'audience, que, si le président peut l'exercer seul, il ne lui est pas interdit de s'associer la cour d'assises pour prendre les mesures qui en dépendent. C'est ce qui en fait la différence avec le pouvoir discrétionnaire. Mais l'intervention de la cour est facultative pour le président, en ce sens que, s'il a statué seul, la cour ne peut contrôler la décision prise.

SECTION II

DIRECTION DES DÉBATS

Ce pouvoir de direction des débats, commun à tous les présidents de juridiction, est confié au président des assises par l'article 267 ainsi conçu :

« Il (le président) sera de plus chargé personnellement de diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions, de leur exposer l'affaire sur laquelle ils auront à délibérer, même de leur rappeler leur devoir, de présider à toute l'instruction et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler ».

Rentre donc dans l'exercice de cette attribution, non seu-

lement le pouvoir de présider à toute l'instruction, mais aussi la mission de diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions.

Présider à l'instruction.

Les pouvoirs de cette catégorie sont très complexes; ils se rattachent à l'étude de nombreux textes que nous allons successivement examiner en suivant l'ordre établi par la loi.

D'après l'article 310 *in fine*, le président demandera à l'accusé « son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure et le lieu de sa naissance ». C'est une simple constatation de son état civil qui n'est soumise à aucune formule sacramentelle; elle n'est même pas demandée à peine de nullité ⁽¹⁾.

L'article 311 lui prescrit d'avertir « le conseil de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération. » Simple mesure d'ordre dont la non exécution n'entraîne pas la nullité ⁽²⁾. Dans la pratique, il s'exprime ainsi : « Monsieur le Défenseur, je vous rappelle les dispositions de l'article 311 C. crim. ».

Après avoir fait prêter serment aux jurés, « le président avertira l'accusé d'être attentif à ce qu'il va entendre » (art. 313, al. 1). Toute latitude lui est laissée pour les termes de cet avertissement dont il peut même se dispenser sans nullité ⁽³⁾.

Puis « il ordonnera au greffier de lire l'arrêt de la cour

⁽¹⁾ Cass., 21 mars 1892, *Bull. crim.*, n. 93, p. 149.

⁽²⁾ Cass., 25 août 1887, *Bull. crim.*, n. 323, p. 519.

⁽³⁾ Cass., 20 fév. 1873, *Bull. crim.*, n. 56, p. 104.

royale (la cour d'appel) portant renvoi à la cour d'assises, et l'acte d'accusation » (art. 313, 2^e alinéa). Cette lecture ne constitue pas une formalité essentielle ⁽¹⁾, car l'accusé connaît déjà l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, ces pièces lui ayant été signifiées ⁽²⁾.

« Après cette lecture, le président rappellera à l'accusé ce qui est contenu en l'acte d'accusation et lui dira : « Voilà de quoi vous êtes accusé; vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous » (art. 314).

Il s'exprimera ici en termes concis et sommaires. Pas de nullité s'il ne fait pas l'avertissement ⁽³⁾.

Il fait lire ensuite la liste des témoins par le greffier (art. 315).

D'après l'article 316 « le président ordonnera aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur sera destinée. Ils n'en sortiront que pour déposer. Le président prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit et de l'accusé, avant leur déposition. » C'est une mesure d'ordre destinée à empêcher les témoins de correspondre avec le public et à éviter qu'ils soient influencés par les dépositions faites avant la leur.

Cet article n'est pas prescrit à peine de nullité ⁽⁴⁾. Généralement, on sépare même les témoins à charge des témoins à décharge; aucun texte ne le demande; il n'y a donc pas nullité si on ne le fait pas ⁽⁵⁾.

(1) Cass., 3 sept. 1868, D., 69. 1. 435.

(2) Faustin-Hélie, *Traité de l'instr. crim.*, VII, n. 3462, p. 553.

(3) Cass., 22 juin 1854, D., 54. 5. 201.

(4) Cass., 21 mars 1907, *Bull. crim.*, p. 142, n. 224.

(5) Cass., 29 déc. 1904, *Bull. crim.*, n. 555, p. 903.

L'article 317 prescrit au président de faire prêter serment aux témoins, de constater leur identité et de recevoir leurs dépositions :

« Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre, dans l'ordre établi par le procureur général. Avant de déposer, ils prêteront, à peine de nullité, le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité. Le président leur demandera leurs nom, prénoms, âge, profession, leur domicile ou résidence, s'ils connaissent l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation, s'ils sont parents ou alliés, soit de l'accusé, soit de la partie civile, et à quel degré; il leur demandera encore s'ils ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre : cela fait, les témoins déposeront oralement ».

Le président fait donc d'abord prêter serment aux témoins; tous les témoins y sont soumis, à peine de nullité, dit l'article 316, excepté cependant ceux appelés en vertu du pouvoir discrétionnaire et ceux que la loi en dispense. Cependant s'il omet de le faire prêter à l'un d'eux, régulièrement acquis aux débats, il est admis qu'il peut annuler sa déposition et le faire déposer de nouveau après serment.

La formule du serment de l'article 317 est sacramentelle et l'omission d'un des termes prescrits emporterait nullité ⁽¹⁾. Cependant le témoin peut prêter serment d'après sa religion.

Quant à la constatation de l'identité des témoins par le président, son omission n'entraîne pas nullité ⁽²⁾. Il en est de

(¹) Cass., 17 juin 1880, *Bull. crim.*, n. 124, p. 218.

(²) Cass., 22 oct. 1891, *Bull. crim.*, n. 198, p. 342.

même de son interpellation au témoin sur ses rapports antérieurs avec l'accusé ⁽¹⁾.

On s'est demandé à quel moment le président devait faire prêter serment aux témoins : avant ou après la constatation de leur identité. En pratique, on s'en tient à l'ordre établi par l'article 317 et l'on commence par la prestation de serment.

Cependant il nous paraît plus logique de constater d'abord l'identité du témoin. L'article 317 semble s'y opposer en établissant un ordre entre ces diverses formalités. Mais la jurisprudence reconnaît que cet ordre peut ne pas être suivi rigoureusement ⁽²⁾. Le texte dit bien aussi que les témoins doivent prêter serment avant de déposer, mais la constatation de l'identité n'est pas une déposition. De plus, « c'est avant de prêter serment que le témoin doit faire connaître les causes d'incapacité qui sont en lui ou les causes de dispense qui s'opposent à son témoignage, que les parties doivent annoncer si elles y renoncent ou si elles s'y opposent, que la cour d'assises elle-même doit décider si pour quelque motif légitime elle l'écarte du débat. Il est donc indispensable que son individualité soit d'abord reconnue afin que toutes les réclamations puissent se produire. C'est pour n'avoir pas observé cette marche logique que les cours d'assises ont été amenées si souvent à ce remède bizarre d'annuler un serment prêté et à cette conséquence plus bizarre encore de séparer ce serment des déclarations qui le suivent. On eut évité ces subtilités de droit que les jurés ne comprennent pas en suivant ce qu'indiquent le bon sens et l'ordre rationnel de la

⁽¹⁾ Cass., 1^{er} mars 1888, *Bull. crim.*, n. 83, p. 135.

⁽²⁾ Cass., 25 août 1887, *Bull. crim.*, n. 323, p. 529.

matière : d'abord les noms et les qualités du témoin, ensuite, s'il n'y a ni incapacité, ni opposition, son serment, puis enfin sa déposition » ⁽¹⁾.

Le président, pour la déposition des témoins, n'est pas tenu de les appeler dans l'ordre établi par le procureur général s'il juge que l'interversion serait bonne pour la manifestation de la vérité; il peut même, contrairement à l'article 321, appeler les témoins à décharge avant les témoins à charge ⁽²⁾.

De même il n'est pas obligé de les entendre séparément ⁽³⁾; il doit seulement veiller à ce qu'ils déposent oralement, cette dernière mesure étant prescrite à peine de nullité ⁽⁴⁾.

« Le président fera tenir note, par le greffier, des additions, changements ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations. Le procureur général et l'accusé pourront requérir le président de faire tenir les notes de ces changements, additions et variations » (Art. 318).

Cette disposition, n'emportant pas nullité ⁽⁵⁾, est une exception à l'article 372, d'après lequel les dépositions des témoins ne doivent pas être prises en note. Elle a pour objet de surprendre le témoin en délit de faux témoignage. Elle ne s'applique donc pas aux témoins qui ne prêtent pas serment.

Le président qui a seul le droit de faire tenir note de ces

⁽¹⁾ Faustin-Hélie, *Tr. de l'inst. crim.*, VII, n. 3503, p. 607. — *Contra* Nouguier, *La cour d'assises, Tr. prat.*, III, n. 2192, p. 475.

⁽²⁾ Cass., 29 nov. 1906, *Bull. crim.*, n. 423, p. 772.

⁽³⁾ Cass., 4 nov. 1893, D., 96. 1. 142.

⁽⁴⁾ Cass., 10 mai 1894, D., 94. 1. 462.

⁽⁵⁾ Cass., 9 août 1900, *Bull. crim.*, n. 271, p. 443.

additions, changements ou variations peut y être contraint par le ministère public ou l'accusé.

Il n'y a pas de nullité si, conformément à l'article 319, le président ne demande pas, après chaque déposition, aux témoins « si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler » ⁽¹⁾ et à l'accusé « s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit devant lui » ⁽²⁾.

Le président veillera à ce que le témoin ne soit pas interrompu, il peut cependant l'arrêter s'il se livre à des digressions inutiles ou s'il ne dit que des choses vagues ou incertaines.

« L'accusé ou son conseil pourront le (le témoin) questionner par l'organe du président, après sa déposition, et dire, tant contre lui que contre son témoignage, tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé. Le président pourra également demander au témoin et à l'accusé tous les éclaircissements qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité. Les juges, le procureur général et les jurés auront la même faculté, en demandant la parole au président. La partie civile ne pourra faire de questions, soit au témoin, soit à l'accusé, que par l'organe du président ». (Art. 319).

Ces diverses prescriptions sont des simples mesures d'ordre dont la non exécution n'entraîne pas la nullité ⁽³⁾. Au président appartient aussi d'apprécier l'utilité des questions et de juger si elles doivent être posées.

D'après l'article 320 « chaque témoin, après sa déposition,

⁽¹⁾ Cass., 7 fév. 1895, D., 1900. 1. 55.

⁽²⁾ Cass., 12 août 1898, *Bull. crim.*, n. 297, p. 528.

⁽³⁾ Cass., 2 janv. 1885, *Bull. crim.*, n. 1, p. 1.

restera dans l'auditoire, si le président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que les jurés se soient retirés pour donner leur déclaration ». C'est au président à veiller à l'exécution de cette prescription. Il peut autoriser le témoin à se retirer tout à fait ⁽¹⁾. Pas nullité si le témoin reste dans l'auditoire ⁽²⁾.

Le président peut encore d'office ou sur réquisitions du ministère public ou de l'accusé ordonner après la déposition des témoins « que ceux qu'il désignera se retirent de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres », dit l'article 326. Mais il est libre de ne pas faire droit à la demande de l'accusation ou de la défense. Ces confrontations sont utiles lorsqu'il y a contradiction entre les dépositions de différents témoins.

D'après l'article 327 « le président pourra, avant, pendant ou après l'audition d'un témoin, faire retirer un ou plusieurs accusés, et les examiner séparément sur quelques circonstances du procès; mais il aura soin de ne reprendre la suite des débats généraux qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui se sera fait en son absence, et de ce qui en sera résulté ».

La jurisprudence a beaucoup varié sur le point de savoir si, lorsque le président a examiné un accusé en l'absence d'un autre, il devait, à peine de nullité, avertir ce dernier de ce qui s'était passé en son absence. Dans son dernier état, elle se prononce pour l'affirmative ⁽³⁾, car elle considère cette formalité comme essentielle au droit de la défense.

(1) Cass., 2 sept. 1897, *Bull. crim.*, n. 304, p. 464.

(2) Cass., 12 avril 1894, D., 95. 1. 52.

(3) Cass., 13 juill. 1893, D., 96. 1. 505.

Le président peut, même s'il n'y a qu'un seul accusé, le faire sortir et continuer, en son absence, une partie de l'examen de l'affaire.

L'article 328 permet au président de prendre note de tout ce qu'il juge important « soit dans la déposition des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue ».

L'article 329 n'étant pas prescrit à peine de nullité ⁽¹⁾, le président peut donc se dispenser de faire représenter à l'accusé « toutes les pièces relatives au délit et pouvant servir à conviction » ; de même qu'il n'est pas obligé, *a fortiori*, de l'interpeller « de répondre personnellement s'il les reconnaît », ni de les faire « représenter aux témoins, s'il y a lieu ».

Dans le cas indiqué par l'article 330, c'est-à-dire si « d'après les débats la déposition d'un témoin paraît fausse, le président pourra, sur la réquisition, soit du procureur général, soit de la partie civile, soit de l'accusé, et même d'office, faire sur le champ mettre le témoin en état d'arrestation », ce droit est purement facultatif pour le président. Il faut des indices graves de faux témoignage pour qu'il puisse en user. L'arrestation n'est que provisoire et le président devra relâcher l'accusé s'il s'est rétracté avant la clôture des débats ⁽²⁾. Cette mesure ne s'applique qu'aux témoins qui ont prêté serment.

La jurisprudence admet que le président des assises, au lieu de faire arrêter le témoin coupable de faux témoignage,

(1) Cass., 30 mai 1907, *Bull. crim.*, n. 244, p. 282.

(2) Cass., 8 fév. 1901, D., 1902. 5. 668.

peut se borner à le mettre en surveillance ⁽¹⁾. Mais cette mesure dépend du pouvoir discrétionnaire en vertu duquel, nous le verrons plus loin, le président peut ordonner tout ce qui sera nécessaire à la manifestation de la vérité.

« Dans le cas où l'accusé, les témoins ou l'un d'eux ne parleraient pas la même langue ou le même idiome, le président nommera d'office, à peine de nullité, un interprète âgé de vingt et un ans au moins, et lui fera, sous la même peine, prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents » (art. 332).

Le président nomme un interprète lorsqu'il juge que sa présence est nécessaire, soit avant le commencement des débats, si l'accusé ne parle pas français, afin qu'il puisse exercer son droit de récusation, soit seulement au cours de l'audience si un ou plusieurs témoins ne peuvent se faire comprendre. Malgré la nomination tardive de l'interprète, il n'y a pas de nullité s'il est constaté que le droit de défense de l'accusé n'a subi aucun préjudice ⁽²⁾.

Le président doit, à peine de nullité, dit le texte, faire prêter serment à l'interprète.

Sans entrer dans l'examen des personnes qui peuvent être interprètes, disons que le président ne pourra jamais, à peine de nullité, en exercer la fonction (art. 332 *in fine*).

⁽¹⁾ Cass., 26 déc. 1879, S., 80. 1. 440; 8 fév., précité. — Sic Nouguier, *La cour d'assises, Traité pratique*, IV, v. 2, n. 3540, p. 830. — *Contra* Faustin-Hélie, *Tr. de l'instruction crim.*, VII, n. 3571, p. 330; Cubain, *Tr. de la procédure devant les cours d'assises*, n. 491, p. 303.

⁽²⁾ Cass., 19 janv. 1879, § 81. 1. 237.

L'article 332 n'est pas limitatif des motifs de nomination d'interprète; sa présence est nécessaire toutes les fois qu'une cause quelconque empêche l'accusé ou les témoins de se faire comprendre. L'article 333 nous en donne du reste un exemple : « Si l'accusé est sourd-muet et ne sait pas écrire, le président nommera d'office pour son interprète la personne qui aura le plus d'habitude de converser avec lui. Il en sera de même à l'égard du témoin sourd-muet. » Mais ici les règles ne sont plus les mêmes; le président peut choisir pour interprète celui qui a l'habitude de se faire comprendre de la personne atteinte de cette infirmité, fut-ce un témoin ⁽¹⁾, ou un individu âgé de moins de vingt et un ans ⁽²⁾. Ces dérogations à l'article précédent ont pour motif la difficulté de trouver un tel interprète.

« Le président déterminera celui des accusés qui devra être soumis le premier aux débats, en commençant par le principal accusé s'il y a lieu. Il se fera ensuite un débat particulier sur chacun des autres accusés ». Cet article 334 n'est pas prescrit à peine de nullité; le président règle l'ordre de la discussion selon ce qui lui paraîtra le plus utile pour la manifestation de la vérité ⁽³⁾.

Après le réquisitoire, les plaidoiries et les répliques, s'il y a lieu, le président proclame la clôture des débats (art. 335 *in fine*). Aucune discussion n'est possible quand elle a été prononcée. Cependant, s'il s'aperçoit qu'une formalité n'a

⁽¹⁾ Cass., 24 avril 1896, *Bull. crim.*, n. 142, p. 221.

⁽²⁾ *Contra* Legraverand, *Traité de la législation criminelle en France*, I, chap. V, sect. VII, p. 244, note 2.

⁽³⁾ Cass., 21 septembre 1893, *Bull. crim.*, n. 264, p. 401.

pas été remplie, qu'un témoin n'a pas été entendu, il peut, toutes les fois qu'il le juge utile, même si le jury est entré dans la chambre de ses délibérations, rapporter son ordonnance de clôture et rouvrir les débats ⁽¹⁾.

Dans l'article 353, le législateur, en prescrivant que « l'examen et les débats, une fois entamés, devront être continués sans interruption et sans aucune espèce de communication au dehors jusqu'après la déclaration du jury inclusivement », a eu pour but d'éviter les lenteurs et les retards; le président doit y veiller. Il « ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des jurés, des témoins et des accusés », ajoute-t-il. Une grande latitude lui est laissée pour cela. Ce qui est interdit, c'est l'interruption, c'est-à-dire l'abandon des débats d'une affaire pour en juger une autre. La suspension est permise non seulement pour le repos des personnes indiquées par l'article, mais pour beaucoup d'autres causes : pour attendre un témoin ⁽²⁾, pour la recherche de pièces à conviction ⁽³⁾. Quant à la durée de la suspension, rien de prescrit; elle peut se faire d'une heure à une autre, d'un jour au lendemain ou au surlendemain ⁽⁴⁾; mais il ne faut pas d'abus.

L'article 270 donne au président le pouvoir de « rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats ».

(1) Cour d'assises du Tarn, 20 janv. 1893, D., 95. 2. 54.

(2) Cass., 13 mai 1886, *Bull. crim.*, n. 173, p. 278.

(3) Cass., 16 oct. 1850, D., 50. 5. 101.

(4) Cass., 12 août 1858, D., 58. 5. 106.

Diriger les jurés.

Nous avons vu que l'article 267 donne au président des assises la lourde tâche de « diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions, de leur exposer l'affaire sur laquelle ils auront à délibérer, même de leur rappeler leur devoir ».

Le premier devoir du président à leur égard est de leur faire prêter serment.

Le président adressera aux jurés, debouts et découverts, le discours suivant : « Vous jurez et promettez devant Dieu et devant les hommes d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre N...; de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse; de ne communiquer avec personne jusqu'après votre déclaration; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probre et libre. Chacun des jurés, appelé individuellement par le président, répondra, en levant la main, je le jure; à peine de nullité » (art. 312).

Avant chaque affaire, les jurés doivent prêter serment selon cette formule qui leur est lue par le président. Ils ne peuvent remplir leurs fonctions qu'après avoir accompli cette formalité.

Les termes de la loi sont ici essentiels et ne peuvent être changés à peine de nullité. L'élément religieux ne peut être supprimé ⁽¹⁾. La jurisprudence admet cependant que le juré

(1) Cour d'assises de la Marne, 17 juill. 1899, D., 99. 2. 340.

a le droit de prêter serment selon les exigences de son culte ⁽¹⁾. Le 21 décembre 1906, le ministre de la justice a déposé un projet de loi modifiant la formule du serment. Il supprime ces mots : devant Dieu et devant les hommes.

Tous les jurés doivent prêter serment, les titulaires comme les suppléants, alors même que ces derniers ne prendraient pas part ensuite à la délibération, car, pendant les débats, ils ont les mêmes droits que les autres, ils peuvent interroger l'accusé et les témoins, demander des explications, etc.

Le juré qui refuse de prêter serment encourt la pénalité de l'article 396 ⁽²⁾. Dans ce cas, l'accusé dont la détention est ainsi prolongée, car l'affaire devra être renvoyée, s'il n'y a pas de jurés suppléants, le jury n'étant plus au complet, peut lui réclamer des dommages-intérêts devant la juridiction civile ⁽³⁾.

La formalité que les jurés écouteront debouts et découverts la formule du serment n'est qu'une formalité extrinsèque dont l'omission ne saurait entraîner la nullité ⁽⁴⁾.

A l'appel de leurs noms, chacun des jurés répondra en levant la main : Je le jure.

Le jury est généralement composé de personnes peu au courant des règles judiciaires. Il est donc utile de l'instruire de ses droits, de ses devoirs et de ses obligations afin qu'il puisse juger en connaissance de cause.

« Sans influencer le jury dans ses actes, la magistrature

(1) Cass., 20 mai 1882, S., 82. 1. 41.

(2) Cour d'assises de la Marne, 17 juill. 1899, D., 99. 2. 340.

(3) Cass., 12 mai 1882, D., 82. 1. 388.

(4) Cass., 29 juin 1905, D., 05. 5. 34.

est appelée à le diriger dans son esprit et à l'animer du souffle de sa propre vie », dit avec raison M. de Lacuisine ⁽¹⁾.

C'est ainsi que le président donnera aux jurés toutes les explications qu'il leur sait ou leur croit être utiles pour former leur conviction. Il leur demandera s'ils veulent poser des questions à l'accusé ou aux témoins, s'ils désirent des renseignements supplémentaires.

Nous avons vu que plusieurs attributions confiées au pouvoir de direction du président des assises sont de simples mesures d'ordre dont la non observation n'entraînerait pas la nullité de la procédure. Mais il en serait autrement s'il refusait de les ordonner à la demande expresse de l'accusé. L'article 408, 2^e alinéa, donne, en effet, à l'accusé le droit d'exiger l'exécution de ces formalités. Mais la nullité viendrait alors de la violation de cet article 408.

Nous pouvons encore dire ici que le président des assises peut, s'il le veut, s'associer la cour pour exercer une des attributions rentrant dans l'exercice de son pouvoir de direction; mais il est à remarquer aussi que la cour ne pourrait pas y participer d'elle-même, de sa propre initiative, sans y être appelé par le président, sous peine d'excès de pouvoir.

SECTION III

POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE

Le pouvoir discrétionnaire, donné au président des assises, dépasse de beaucoup en importance ceux que nous venons

(1) *De l'influence légitime de la magistrature sur les décisions du jury*, p. 9.

d'étudier. Il a été établi par la loi des 16-27 septembre 1791, titre VIII, article 2; le code du 3 brumaire an IV l'a conservé dans ses articles 276 et 277. Nous le retrouvons dans notre législation actuelle; l'art. 268 dit, en effet : « Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation ».

Seuls de tous les présidents de juridiction de jugement, les présidents des cours d'assises possèdent le pouvoir discrétionnaire. Le législateur le leur donne expressément et exclusivement.

Son utilité ne peut être contestée : c'est un pouvoir d'instruction destiné à compléter les preuves apportées par l'accusation ou par la défense, à les vérifier et à faire face aux événements imprévus qui pourraient surgir à l'audience. Le droit commun en pareille matière serait peut-être insuffisant : « Ordonner ce qui n'est pas prévu et permettre ce qui n'est pas défendu, telle est la propriété de ce droit », dit très justement M. de Lacuisine ⁽¹⁾.

« Le pouvoir discrétionnaire a été institué comme un pouvoir rendu nécessaire par l'insuffisance des attributions diverses dont les juridictions et leur président pourraient être investis... ⁽²⁾. Le pouvoir discrétionnaire est un pouvoir extraordinaire et indéfini en vertu duquel le président peut, pour compléter l'instruction orale, suppléer à l'insuffisance des pouvoirs ordinaires et définis dont il est investi ainsi que

⁽¹⁾ *Tr. du pouv. jud. dans la direction des déb. crim.*, p. 353.

⁽²⁾ Nouguiér, *La cour d'assises, Tr. prat.*, III, n. 2320, p. 557.

la cour d'assises en prenant sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité » ⁽¹⁾.

Le pouvoir discrétionnaire est destiné à éviter les lenteurs dans le jugement d'une affaire en rendant l'ajournement inutile. Il permet au président d'ordonner certaines mesures, rendues nécessaires, pour la manifestation de la vérité, par l'apport à l'audience de certains faits qui, s'ils sont prouvés, sont de nature à modifier, ou aggraver, ou faire tomber l'accusation.

Quelles sont les attributions données au président des assises par ce pouvoir discrétionnaire ? A-t-il un droit universel ou est-il limité par la loi dans cet exercice ?

A ce sujet l'article 269 s'exprime ainsi :

« Il pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté. Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignements ».

Cet article n'est pas limitatif des mesures que peut ordonner le président en vertu de son pouvoir discrétionnaire, car il serait forcément incomplet. Cependant ce pouvoir n'est pas sans limite : « Ce pouvoir, quelque étendu qu'il soit, ne peut jamais autoriser le président à faire ce que la loi défend par une disposition générale » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Nouguier, *La cour d'assises*, *Tr. prat.*, III, n. 2322, p. 558.

⁽²⁾ Merlin, *Quest.*, v^o *Min. publ.*, X, p. 533.

C'est la seule entrave apportée à l'exercice de ce droit. On ne pouvait, même pour arriver à démontrer la vérité, lui permettre de violer ouvertement les prescriptions de notre code, sous peine de détruire toutes les règles qu'il édicte. A part cette réserve, le président est seul juge de l'opportunité de prescrire telle ou telle mesure, s'il le croit utile ; il n'a pour guide que son honneur et sa conscience. Aussi :

« Quelle probité, quelle sagacité, quelle expérience du cœur humain ne sont pas requises en celui que la loi investit d'une si grande confiance. Il devra lui-même se pénétrer profondément du sentiment de ses devoirs et de la nature de l'institution sublime dont il est le principal moteur. Toutes les questions soumises au juge sont des questions de fait très importantes, et pour l'individu accusé du fait, et pour la société qui en recherche l'auteur. La vérité de ces faits doit être poursuivie avec bonne foi, avec franchise, avec loyauté, avec son vrai et sincère désir de parvenir à la connaître ; rien de ce qui peut servir à la rendre palpable ne doit être négligé. Tous les moyens d'éclaircissements proposés par les parties ou demandés par les jurés eux-mêmes, s'ils peuvent effectivement jeter un jour utile sur le fait en question, doivent être mis en usage ; aucun ne doit être rejeté que ceux qui tendraient inutilement à prolonger le débat, sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats ; et comme toutes les demandes des parties ou des jurés doivent s'adresser au président du tribunal criminel, il est sensible que le cœur le plus pur et l'esprit le plus droit sont les bases de la confiance de la loi, quand elle se repose sur ce président du soin de rendre, d'après les circonstances, une multitude de

décisions sur lesquelles on ne peut lui tracer d'avance aucune règle. Ce pouvoir discrétionnaire est tempéré et dirigé par la présence du public, dont les regards doivent être particulièrement appelés sur l'exercice de toutes les fonctions qui, par leur nature, touchent à l'arbitraire; ils portent avec eux le meilleur préservatif contre l'abus qu'on pourrait être tenté de faire » ⁽¹⁾.

Le pouvoir discrétionnaire est personnel au président des assises, il lui appartient exclusivement; la cour ne peut participer à son exercice, même du consentement du président, en un mot il est incommunicable.

Il en résulte que si la cour d'assises est saisie par réquisitions du ministère public ou par conclusions de l'accusé d'une demande tendant, soit à obtenir, soit à faire rapporter une mesure dépendant uniquement du pouvoir discrétionnaire du président, elle ne peut y accéder. Comme elle doit, dans ce cas, rendre un arrêt, elle statuera en déclarant que, le fait en litige rentrant dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire, elle n'a aucune compétence pour l'examiner. Elle sortirait de la limite de ses attributions en ordonnant une mesure que seul le président a qualité pour autoriser ⁽²⁾.

Cependant le ministère public et l'accusé peuvent provoquer l'acte, sans l'exiger ⁽³⁾; ce n'est pas porter atteinte au droit du président.

Dé même, il n'est pas interdit au président de consulter

(1) Décret en forme d'instruction pour la procédure criminelle des 21 septembre-21 octobre 1791, rapporté par Duvergier, Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements du conseil d'Etat, année 1791, III, p. 438.

(2) Cass., 16 mars 1901, D., 1902. 5. 193.

(3) Cass., 8 fév. 1901, D., 1902. 5. 668.

soit ses assesseurs, soit les jurés, soit aussi le ministère public ou la défense sur l'opportunité de la mesure à prendre, mais il n'est jamais obligé de suivre leurs avis.

Il n'est pas lié non plus par la mesure prise; il peut la rapporter, tant qu'elle n'est pas accomplie.

Le pouvoir discrétionnaire, la loi le dit, s'exerce pendant tout le cours des débats. Il commence et finit avec eux. Rien ne s'oppose cependant à ce que le président prépare, avant l'audience, l'exercice de ce pouvoir. Ainsi il peut faire appeler à l'avance les personnes qu'il veut faire entendre.

Il dure jusqu'à la clôture des débats, c'est-à-dire jusqu'après les plaidoiries (art. 335). Si, après avoir prononcé la fin des débats, le président rapportait son ordonnance de clôture, le pouvoir discrétionnaire reprendrait aussi.

Généralement, le président procède par ordonnance, mais la loi ne prescrit pas de mode spécial. Tous les actes nouveaux d'instruction faits pendant les débats sont réputés accomplis en vertu du pouvoir discrétionnaire ⁽¹⁾. C'est ainsi que s'il s'agit d'entendre une personne comme témoin et que cette personne ne soit pas présente à l'audience, il la fera appeler par citation, par lettre, par avis télégraphique ou même verbalement. Si elle assiste aux débats, il la fera approcher et l'entendra sans formalité ⁽²⁾. Ces ordonnances n'ont pas besoin d'être motivées; elles ne sont susceptibles d'aucun recours.

Le pouvoir discrétionnaire ne peut s'exercer qu'au cours de l'audience; le président violerait le droit de la défense en

(1) Cass., 12 mai 1855, *Bull. crim.*, n. 191, p. 300.

(2) Cass., 4 juin 1864, D., 64. 1. 497.

procédant à un acte de ce genre en dehors de la présence de la cour et des jurés.

S'il n'est pas tenu d'avertir le juge que l'acte auquel il va faire procéder dépend de son pouvoir discrétionnaire ⁽¹⁾, il est cependant utile qu'il le fasse, afin que les jurés puissent apprécier le degré d'importance à attacher à la mesure.

Quels sont maintenant les actes que le président des assises peut ordonner en vertu de son pouvoir discrétionnaire ? L'article 269 nous le dit : Il peut « entendre toutes personnes ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience..., pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté ».

Quelles sont d'abord les personnes qu'il peut faire entendre ? Toutes personnes ; il faut prendre ces mots dans leur sens le plus général et décider que tout le monde peut être entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire, même les individus dont l'article 322 prohibe l'audition ⁽²⁾. Cependant il il ne peut admettre l'audition de ces derniers qu'avec une extrême réserve : « Il est immoral de faire déposer les enfants contre leur père, l'époux contre l'épouse, les frères contre les frères, et il est regrettable que la justice emploie un moyen immoral même pour arriver à une juste fin. Ces dépositions d'ailleurs ne lui apportent qu'un médiocre appui, parce qu'elles excitent la défiance ou l'horreur. Ce n'est donc qu'après avoir épuisé tous les moyens de preuve et seulement lorsqu'ils constituent la seule voie d'arriver à la vérité qu'on doit y avoir recours » ⁽³⁾.

(1) Cass., 15 avril 1904, *Bull. crim.*, n. 184, p. 316.

(2) Cass., 3 janv. 1901, *Bull. crim.*, n. 3, p. 4.

(3) Faustin-Hélie, *Tr. de l'inst. crim.*, VII, n. 3293, p. 344.

Il y a cependant une exception à faire en faveur de certaines catégories de personnes dont le président ne peut invoquer le témoignage : ce sont les magistrats composant la cour d'assises et les jurés ; on en comprend facilement la raison : le législateur ne pouvait admettre que ceux qui sont appelés à juger un individu puissent témoigner pour ou contre lui.

A part celles-ci, toutes personnes peuvent être entendues ; peu importe qu'elles ne soient pas citées ⁽¹⁾, qu'elles soient présentes ou non à l'audience ⁽²⁾, qu'il s'agisse de parents ou d'alliés d'une des parties en cause ⁽³⁾ ou de la partie civile ⁽⁴⁾. On peut même appeler le magistrat qui a instruit l'affaire ⁽⁵⁾, un témoin dont la déposition a été rejetée des débats par la cour d'assises ⁽⁶⁾, un individu condamné ⁽⁷⁾ ; en un mot toutes personnes pouvant dire quelque chose d'utile sur l'affaire en cours ⁽⁸⁾.

Quant aux témoins cités, ils appartiennent aux débats et le président n'a pas le pouvoir de leur enlever cette qualité pour les faire entendre en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

L'article 269 *in fine* indique une différence entre l'audition des personnes citées et celles ainsi appelées ; ces dernières « ne prêteront point serment, et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignements ». Il n'y a pas nul-

(1) Cass., 27 sept. 1900, *Bull. crim.*, n. 301, p. 489.

(2) Cass., 20 mai 1863, *Bull. crim.*, n. 93, p. 150.

(3) Cass., 3 janv. 1901, *Bull. crim.*, n. 3, p. 4.

(4) Cass., 27 mars 1896, *Bull. crim.*, n. 123, p. 187.

(5) Cass., 16 mars 1901, D., 1902. 5. 194.

(6) Cass., 25 mai 1906, *Gaz. Trib.*, Rec. II, 1906. 1. 160.

(7) Cass., 30 nov. 1895, S., 96. 1. 142.

(8) Cass., 7 janv. 1904, *Bull. crim.*, n. 8, p. 14.

lité si elles déposent sous la foi du serment ⁽¹⁾. Cette différence que les témoins appelés en vertu du pouvoir discrétionnaire ne sont entendus qu'à titre de simples renseignements n'a aucune utilité, car les jurés doivent se décider non d'après la nature du témoignage, mais selon leur intime conviction (art. 342).

Le président, dit encore la loi, peut « faire apporter toutes nouvelles pièces ». Ces pièces, dont il donnera lecture, sont toutes celles susceptibles de « répandre un jour utile sur le fait contesté ».

Celles qu'il lira le plus fréquemment sont les dépositions de témoins qui, entendus devant le juge d'instruction, n'ont pas été appelés devant la cour d'assises ⁽²⁾ ou ne pouvaient y déposer ⁽³⁾, ou de témoins qui, quoique cités, ne se sont pas rendus à l'audience ⁽⁴⁾.

On sait que, devant le jury, le débat doit être oral. Cette règle n'est-elle pas violée par la lecture des dépositions? Il est certain qu'en agissant ainsi ce principe subit une atteinte, mais comme c'est nécessaire pour arriver à la manifestation de la vérité, la loi permet cette dérogation aux règles générales. Le président ne doit user de ce mode de preuve qu'avec une extrême réserve, surtout pour la lecture de la déposition d'un témoin cité et comparant.

Il est libre de lire ces dépositions au moment où il le juge le plus à propos. Cependant s'il s'agit de la déclaration d'un

⁽¹⁾ Cass., 12 sept. 1907, *Bull. crim.*, n. 402, p. 644.

⁽²⁾ Cass., 12 mai 1900, *Bull. crim.*, n. 64, p. 118.

⁽³⁾ Cass., 27 nov. 1890, *Bull. crim.*, n. 236, p. 369.

⁽⁴⁾ Cass., 13 fév. 1902, *Bull. crim.*, n. 64, p. 118.

témoin régulièrement cité et ultérieurement entendu, il ne peut la lire qu'après l'audition de celui-ci ⁽¹⁾. Si, en l'absence d'un témoin, le président a donné lecture de sa déposition, rien n'empêche qu'il soit entendu ultérieurement sous la foi du serment s'il se présente ensuite à l'audience ⁽²⁾. Il est aussi permis de lire la déposition de celui qui, indisposé, se trouve hors d'état de continuer à témoigner ⁽³⁾.

Le président peut aussi donner lecture d'autres pièces du dossier, par exemple : la déposition d'un témoin entendu dans une autre procédure ⁽⁴⁾, un jugement du tribunal correctionnel devant lequel l'accusé aurait d'abord été traduit ⁽⁵⁾, l'interrogatoire de l'accusé à l'instruction ⁽⁶⁾. Mais il lui est interdit de lire toutes les pièces de la procédure s'il n'y a aucun témoin produit par l'accusation ; il y aurait violation de la règle que le débat doit être oral, et par suite nullité de l'arrêt de la cour d'assises ⁽⁷⁾.

Les déclarations des personnes entendues en vertu du pouvoir discrétionnaire ne sont pas limitées aux faits de l'accusation ; elles peuvent avoir pour objet tous les actes de nature à éclairer le jury sur la moralité et les antécédents de l'accusé ⁽⁸⁾. Il est aussi permis au président de lire toutes les pièces qui lui paraissent utiles pour arriver à la vérité. C'est

⁽¹⁾ Cass., 30 nov. 1901, *Bull. crim.*, n. 301, p. 558.

⁽²⁾ Cass., 8 mai 1901, *Bull. crim.*, n. 76, p. 134.

⁽³⁾ Cass., 4 août 1904, *Bull. crim.*, n. 365, p. 607.

⁽⁴⁾ Cass., 18 janv. 1864, *Bull. crim.*, n. 42, p. 72.

⁽⁵⁾ Cass., 8 déc. 1855, *Bull. crim.*, n. 574, p. 677.

⁽⁶⁾ Cass., 7 janv. 1886, *Bull. crim.*, n. 4, p. 5.

⁽⁷⁾ Cass., 6 avril 1894, *Bull. crim.*, n. 86, p. 126.

⁽⁸⁾ Cass., 27 nov. 1890, *Bull. crim.*, n. 236, p. 369.

ainsi qu'il peut lire les lettres de l'accusé jointes au dossier, alors même qu'elles auraient un caractère confidentiel ⁽¹⁾, les lettres saisies entre les mains d'un témoin à la requête de l'accusé ⁽²⁾. Il n'écartera que les lectures qu'il juge être sans intérêt ⁽³⁾. Il est seul juge de l'opportunité de la lecture de ces déclarations et de tous autres documents ⁽⁴⁾.

Nous avons vu que l'article 269 n'est qu'indicatif des mesures que peut prescrire le président des assises en vertu de son pouvoir discrétionnaire. Toutes les fois qu'il croira que tel acte est nécessaire pour parvenir à la découverte de la vérité, il sera de son devoir de l'ordonner. Il n'est limité que par le respect dû aux lois.

Cette matière, en l'absence de tout texte, est assez délicate, mais la jurisprudence nous en fournit de nombreux exemples. C'est ainsi qu'il peut : faire procéder à une expertise ⁽⁵⁾; l'expert ainsi nommé est dispensé du serment prescrit par l'article 44 ⁽⁶⁾; ordonner un transport sur les lieux ⁽⁷⁾; en distribuer le plan aux jurés ⁽⁸⁾.

Il y a une mesure que les présidents d'assises accomplissent dans la pratique et qui dépend de leur pouvoir discrétionnaire : c'est le droit de procéder à l'interrogatoire de l'accusé. La loi est muette à ce sujet. En effet, l'article 310 ne

(1) Cass., 22 oct. 1891, *Bull. crim.*, n. 198, p. 342.

(2) Cass., 25 mai 1906, *Bull. crim.*, n. 222, p. 395.

(3) Cass., 22 juin 1901, *Bull. crim.*, n. 185, p. 329.

(4) Cass., 22 fév. 1894, *Bull. crim.*, n. 50, p. 73.

(5) Cass., 13 fév. 1902, *Bull. crim.*, n. 65, p. 120.

(6) Cass., 3 mai 1900, *Bull. crim.*, n. 166, p. 261.

(7) Cass., 31 mars 1906, *Bull. crim.*, n. 167, p. 297.

(8) Cass., 15 juill. 1899, *Bull. crim.*, n. 212, p. 369.

parle que de l'identité de l'accusé; l'article 319 ne prescrit que de lui demander « s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui »; dans l'article 327 n'est autorisé que l'examen « sur quelques circonstances du procès »; quant au mot « examen » de l'article 405, on ne peut l'identifier au mot « interrogatoire ».

Cependant le législateur ne le défend pas et l'on peut même dire qu'il découle des différents textes que nous venons de citer. Si ces articles ne le justifient pas suffisamment, le pouvoir discrétionnaire est là pour le permettre : il sert à mettre en relief le système de l'accusation et celui de la défense; il limite ainsi la discussion.

Quelques auteurs contestent cependant sa légalité ⁽¹⁾.

L'interrogatoire a lieu généralement avant l'audition des témoins, mais le président pourrait y procéder soit plus tôt, soit plus tard ⁽²⁾.

L'accusé n'est pas obligé de répondre aux questions que lui pose le président. S'ils sont plusieurs, ils peuvent être interrogés tous ensemble ⁽³⁾.

Si le président a toute latitude pour faire subir l'interrogatoire, il ne doit pas lui donner la forme d'un réquisitoire. « C'est malheureusement ce qui se produit le plus généralement. Il doit se borner à signaler à l'accusé les charges relevées contre lui sans laisser voir son opinion, qui légalement ne doit apparaître qu'après avoir entendu les témoins et les arguments contradictoires de l'accusation et de la défense » ⁽⁴⁾.

(1) V. Garraud, *Précis de droit criminel*, n. 525, p. 704.

(2) Cass., 6 juill. 1894, D., 99. 1. 171.

(3) Cass., 23 août 1863, D., 68. 5. 110.

(4) *Revue pénitentiaire*, année 1906, p. 355.

Malgré le huis clos, le pouvoir discrétionnaire permet au président, sans avoir à le lever, de faire exécuter les décisions provenant de l'exercice de ce pouvoir.

Nous avons vu que le président est limité dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire par le respect dû aux lois. Il ne peut donc aller contre les mesures prescrites par le code d'instruction criminelle, par exemple, refuser d'entendre un témoin régulièrement cité et notifié, le faire déposer sans prestation de serment. Il est surtout tenu de respecter les droits de la défense : ainsi, il ne peut, lorsqu'il a fait sortir un accusé pendant la déposition d'un témoin, reprendre les débats sans l'avertir de ce qui s'est passé en son absence ; de même l'usage de pièces, sans communication préalable à l'accusé, lui est interdit.

CHAPITRE II

ATTRIBUTIONS DE LA COUR D'ASSISES

On peut, pendant le cours des débats, placer les différents pouvoirs que le législateur a donnés à la cour d'assises dans deux sections distinctes : elle statue d'abord lorsqu'elle a reçu délégation expresse de la loi de prendre ou d'autoriser telle ou telle mesure, et ensuite lorsqu'elle est saisie par réquisitions du ministère public ou par conclusions de la défense d'un fait litigieux ; il y a, dans ce dernier cas, un incident contentieux qu'elle seule peut vider.

SECTION PREMIÈRE

DÉLÉGATION EXPRESSE DE LA LOI

L'article 315 *in fine* donne à la cour la mission de statuer sur l'opposition soulevée par le ministère public ou l'accusé « à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été indiqué ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte de notification ».

Le législateur prévoit ici le cas d'un témoin qui, cité à la demande de l'une des parties, a en son nom notifié à l'autre,

conformément à la loi, mais cette notification contient des irrégularités, des erreurs qui ont pu faire croire qu'il s'agissait d'une personne autre que celle réellement assignée, ou bien son nom n'a pas été notifié à l'adversaire. L'autre partie peut s'opposer à l'audition de cette personne : elle est prise au dépourvu et elle aurait pu, peut-être, opposer à ce témoignage soit un autre témoin, soit des documents, capables de lui donner un démenti formel, et dont elle a jugé inutile de s'occuper. La cour statuera sur cette opposition ⁽¹⁾.

Certains auteurs ⁽²⁾ prétendent que s'il n'y a pas de contestation le président peut décider seul, sans avoir besoin de l'aide de la cour. Cette solution nous semble contraire aux termes de notre article qui donne à la cour seule le droit de statuer ; l'on pourrait dire aussi de plus que le témoin ainsi contesté, puisqu'il a été cité, appartient aux débats jusqu'à la décision de la cour, il n'est pas du pouvoir du président de l'en exclure de sa propre volonté.

L'opposition admise n'aura pour effet, le plus souvent, que de dispenser ce témoin de la prestation de serment, car le président peut l'entendre en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

En cas de faux témoignage, l'article 331 permet à la cour d'assises de renvoyer l'affaire :

« Dans le cas de l'article précédent, le procureur général, la partie civile ou l'accusé, pourront immédiatement requérir, et la cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session ».

(1) Cass., 26 avril 1900, D., 1900. 1. 366.

(2) V. Nougier, La cour d'assises, *Traité pratique*, III, n. 1907, p. 278.

La cour possède ici un pouvoir souverain d'appréciation ⁽¹⁾, car elle statue par un arrêt de pure instruction qui échappe au contrôle de la cour de cassation. Elle ne doit accorder le renvoi que si elle le juge utile pour la manifestation de la vérité.

Cet article ne s'applique qu'au faux témoignage de témoins entendus après prestation de serment.

L'article 332 donne à la cour le pouvoir de statuer sur la récusation de l'interprète nommé par le président à la demande du procureur général ou de l'accusé, lorsqu'il s'agit d'entendre un accusé ou un témoin qui ne peut se faire comprendre, soit en raison d'une différence de langage, soit à cause d'une infirmité.

D'après l'article 354 « lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparaitra pas, la cour pourra, sur la réquisition du procureur général et avant que les débats soient ouverts par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste, renvoyer l'affaire à la prochaine session ».

La cour est juge de la nécessité de l'audition d'un témoin défaillant ⁽²⁾; elle peut, malgré l'absence d'un témoin, ordonner qu'il soit passé outre aux débats ⁽³⁾.

Bien que le texte ne donne ce pouvoir à la cour que lorsqu'elle est saisie d'une demande du ministère public à ce sujet, il est admis qu'elle peut aussi se prononcer d'office ou sur conclusions de la défense.

Le témoin cité qui ne comparait pas peut avoir une cause

⁽¹⁾ Cass., 2 déc. 1892, *Bull. crim.*, n. 311, p. 491.

⁽²⁾ Cass., 11 nov. 1892, D., 93. 1. 463.

⁽³⁾ Cass., 8 déc. 1906, *Bull. crim.*, n. 442, p. 814.

d'excuse, la cour en appréciera le bien fondé ⁽¹⁾. S'il n'en a pas, l'article 355 s'applique :

« Si, à raison de la non comparution du témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, actes, voyages de témoins et autres, ayant pour objet de faire juger l'affaire, seront à la charge de ce témoin, et il y sera contraint, même par corps, sur la réquisition du procureur général par l'arrêt qui renverra les débats à la session suivante. Le même arrêt ordonnera, de plus, que ce témoin sera amené par la force publique devant la cour pour y être entendu. Et néanmoins, dans tous les cas, le témoin qui ne comparaitra pas ou qui refusera soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, sera condamné à la peine édictée en l'article 80 ».

C'est par le même arrêt, qui renvoie l'affaire à une autre session, que les frais de citation, actes, voyages de témoins et autres, seront mis à la charge de ce témoin. La cour prononcera aussi contre lui, de ce chef, la contrainte par corps, la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte par corps ne dérogeant pas à notre texte (art. 18), et elle ordonnera aussi qu'il sera amené par la force publique devant elle pour y faire sa déclaration.

La cour pourra punir le témoin qui refuse de prêter serment ou de déposer des peines édictées par l'article 80.

L'article 356 donne encore compétence à la cour pour statuer sur l'opposition, faite par le témoin condamné en vertu de l'article précédent, contre l'arrêt prononçant ces diverses

(1) Cass., 20 oct. 1894, D., 99, 1. 388.

condamnations contre lui, arrêt qui aura été prononcé par défaut.

Remarquons, avant d'en finir avec ces causes de renvoi, que cette énumération des articles 331 et 354 n'est pas limitative des cas pour lesquels l'affaire peut être ajournée.

La cour est compétente en cette matière toutes les fois qu'elle le juge utile à la manifestation de la vérité ⁽¹⁾. C'est ainsi qu'elle peut renvoyer l'affaire pour faire procéder à des actes d'instruction supplémentaires ⁽²⁾, à l'audition de nouveaux témoins ⁽³⁾, lorsqu'elle se trouve en présence de faits nouveaux ⁽⁴⁾. L'article 406 parle de renvoi pour quelque événement que ce soit.

Dans le cas d'un renvoi de l'affaire, l'article 11 de la loi du 8 décembre 1897 autorise la cour à statuer sur la mise en liberté provisoire de l'accusé, mais elle n'a compétence pour le faire qu'à la double condition d'être saisie de l'affaire et de la renvoyer à une autre session ⁽⁵⁾.

L'article 507 donne à la cour d'assises le pouvoir de procéder sans l'adjonction des jurés, de suite et sans désemparer, au jugement des crimes ou délits commis à l'audience.

La loi du 9 septembre 1835, dans son article 10, permet à la cour de « faire retirer de l'audience et reconduire en prison tout prévenu qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, mettrait obstacle au libre

⁽¹⁾ Cass., 4 juil. 1907, S., 08. 1. 64.

⁽²⁾ Cass., 15 mai 1863, D., 63. 1. 266.

⁽³⁾ Cass., 22 mars 1894, D., 98. 1. 320.

⁽⁴⁾ Cass., 11 mai 1865, D., 65. 1. 240.

⁽⁵⁾ Cass., 2 mars 1907, *Bull. crim.*, n. 111, p. 179.

cours de la justice, et, dans ce cas, il sera procédé aux débats et au jugement comme il est dit aux deux articles précédents » ⁽¹⁾. Dans le même ordre d'idées, d'après l'article 11 de la même loi : « Tout prévenu ou toute personne présente à l'audience d'une cour d'assises, qui causerait du tumulte pour empêcher le cours de la justice, sera, audience tenante, déclaré coupable de rébellion et puni d'un emprisonnement qui n'excèdera pas deux ans, sans préjudice des peines portées au code pénal contre les outrages et violences envers les magistrats ».

C'est encore à la cour d'assises d'ordonner le huis clos.

Le huis clos, tempérament apporté au principe de la publicité des débats prescrite par la loi du 20 avril 1810, est établi, en matière civile, par l'article 87 du code de procédure civile. Ce texte n'a pas son équivalent dans le code criminel, mais la loi constitutionnelle du 4 novembre 1848, article 81, après beaucoup d'autres, l'établit en matière criminelle :

« Les débats seront publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs ; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement ».

La cour statue en cette matière par un arrêt portant comme motifs que les débats se passeront à huis clos à cause de la publicité qui serait dangereuse pour les mœurs ou l'ordre public ⁽²⁾. Elle apprécie l'utilité de cette mesure soit d'office, soit sur réquisitions. Si l'accusé demande à être entendu, elle ne peut lui refuser la parole, car la publicité est une garantie

(1) V. p. 47 et s.

(2) Cass., 29 déc. 1893, *Bull. crim.*, n. 377, p. 577.

de la loi en sa faveur ; cependant elle peut l'ordonner malgré son opposition ⁽¹⁾.

Le huis clos peut s'étendre à tous les débats ou être restreint soit à une partie de l'examen seulement, comme la déposition d'un témoin, soit à une certaine catégorie de personnes, les femmes, les enfants ⁽²⁾, par exemple.

Il ne doit pas s'étendre au delà de la clôture des débats, la position des questions aux jurés doit être faite en audience publique ⁽³⁾.

C'est encore par un arrêt que la cour lève le huis clos.

Il n'est pas nécessaire de reprendre l'audience publique pour les incidents qui pourraient surgir à l'audience ⁽⁴⁾, mais les arrêts contentieux doivent être rendus publiquement ⁽⁵⁾.

SECTION II

INCIDENTS CONTENTIEUX

Les articles 276, 278 et 408 donnent à la cour l'obligation de statuer toutes les fois qu'elle est saisie d'un incident contentieux, c'est-à-dire lorsque le ministère public prend des réquisitions ou lorsque la défense dépose des conclusions tendant à ce que telle mesure soit ordonnée ou telle autre soit rapportée.

« Il (le procureur général) fait, au nom de la loi, toutes les

⁽¹⁾ Cass., 13 fév. 1902, *Bull. crim.*, n. 62, p. 112.

⁽²⁾ Cass., 2 juin 1881, D., 81. 1. 495.

⁽³⁾ Cass., 20 mai 1882, D., 82. 1. 439.

⁽⁴⁾ Cass., 4 sept. 1890, D., 91. 1. 192.

⁽⁵⁾ Cass., 10 déc. 1892, *Bull. crim.*, n. 329, p. 516.

réquisitions qu'il juge utiles; la cour est tenue de lui en donner acte et d'en délibérer » (art. 276).

« Lorsque la cour ne défèrera pas à la réquisition du procureur général, l'instruction ni le jugement ne seront arrêtés ni suspendus, sauf après l'arrêt, s'il y a lieu, le recours en cassation par le procureur général » (art. 278).

« Il en sera de même (il y aura nullité) tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer, soit sur une ou plusieurs demandes de l'accusé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du ministère public tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fut pas textuellement attachée à l'absence de formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise » (art. 408, 2^e al.).

Pour qu'il y ait incident contentieux, il faut qu'il y ait une véritable contestation, c'est-à-dire que la mesure demandée par l'une des parties soit combattue par l'autre; il n'y aurait pas lieu à arrêt contentieux si la cour fait simplement droit à une demande qui n'est pas contestée par l'adversaire.

Pour que la cour soit obligée de statuer, il ne suffirait pas non plus que le ministère public ou l'accusé se bornât à demander acte de telle ou telle chose; la cour répondrait alors de même en donnant acte sans rendre un arrêt et il n'y aurait pas nullité.

Ces arrêts doivent être motivés et répondre point par point à la demande faite. La cour ne peut les rendre qu'après avoir entendu les explications des parties. Ils doivent être prononcés en audience publique. Le tout à peine de nullité.

Il est impossible de donner tous les cas dans lesquels la

cour est obligée de statuer, nous ne pouvons qu'en donner des exemples.

Nous avons vu que le président des assises était compétent pour ordonner un renvoi de l'affaire avant l'ouverture des débats, d'après l'article 306. On s'est demandé si le ministère public ou l'accusé qui se sont vus refuser cette mesure peuvent faire opposition à cette décision devant la cour d'assises. On ne peut nier leur droit, car le président n'agit pas ici en vertu de son pouvoir discrétionnaire. Par son refus d'ordonner le renvoi, l'affaire est restée au rôle de la session; la cour est alors compétente; le président n'a pris qu'une mesure provisoire qui ne peut avoir l'autorité de la chose jugée et ne peut lier la cour ⁽¹⁾. Si le ministère public ou l'accusé demandent alors un renvoi de l'affaire, il y aura incident contentieux de la compétence de la cour.

Il en est de même d'une demande en jonction ou de disjonction des procédures des articles 307 et 308, la partie qui n'a pas eu sa demande accueillie peut la renouveler devant la cour; saisie de cet incident, elle devra rendre un arrêt ⁽²⁾.

A ce sujet, jusqu'à quel moment la cour peut-elle ordonner une jonction ou une disjonction? Il faut faire plusieurs distinctions.

Disons d'abord que s'il s'agit d'une jonction concernant plusieurs accusations relatives au même individu, elle peut être prescrite jusqu'à l'ouverture des débats, car la défense de l'accusé n'en souffre pas, puisqu'il a participé au tirage du

⁽¹⁾ *Contra* Nougier, La cour d'assises, *Traité pratique*, II, n. 937, p. 343.

⁽²⁾ Cass., 14 mars 1873, D., 74. 1. 502.

jury ; peu importe pour lui qu'il soit ensuite jugé pour un seul crime ou pour plusieurs.

S'il est question de deux ou plusieurs affaires concernant plusieurs individus, elle est permise jusqu'au tirage du jury de jugement. On ne peut, en effet, amener devant les jurés un accusé qui n'a pas participé au tirage du jury et qui n'a pas pu user de son droit de récusation ; le droit de la défense serait lésé.

Quant à la disjonction, la cour peut l'ordonner jusqu'à la clôture des débats. Un arrêt ⁽¹⁾ a même été plus loin ; il déclare que la disjonction peut être autorisée après la délibération du jury. Dans l'espèce, deux des accusés s'étaient évadés pendant la délibération du jury ; le président, après avoir appliqué les articles 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835, avait ordonné qu'il serait passé outre aux débats et la procédure suivit son cours comme si tous les accusés étaient présents. Ceux qui étaient en fuite furent condamnés. Sur leur pourvoi, la cour de cassation cassa l'arrêt de la cour d'assises pour fausse interprétation de la loi du 9 septembre 1835 et pour violation des articles 356, 363 et 371 « dont les dispositions sont essentielles en droit de défense » dit l'arrêt et il ajoute : « que l'évasion des accusés ne pouvait faire obstacle à ce que la justice suivit régulièrement son cours, qu'il appartient à la cour d'assises de disjoindre leur cause d'avec celles des accusés présents, pour être plus tard statué contre eux par voie de contumace par l'article 365 du 2^e alinéa ».

(1) Cass., 19 janv. 1877, *Bull. crim.*, n. 17, p. 31.

En règle générale, la cour d'assises est investie d'un pouvoir de juridiction; toutes les fois qu'il sera question de juger, c'est à elle de répondre en statuant.

Remarquons enfin, avant d'en terminer avec cette étude, que la cour d'assises peut aussi ordonner des mesures d'instruction de droit commun ⁽¹⁾. Car il faut distinguer « entre les mesures qui, dérogeant aux règles spéciales de la procédure devant la cour d'assises, sont exclusivement confiées au président et que seul il peut ordonner en vertu de son pouvoir discrétionnaire et les actes ordinaires d'instruction, tel qu'un transport sur les lieux, qui sont de droit commun même devant la cour d'assises et que toute juridiction a le droit d'ordonner par suite du principe qui confère aux juges la faculté de recourir à tous moyens propres à les éclairer dans la mesure de ce qui n'est pas prohibé par la loi » ⁽²⁾.

(1) Cass., 3 sept. 1903, D., 1906, 5. 58.

(2) Cass., 16 janv. 1902, D., 1902. 5. 194.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DU JURY

Pendant les débats, les jurés ont des attributions plutôt passives. Ils assistent à l'examen de l'accusé sans pouvoir y prendre une part active. Leur rôle consiste principalement à être attentifs aux débats et à demander des explications s'ils en désirent.

C'est ainsi que l'article 319 permet aux jurés de demander des éclaircissements à l'accusé et aux témoins par l'organe du président. Ils peuvent même provoquer des mesures d'instruction supplémentaires ⁽¹⁾.

L'article 328 les autorise à prendre des notes de ce qui leur paraît important.

Les jurés ont l'obligation d'écouter attentivement l'examen de l'accusé ; s'ils paraissent distraits, le président pourra les rappeler à l'ordre. La déclaration du jury ne peut servir de base légale à la condamnation intervenue lorsque l'un des jurés a dormi pendant une partie des débats ⁽²⁾.

Enfin l'article 353 interdit aux jurés toute communication

⁽¹⁾ Cass., 13 juin 1902, D., 1902. 5. 189.

⁽²⁾ Cass., 27 août 1903, D., 1907. 1. 276.

avec le dehors. Mais cette règle n'est pas absolue : il est certain qu'après chaque audience les jurés peuvent aller chez eux pour y prendre leur repas et s'y reposer. Les communications illégales sont celles qui, portant sur les faits du procès, sont de nature à exercer sur le juré une influence préjudiciable à la défense ⁽¹⁾.

Sont encore prohibées, à peine de nullité, toutes manifestations d'opinion de la part des jurés, c'est-à-dire celles qui préjugent la culpabilité ou l'innocence de l'accusé et établissent que le juré avait une conviction arrêtée de nature à faire suspecter son impartialité. Ainsi ne constituent pas une manifestation d'opinion prohibée ces paroles d'un juré, prononcées au moment où le défenseur s'expliquait au sujet d'une condamnation intervenue antérieurement contre un client : « Il me semble que cette affaire ne nous intéresse pas » ⁽²⁾. De même cette lettre adressée par un juré au président dans une affaire d'empoisonnement : « Dans la séance d'hier, il a été apporté des affirmations inexactes en ce qui concerne l'acide arsénieux préparé d'après la formule d'Alfort. De ces affirmations, il pourrait résulter un état d'esprit dangereux et contraire à la vérité, je serais désireux que lecture fut faite du codex en ce qui concerne cette formule qui a été rapportée inexactement » ⁽³⁾.

Mais constitue une manifestation d'opinion prohibée le fait pour un juré de déclarer, après la déposition d'un expert sur un point important du procès, que « la question qu'il a

⁽¹⁾ Cass., 12 janv. 1893, *Bull. crim.*, n. 7, p. 9.

⁽²⁾ Cass., 9 août 1906, *Bull. crim.*, n. 321, p. 614.

⁽³⁾ Cass., 13 fév. 1902, *Bull. crim.*, n. 65, p. 120.

posée à ce dernier a pour but d'avoir une certitude plus absolue » ⁽¹⁾. Il en est de même du fait d'un juré d'avoir, pendant l'audition d'un témoin, proféré les paroles suivantes : « Puisque l'accusé dit que Kiru était à cheval, c'est qu'il y était » ⁽²⁾.

Les conséquences d'une manifestation d'opinion prohibée sont graves, puisqu'en l'absence de jurés suppléants l'affaire doit être renvoyée, le jury n'étant plus au complet, le juré en faute ne pouvant prendre part à la délibération. C'est à la cour d'assises à apprécier.

⁽¹⁾ Cass., 19 janv. 1900, *Bull. crim.*, n. 26, p. 40.

⁽²⁾ Cass., 26 août 1897, *Bull. crim.*, n. 300, p. 457.

TROISIÈME PARTIE

Procédure postérieure à la clôture des débats.

Dans le chapitre premier de cette dernière partie, nous traiterons des différentes attributions du président, de la cour d'assises et du jury depuis la clôture des débats jusqu'au moment où, le verdict du jury étant connu, le président ou la cour vont avoir à intervenir. Dans cette période, pour la commodité des explications, nous étudierons les attributions du jury immédiatement après celles du président, car elles se complètent mutuellement, le président étant chargé de poser les questions que le jury doit résoudre. Quant à la cour, son rôle étant bien moindre, nous avons pensé pouvoir, sans inconvénients, en renvoyer l'examen à la fin.

Dans le second chapitre, consacré aux conséquences du verdict du jury, nous n'aurons à examiner que les attributions du président et celles de la cour; le jury a, en effet, épuisé ses pouvoirs par la lecture de sa déclaration.

CHAPITRE PREMIER

PROCÉDURE ANTÉRIEURE AU VERDICT

Dans ce chapitre, nous examinerons les différentes attributions du président, de la cour et du jury depuis le moment où le président a prononcé la clôture des débats jusqu'au moment où le jury, ayant rapporté une délibération régulière, cette décision va servir de base à un arrêt de la cour d'assises ou à une ordonnance du président.

C'est le président et le jury qui vont nous retenir le plus longtemps, durant cette période décisive pour le sort de l'accusé. Au président revient, en effet, la mission de poser les questions que le jury va résoudre ; et c'est de cette décision des jurés que va dépendre soit la mise en liberté de l'accusé, soit sa condamnation, soit son absolution.

Un principe important, qu'il ne faut pas perdre de vue, règne dans toute cette matière : la séparation du point de droit et du point de fait. Le jury est juge de la matérialité et de la moralité du fait, c'est-à-dire c'est lui qui tranchera la question de savoir si l'accusé est coupable. C'est ensuite à la cour à donner une qualification légale au fait déclaré constant par le jury et à faire application de la loi pénale.

« Que si les jurés étaient appelés, non pas seulement à dé-

clarer l'existence et la moralité du fait, mais à le qualifier, il en résulterait une étrange confusion. Qu'est-ce que qualifier un fait, sinon déclarer que ce fait a les caractères de tel crime et rentre dans l'application de la loi pénale ? Il s'ensuivrait donc que les jurés, qui ne connaissent pas la loi pénale, en feraient indirectement l'application, et que les caractères constitutifs de chaque crime, au lieu de dépendre de règles fixes et certaines, seraient abandonnés aux décisions variables de chaque jury ; or ces mobiles décisions n'ont aucun inconvénient quand elles s'appliquent à des faits qui sont eux-mêmes essentiellement divers, mais elles en auraient un très grave quand elles s'appliqueraient à des règles légales qui cesseraient d'être justes si elles n'étaient pas uniformément appliquées à tous... Le jury est compétent pour apprécier la moralité du fait, car elle réside tout entière dans la culpabilité de l'agent ; il n'est pas compétent pour apprécier sa criminalité, car elle n'émane que de la loi » (1).

Cette délimitation entre les attributions de la cour et celles du jury n'est cependant pas toujours exacte, le jury devant s'occuper de la peine depuis que la loi du 28 avril 1832 lui donne le pouvoir de se prononcer sur les circonstances atténuantes, et la cour entrant dans l'appréciation du degré de culpabilité de l'accusé puisqu'elle a le droit, dans certains cas, de graduer la peine entre un maximum et un minimum, de l'abaisser de deux degrés lorsqu'il y a des circonstances atténuantes (art. 463), et même d'accorder le sursis (l. 26 mars 1891), etc.

(1) Faustin-Hélie, *Tr. de l'inst. crim.*, VIII, n. 3622, p. 15.

SECTION PREMIÈRE

ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DES ASSISES

Après le réquisitoire du ministère public, les plaidoiries de la partie civile et de la défense et les répliques, s'il y a lieu, le président demande à l'accusé s'il a quelque chose à ajouter pour sa défense, car c'est une règle fondamentale que l'accusé ou son conseil ait la parole le dernier, conformément à l'article 335, 3^e alinéa. Mais la loi n'exige pas que le président leur adresse une interpellation spéciale à ce sujet ⁽¹⁾; la violation de ce texte consisterait à leur enlever ou à leur interdire de parler le dernier.

C'est alors que le président prononce la clôture des débats.

A partir de ce moment, la physionomie de l'audience change; toute discussion est alors interdite, sauf, nous l'avons vu, le droit pour le président de rapporter son ordonnance de clôture et de rouvrir les débats s'il se présente un fait de nature à avoir une influence certaine pour ou contre l'accusé.

Les attributions du président des assises reçoivent une atténuation bien marquée : en effet, des différents pouvoirs que nous avons vu lui appartenir durant le cours des débats, un seul, mais le plus important, lui est enlevé.

Le pouvoir discrétionnaire cesse de lui appartenir. Destiné, d'après son institution même, à remédier à ce que l'instruction écrite pourrait avoir d'imprécis et d'incomplet, il n'a plus, à présent, sa raison d'être, l'examen étant terminé et ne pouvant plus reprendre.

(1) Cass., 4 déc. 1902, D., 1905. 1. 240.

Il en est autrement du pouvoir de police de l'audience et du pouvoir de direction des débats. Ils ont, après la clôture de l'audience, les mêmes raisons d'exister que précédemment.

Le pouvoir de police de l'audience continue : il est nécessaire que le président puisse encore empêcher le bruit et le désordre de se produire dans la salle, afin que la justice suive son cours ; il doit pouvoir faire arrêter le ou les auteurs de crimes ou de délits commis à l'audience ; il faut qu'il garantisse encore l'indépendance et la sécurité des juges et des jurés, afin que ceux-ci se prononcent sur la culpabilité ou la non-culpabilité sans contrainte et selon leur conscience. Nous n'en parlerons pas, car les attributions en sont les mêmes que pendant le cours des débats.

Le pouvoir de direction des débats existe toujours. C'est encore au président qu'il appartient de présider aux dernières formalités et de rappeler aux jurés leur devoir et la manière dont ils auront à délibérer.

L'article 336, modifié par la loi du 19 juin 1881, s'exprime ainsi dans son alinéa 1^{er} :

« Le président, après la clôture des débats, ne pourra, à peine de nullité, résumer les moyens de l'accusation et de la défense ».

Le législateur a supprimé le résumé, car, au lieu de rappeler les principales preuves produites pendant le cours des débats pour ou contre l'accusé et de les rapporter impartialement, il consistait, dans la pratique, dans un second réquisitoire, plus terrible que celui du ministère public, puisqu'il émanait du président des assises et non du magistrat chargé de poursuivre l'accusation, ce qui impressionnait davantage

les jurés. La jurisprudence est très sévère à cet égard ; c'est ainsi que la cour de cassation voit une violation de la loi du 19 juin 1881, qui interdit le résumé, lorsque le président, après la lecture des questions posées au jury, a rappelé que le ministère public avait abandonné l'accusation en totalité à l'égard d'un accusé et partiellement pour les autres ⁽¹⁾. Mais le fait par le président de dire aux jurés « que durant sa longue carrière de magistrat, il n'a jamais vu de cause aussi abominable », ne constitue pas un résumé des débats interdit par la loi ⁽²⁾.

L'article 336 *in fine* donne au président la mission de poser les questions qui vont être résolues par le jury. Nous avons vu que les jurés ont à se prononcer seulement sur le point de fait, sur la culpabilité ou la non culpabilité de l'accusé ; ils ne peuvent entrer dans l'examen du point de droit qui est réservé à la cour d'assises. C'est au président qu'il appartient de bien faire cette distinction dans les questions qu'il est chargé de rédiger. Mais cette règle n'est pas absolue : d'après la cour de cassation, la question doit reproduire la définition légale du crime reproché à l'accusé ; il y a des cas où l'on ne peut séparer la question de droit de la question de fait : c'est ce qui arrive pour les crimes que le code pénal n'a pas définis, pour l'attentat à la pudeur, par exemple, la qualification du crime se confond avec le fait lui-même. C'est par exception que les jurés ont à résoudre ces questions.

Il y a peu de textes sur cette opération si délicate : seuls les articles 337, 338, 339 et 340, ainsi que l'article 1 de la loi

(1) Cass., 27 mars 1903, *Bull. crim.*, n. 134, p. 216.

(2) Cass., 18 janv. 1900, *D.*, 1900. 1. 119.

du 13 mai 1836 en parlent. La difficulté vient surtout de ce que les questions doivent être un résumé de l'accusation et contenir chaque élément du crime, chacune des circonstances accessoires.

Sans entrer dans l'examen approfondi de toutes les règles applicables à la rédaction des questions, voici les principales que le président doit suivre en cette matière si compliquée.

L'expression de l'article 337 : « L'accusé est-il coupable » ? est une formule sacramentelle ⁽¹⁾ ; le législateur la pose en termes impératifs ; du reste, elle est bien préférable à toute autre, puisqu'elle exprime à la fois l'élément moral, l'élément matériel et l'élément intentionnel ⁽²⁾.

Les questions doivent indiquer clairement de quel accusé il s'agit, afin de savoir à qui attribuer le crime ; il n'est pas nécessaire que le nom de l'individu soit mentionné, il suffit qu'on ne puisse avoir aucun doute sur sa personnalité.

La date du crime n'est pas indispensable, sauf cependant si l'accusé invoque la prescription, ou est déclaré avoir agi sans discernement, ou si l'âge de la victime peut exercer une influence quelconque sur la culpabilité de l'agent. Il est cependant bon de l'indiquer.

Il en est de même pour la désignation du lieu du crime ; elle n'est obligatoire que si elle est de nature à modifier l'accusation.

Quant au nom de la victime, le président ne doit le mentionner que s'il a pour but de qualifier le crime.

(1) Faustin-Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, VIII, n. 3668, p. 76. — Contra Nougier, *La cour d'assises, Traité pratique*, IV, v. 1, n. 2841, p. 238.

(2) Cass., 27 juin 1895, *Bull. crim.*, n. 186, p. 313.

D'après l'article 1^{er} de la loi du 13 mai 1836, le jury doit voter par « scrutins distincts et successifs, sur le fait principal d'abord, et, s'il y a lieu, sur chacune des circonstances aggravantes, sur chacun des faits d'excuse légale, sur la question de discernement, et enfin sur la question des circonstances atténuantes ».

La question relative au fait principal doit comprendre chacune de ces circonstances constitutives, c'est-à-dire celles sans l'existence desquelles le fait reproché n'est puni par la loi ni comme crime, ni comme délit.

Les questions doivent porter ensuite sur les circonstances aggravantes, c'est-à-dire sur celles qui, lorsqu'elles sont résolues affirmativement par le jury, exposent l'accusé à une peine plus grave.

La loi interdit les questions complexes. On entend par questions complexes celles qui comprennent dans une seule et même question deux chefs d'accusation distincts et indépendants l'un de l'autre. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit de la réunion de question portant soit sur un fait principal et une circonstance aggravante, soit sur deux circonstances aggravantes, soit sur quelques autres circonstances entre elles, soit enfin lorsqu'il s'agit de différents accusés.

Quant aux questions alternatives, c'est-à-dire celles qui sont réunies par la disjonctive ou, elles constituent une sorte de complexité. La jurisprudence les admet cependant dans certains cas, lorsque chacun des faits présentent une criminalité égale et entraînent une peine identique (1). Cette

(1) Cass , 8 août 1897, *Bull. crim.*, n. 279, p. 429.

manière d'agir est défectueuse, car le jury répondra oui ou non à la question et l'on ne saura pas à laquelle des deux alternatives sa réponse se rapporte ⁽¹⁾.

S'il y a plusieurs accusés, le président doit poser des questions distinctes sur la culpabilité de chacun d'eux; d'abord sur le fait principal avec ses circonstances atténuantes, puis sur les circonstances aggravantes. Il se peut, en effet, que les circonstances de culpabilité existant pour l'un d'eux ne soient pas établies pour un coaccusé ⁽²⁾.

Si l'accusé a des complices, il est obligatoire que le président pose des questions relatives à cette complicité. Ces questions doivent relater les éléments constitutifs du crime principal et les faits qui constituent la complicité punissable. Lorsque le complice paraît seul aux débats, il est indispensable que les questions soumises au jury énoncent les faits constitutifs du fait principal, ainsi que les circonstances aggravantes et ensuite la question de complicité. Il n'est pas permis de poser pour le complice une question unique comprenant le fait principal et l'accusation de complicité dans une formule qui serait nécessairement complexe ⁽³⁾.

En présence d'une tentative de crime, le président doit poser une question s'y rattachant, si on se trouve dans les termes de l'article 2 du code pénal.

Avant d'entrer dans l'étude des autres questions que le président doit poser au jury et que prescrivent les articles

(1) Faustin-Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, VIII, n. 3715, p. 145. — Contra Nouguier, *La cour d'assises, Traité pratique*, IV, v. 1, n. 2952, p. 386.

(2) Cass., 19 juill. 1906, *Bull. crim.*, n. 291, p. 555.

(3) Cass., 31 août 1893, *Bull. crim.*, n. 251, p. 381.

339, 340, c'est-à-dire les questions d'excuse et de discernement, examinons sur quoi, d'après les articles 337 et 338, le président doit s'appuyer pour rédiger les questions.

Peuvent servir de base à la rédaction des questions, soit l'acte d'accusation, soit les débats.

Questions résultant de l'acte d'accusation.

L'article 337 ne parle comme base des questions que de l'acte d'accusation.

« La question résultant de l'acte d'accusation sera posée en ces termes : L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol, ou tel autre crime, avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation? ».

Le législateur suppose que l'acte d'accusation est conforme à l'arrêt de renvoi, et c'est, en effet, ce qui arrive le plus souvent dans la pratique, car il en est le résumé. Mais s'il y a des divergences entre les deux, le président doit se rapporter à ce dernier, car c'est lui qui saisit la cour d'assises.

Les questions doivent mentionner tous les faits relatés dans l'arrêt de renvoi ; si le président en laissait échapper un seul, l'accusation ne serait pas purgée sur ce fait. Il n'y a aucune nullité de ce que les questions auraient été posées à tort au jury si elles sont conformes à l'arrêt de renvoi et au résumé de l'acte d'accusation ⁽¹⁾. Mais le président ne peut soumettre au jury des faits autres que ceux sur lesquels l'accusation est fondée ; s'il substitue une accusation à une autre, il commet un excès de pouvoir ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cass., 24 déc. 1905, *Bull. crim.*, n. 549, p. 880.

⁽²⁾ Cass., 7 juil. 1899, *Bull. crim.*, n. 197, p. 342.

Le président des assises n'est pas obligé de se servir de termes identiques à ceux employés par l'arrêt de renvoi ou l'acte d'accusation ; il suffit, à peine de nullité, qu'il en reproduise la substance ⁽¹⁾. Il y a des cas où il peut être bon de les changer soit pour les expliquer, soit pour les développer, pourvu qu'ils aient la même portée légale ⁽²⁾. Dans d'autres hypothèses, il doit s'en écarter, lorsque l'arrêt de renvoi contient des lacunes ou des inexactitudes : ainsi il peut rectifier une erreur de date ⁽³⁾, ou la situation du lieu du crime ⁽⁴⁾, compléter la formule du dispositif de l'arrêt de renvoi au moyen des énonciations contenues dans l'exposé des faits qui précède ce dispositif ⁽⁵⁾.

Questions résultant des débats.

Il peut se faire que, dans certains cas, il résulte des débats tel fait ou telle circonstance, dont l'arrêt de renvoi ne faisait aucunement mention, de nature à modifier l'accusation. Il faut donc y remédier. C'est la raison pour laquelle la loi donne, dans l'article 338, au président des assises, le pouvoir de poser des questions résultant des débats :

« S'il résulte des débats une ou plusieurs circonstances aggravantes, non mentionnées dans l'acte d'accusation, le président ajoutera la question suivante : L'accusé a-t-il commis le crime avec telle ou telle circonstance? ».

(1) Cass., 15 janv. 1898, *Bull. crim.*, n. 367, p. 629.

(2) Cass., 29 déc. 1899, *Bull. crim.*, n. 388, p. 652.

(3) Cass., 25 mai 1906, *Bull. crim.*, n. 222, p. 395.

(4) Cass., 12 déc. 1901, *Bull. crim.*, n. 311, p. 577.

(5) Cass., 6 janv. 1900, *Bull. crim.*, n. 11, p. 14.

Malgré les termes de cet article, les questions résultant des débats, appelées généralement questions subsidiaires, peuvent porter non seulement sur les circonstances aggravantes, mais aussi sur des faits d'excuse (art. 339) et sur des faits modicatifs de l'accusation primitive ; mais elles ne peuvent apporter une nouvelle qualification au fait principal. En effet, lorsque les débats ont révélé un fait qui constitue un crime nouveau distinct et séparé de celui qui fait la matière de l'accusation, ce fait peut donner lieu ultérieurement à une poursuite nouvelle, mais ne peut pas faire l'objet d'une question posée d'office au jury ⁽¹⁾.

Ces questions sont rédigées par le président soit d'office, soit sur la demande d'un de ses assesseurs ou d'un juré, soit sur réquisitions du ministère public ou conclusions de la défense.

Lorsqu'il y a contestation sur la position d'une question résultant des débats, le président n'est pas compétent pour trancher la difficulté ; il y a un incident contentieux que seule la cour d'assises peut juger ⁽²⁾.

Quand, satisfaisant à une demande, il pose ainsi une de ces questions, il n'est pas obligé de la rédiger dans les termes identiques à ceux qu'on lui a proposés ⁽³⁾. Il n'est pas nécessaire non plus, lorsqu'il pose une question d'office, d'en avertir l'accusé ; il y a présomption que toute question non conforme à l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation résulte des débats ⁽⁴⁾.

(1) Cass., 5 juin 1896, *Bull. crim.*, n. 181, p. 286.

(2) Cass., 24 avril 1896, *Bull. crim.*, n. 143, p. 222.

(3) Cass., 29 déc. 1899, D., 1900, I. 420.

(4) Cass., 31 déc. 1904, *Bull. crim.*, n. 560, p. 914.

Questions d'excuse.

L'article 339 prescrit au président de poser ensuite, à peine de nullité, une question d'excuse si l'accusé le demande et si l'excuse est admise par la loi.

« Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le président devra, à peine de nullité, poser la question ainsi qu'il suit : Tel fait est-il constant? ».

Le législateur demande donc deux conditions pour la position de la question d'excuse : que l'accusé le propose et que ce soit une excuse légale.

Malgré les termes de la loi, le président peut, d'office, poser la question d'excuse, mais il n'y est pas obligé, à peine de nullité, comme dans le cas où l'accusé la demande ; il y aurait cependant nullité si le président, après avoir dit qu'il la poserait, a omis de la soumettre au jury ⁽¹⁾.

Le ministère public peut aussi demander la position de la question d'excuse légale. Dans ce cas, s'il y a contestation, ce sera à la cour seule de statuer et elle ne devra autoriser la position de la question que si l'accusé adhère aux réquisitions prises.

Si le jury se la pose lui-même, la cour ne doit pas en faire état pour son arrêt.

Le président, s'il n'y a pas réclamation, peut seul examiner si l'excuse invoquée est admise par la loi, c'est-à-dire si elle rentre dans les cas prévus par un texte de loi.

C'est à la cour de statuer s'il y a contestation à ce sujet. Elle a un pouvoir souverain pour interdire la position d'une

(1) Cass., 21 août 1902, *Bull. crim.*, n. 298, p. 531.

question subsidiaire ne portant pas sur une excuse légale et ne modifiant pas le fait qui sert de base à l'accusation ⁽¹⁾. Si l'excuse est admise par la loi, la cour ne peut s'opposer à la position de la question ⁽²⁾.

Cette question admise par le jury a pour effet d'obliger la cour, conformément à l'article 367, à faire application pour un arrêt de l'article 326 du code pénal.

Questions de discernement.

« Si l'accusé a moins de dix-huit ans, le président posera, à peine de nullité, cette question : L'accusé a-t-il agi avec discernement? » (art. 340 modifié par la loi du 12 avril 1906). Cette loi de 1906 a eu pour but de modifier la majorité pénale : de seize ans qu'elle était, elle l'a montée à dix-huit ans.

La question de discernement doit être posée, à peine de nullité, si l'accusé était âgé de moins de dix-huit ans à l'époque où il a commis le crime.

Mais s'il y a incertitude sur l'âge, à qui est-ce de trancher cette difficulté : à la cour ou au jury? Les auteurs ⁽³⁾ et la jurisprudence ⁽⁴⁾ admettent que c'est le jury qui doit se prononcer, car c'est un élément relatif à la culpabilité. Le président doit poser deux questions : la première sur l'âge; l'accusé était-il âgé de moins de 18 ans au temps du crime, la seconde est la question du discernement.

⁽¹⁾ Cass., 14 avril 1899, *Bull. crim.*, n. 80, p. 123.

⁽²⁾ Cass., 18 janv. 1902, *D.*, 1904. 1. 156.

⁽³⁾ V. Nouguiér, *La cour d'assises, Traité pratique*, IV, v. 1, n. 2827, p. 253.

⁽⁴⁾ Cass., 21 mai 1885, *Bull. crim.*, n. 151, p. 254.

Circonstances atténuantes.

Le président ne doit point poser une question sur l'existence des circonstances atténuantes. C'est aux jurés de déclarer spontanément si l'accusé peut en bénéficier; le jury est averti de son droit par le président des assises conformément à l'article 341, alinéa premier.

« En toute matière criminelle, même en cas de récidive, le président, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, avertit le jury, à peine de nullité, que s'il pense, à la majorité, qu'il existe en faveur d'un ou de plusieurs accusés reconnus coupables des circonstances atténuantes, il doit en faire la déclaration en ces termes : A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé ».

Cet avertissement est ordonné à peine de nullité, cependant l'arrêt ne pourrait être annulé si, le président ne l'ayant pas fait, le jury accordait les circonstances atténuantes, car l'accusé n'en souffre aucun préjudice. Remarquons que le code ne prescrit cette formalité qu'en matière criminelle, elle est inutile pour les délits exceptionnellement de la compétence de la cour d'assises ⁽¹⁾, car, dans ces cas, c'est à la cour qu'il appartient de statuer sur les circonstances atténuantes.

Le président fera cet avertissement dans les termes qu'il voudra, car la formule de l'article 341 n'est pas sacramentelle.

Cet avertissement au sujet des circonstances atténuantes

⁽¹⁾ Chassan, *Délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, I, n. 250, p. 185.

n'est pas le seul que le président doit faire aux jurés. Selon l'article 341 *in fine*, il doit encore dire « que tout vote doit avoir lieu au scrutin secret ». Ces renseignements sont utiles aux jurés qui sont des citoyens peu au courant de leurs pouvoirs. L'article 342 et la loi du 13 mai 1836 sont bien affichés dans leur salle des délibérations, mais ce n'est pas suffisant.

De même le président avertit les jurés que leur vote doit avoir lieu à la majorité des voix, qu'il faut au moins sept voix contre cinq; s'il y a égalité, la décision profite à l'accusé. Il peut leur donner tous les renseignements qu'il croit utiles pour la bonne administration de la justice, sans cependant porter atteinte aux droits de la défense ⁽¹⁾; ainsi il peut les prévenir que, s'ils sont embarrassés, ils peuvent le faire appeler dans leur salle des délibérations ⁽²⁾.

De tous ces avertissements, seul celui relatif au vote secret est prescrit à peine de nullité ⁽³⁾.

« Ensuite le président remet les questions écrites aux jurés, dans la personne du chef du jury; il y joint l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins » (art. 241, 2° al.).

Cette formalité n'est pas prescrite à peine de nullité, excepté cependant si malgré les conclusions de l'accusé à cet égard la cour refusait de les remettre au jury, mais ce serait par application de l'article 408 ⁽⁴⁾. La remise des questions

⁽¹⁾ Cass., 19 août 1897, *Bull. crim.*, n. 295, p. 450.

⁽²⁾ Cass., 14 déc. 1895, *Bull. crim.*, n. 331, p. 537.

⁽³⁾ Cass., 16 juill. 1885, *Bull. crim.*, n. 214, p. 352.

⁽⁴⁾ Cass., 21 nov. 1891, *D.*, 92. 1. 439.

est seule nécessaire ⁽¹⁾. Avant de les remettre, le président doit les lire à l'audience, afin que l'accusé les connaisse et puisse présenter ses observations ⁽²⁾, à moins que l'accusé n'en ait déjà connaissance, ce qui arrive, par exemple, quand elles sont conformes à l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation ⁽³⁾.

Quant aux autres pièces du procès, il n'y a pas nullité si le président ne les remet pas au jury ⁽⁴⁾, ce sont de simples renseignements qui ont été déjà lus au procès. Le débat étant oral, il ne peut leur donner les dépositions des témoins qui ont été entendus ; la violation de cette dernière disposition n'entraînerait pas non plus l'annulation de la procédure ⁽⁵⁾.

L'article 341 se termine par une mesure d'ordre prescrivant au président de faire « retirer l'accusé de l'auditoire ». Cette mesure n'emporte pas nullité ⁽⁶⁾.

L'article 343 prescrit au président des assises de faire garder l'issue de la salle des délibérations du jury. Il en donne l'ordre spécial et par écrit au chef de la gendarmerie qui doit être dénommé et qualifié.

Cette mesure est destinée à assurer la sécurité et la liberté de la déclaration des jurés. Ils sont déjà avertis qu'ils ne peuvent communiquer avec personne, mais le législateur a jugé bon d'aller plus loin.

⁽¹⁾ Cass., 3 sept. 1896, *Bull. crim.*, n. 278, p. 431.

⁽²⁾ Cass., 24 avril 1896, *Bull. crim.*, n. 146, p. 227. — *Contra* Nouguié, La cour d'assises, *Traité pratique*, IV, v. 1, n. 3002, p. 425.

⁽³⁾ Cass., 7 sept. 1899, *Bull. crim.*, n. 266, p. 463.

⁽⁴⁾ Cass., 22 déc. 1887, *Bull. crim.*, n. 441, p. 697.

⁽⁵⁾ Cass., 22 déc. 1887, précité.

⁽⁶⁾ Cass., 23 janv. 1890, D., 90. 1. 332.

Il n'y a pas nullité si le président ne donne pas cet ordre, elle n'existerait que si, par défaut de cet ordre, il y aurait eu de la part des jurés communication avec le dehors susceptible d'exercer une influence quelconque sur le vote du jury ⁽¹⁾.

L'entrée de la salle des délibérations ne « pourra être permise pendant leur délibération, pour quelque cause que ce soit, que par le président et par écrit ». Cette disposition de l'alinéa deuxième de l'article 343 permet au président d'autoriser l'entrée de la salle des délibérations du jury ; mais il est évident qu'il ne peut y laisser rentrer des personnes susceptibles de parler de l'affaire avec les jurés et de les influencer ; il ne doit y autoriser que celles dont les jurés peuvent avoir besoin, par exemple en cas d'indisposition de l'un d'eux, pour leur porter des aliments en cas de longue délibération.

On s'est demandé si le président des assises a le droit de pénétrer dans la salle des délibérations du jury. La jurisprudence l'admet, à la condition cependant qu'il s'y rende sur une demande expresse et par écrit des jurés ⁽²⁾. Cette solution est basée sur ce que ces derniers peuvent avoir des explications à demander, et à qui s'adresser, sinon au président, et que, de plus, le président, ayant le pouvoir de donner cette autorisation, peut, *à fortiori*, s'y rendre lui-même. Cette solution est erronée, car il faut aussi tenir compte des raisons qui motivent l'admission de ces personnes étrangères ; le président n'est appelé que pour parler de l'affaire.

⁽¹⁾ Cass., 26 déc. 1874, D., 75. 1. 287.

⁽²⁾ Cass., 22 mars 1906, *Bull. crim.*, n. 144, p. 258.

Aussi cette jurisprudence a-t-elle été très justement critiquée : « C'est là une grave atteinte aux principes de la publicité de la procédure, du secret des délibérations et de la défense de communiquer. Quelle garantie, en effet, y a-t-il contre les abus possibles de cette communication clandestine ? La loyauté du magistrat, la fermeté des jurés, répondra-t-on ? Soit, mais n'avons-nous pas le droit de répliquer que notre loi fondamentale veut qu'à ces garanties se joigne celles de la publicité. N'a-t-on pas vu, d'ailleurs, des magistrats oublier le rôle impartial que la loi leur a départi, et se faire les organes exclusifs de l'accusation et de la défense ? N'a-t-on pas vu des jurés dépourvus de lumière et de fermeté ? Et si les prétendus éclaircissements, donnés par le magistrat, sont erronés ou mal compris, l'accusation et la défense ne sont-elles pas dans l'impossibilité de rectifier l'erreur ? » (1).

C'est pour répondre à ces critiques que la chambre des députés, sur l'initiative de MM. Louis Ollivier et Steeg, a, dans sa séance du 23 novembre 1905, voté un projet de loi modifiant ainsi le deuxième alinéa de l'article 343 :

« Nul n'y pourra entrer (dans la salle des délibérations) pendant la délibération, pour quelque cause que ce soit, sans une autorisation écrite du président. Celui-ci ne devra y pénétrer que s'il est appelé par le chef du jury et accompagné du défenseur de l'accusé, du ministère public et du greffier ; mention de l'incident sera faite au procès verbal ».

Il est à souhaiter que le sénat vote au plus vite cette réforme, essentielle, à notre avis, au bon droit de la défense.

(1) Cubain, *Tr. de la proc. devant les cours d'assises*, n. 620, p. 393.

Selon l'article 357 le président, après la lecture du verdict du jury, fait comparaître l'accusé et le greffier lui donne lecture de la déclaration. C'est une formalité essentielle prescrite à peine de nullité ⁽¹⁾, car il est de toute évidence que l'inculpé doit connaître la décision prise par le jury à son égard.

SECTION II

ATTRIBUTIONS DU JURY

Avant d'entrer dans l'examen détaillé des pouvoirs donnés par la loi au jury, pendant cette période, il est indispensable de parler du chef du jury qui joue ici un rôle important.

Le chef du jury sera « le premier juré sorti par le sort ou celui qui sera désigné par eux du consentement de ce dernier ».

C'est donc la loi qui, dans le second alinéa de cet article 342, désigne d'abord le chef du jury, puisqu'elle attribue cette fonction au juré non récusé dont le nom est sorti le premier de l'urne au moment du tirage au sort du jury du jugement.

Mais il peut se faire que le chef du jury ainsi nommé, sans être complètement illettré, ne se trouve pas capable de bien remplir cette tâche, ou bien ses collègues veulent le remplacer par un autre en qui ils ont plus de confiance. La loi permet ce changement à la condition que ce nouveau chef du jury soit nommé, avec son consentement, par la majorité des

(1) Cass., 1^{er} juill. 1897, D., 97. 1. 503.

autres jurés. Il n'est pas nécessaire que le chef du jury désigné par le sort y consente ⁽¹⁾.

Quant au moment où doit se faire ce changement, rien de prescrit. Il peut avoir lieu dès le tirage au sort, avant même la prestation du serment ⁽²⁾, mais il serait trop tard après le dessaisissement de l'affaire par la lecture de la décision du jury ⁽³⁾.

Il n'est pas nécessaire de faire cette nomination en audience publique; faite dans la salle des délibérations, elle serait valable. Du reste, les formalités de remplacement du chef du jury ne sont pas prescrites à peine de nullité ⁽⁴⁾.

Si, pendant le cours des débats, le chef du jury n'a pas d'attributions spéciales autres que celles données par la loi à ses autres collègues, nous allons voir qu'il n'en est plus de même pendant la délibération. Chargé de diriger les jurés pendant cette partie si délicate de leurs fonctions, il est, en quelque sorte, leur président.

L'article 342, dans son paragraphe premier, prescrit aux jurés, après la position des questions et la remise des pièces, de se retirer dans leur chambre pour y délibérer sur la culpabilité de l'accusé.

« Avant de commencer la délibération, dit l'article 342 *in fine*, le chef des jurés leur fera lecture de l'instruction suivante qui sera, en outre, affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de leur chambre : la loi ne demande pas compte aux jurés des moyens par lesquels ils se sont

(1) Cass., 29 déc. 1899, D., 1900. 1. 120.

(2) Cass., 12 janv. 1860, D., 60. 5. 93.

(3) Cass., 4 août 1894, *Bull. crim.*, n. 239, p. 261.

(4) Cass., 27 sept. 1883, *Bull. crim.*, n. 238, p. 396.

convaincus ; elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit point : vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre de témoins ; elle ne leur dit pas non plus : vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices ; elle ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : avez-vous une intime conviction ? Ce qu'il est bien essentiel de ne pas perdre de vue, c'est que toute la délibération du jury porte sur l'acte d'accusation ; c'est aux faits qui le constituent et qui en dépendent, qu'ils doivent uniquement s'attacher ; et ils manquent à leur premier devoir lorsque, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire. Leur mission n'a pas pour objet la poursuite ni la punition des délits ; ils ne sont appelés que pour décider si l'accusé est, ou non, coupable du crime qu'on lui impute ».

Le chef du jury doit aussi lire à ses collègues la loi du 13 mai 1837, sur le mode de vote du jury au scrutin secret ; elle doit, de plus, être affichée dans la salle des délibérations. Du reste l'affichage de ces textes, pas plus que leur lecture, ne sont pas prescrits à peine de nullité ⁽¹⁾ :

(1) Cass., 26 juin 1896, *Bull. crim.*, n. 211, p. 332.

Les articles 344, 345, 346, 347, et la loi du 13 mai 1836 nous enseignent la manière dont les jurés vont voter.

Le chef du jury donne lecture successivement de chacune des questions à résoudre (art. 345). Il commencera par le fait principal qui est le premier que les jurés ont à examiner; puis ensuite, ils délibéreront sur chacune des circonstances, aggravantes et autres. Il est à remarquer que les jurés peuvent discuter avant de voter (art. 344).

Voici le mode dont le vote se fait selon la loi de 1836 : chaque juré reçoit un bulletin marqué au timbre de la cour d'assises et portant ces mots : sur mon honneur et ma conscience, ma déclaration est... Le juré écrit à la suite oui ou non, selon sa conviction sur la culpabilité ou la non culpabilité de l'accusé relativement au crime dont la question demande la solution. Une table, disposée de manière à ce que chaque juré puisse écrire secrètement son vote, doit se trouver dans la salle. Si un juré ne sait pas ou ne peut pas écrire, il fait remplir son bulletin par un autre de ses collègues.

Chaque juré appelé par le chef du jury lui remet ensuite son bulletin, fermé, qui est déposé dans une urne ou boîte destinée à cet usage. Le chef du jury fait le dépouillement de tous ces bulletins en présence des autres jurés et il constate aussitôt le résultat du scrutin en marge ou à la suite de la question résolue. Il suffit de mettre oui ou non, selon le sens de la question, sans exprimer le nombre de voix, mais en constatant que la décision a été prise à la majorité, à peine de nullité ⁽¹⁾, lorsqu'elle est défavorable à l'accusé.

⁽¹⁾ Cass., 12 nov. 1891, *Bull. crim.*, n. 215, p. 368.

Nous avons déjà vu que, pour former une opinion, il faut la majorité des voix, c'est-à-dire au moins sept contre cinq ; s'il y a six voix contre six, la réponse est en faveur de l'accusé. Comptent pour l'accusé, en plus des résultats qui lui sont acquis par un vote, les bulletins blancs et ceux déclarés illisibles par six jurés au moins.

Les bulletins sont ensuite brûlés, immédiatement après le dépouillement, en présence du jury.

Tous les jurés doivent voter sous peine de commettre un déni de justice ; ne le peuvent pas, cependant, les jurés suppléants qui ne sont pas appelés à remplacer un juré titulaire.

L'on opère ainsi par scrutins distincts et successifs sur le fait principal, sur les circonstances aggravantes, puis sur chacun des faits d'excuse légale, sur la question de discernement et enfin sur les circonstances atténuantes. Lorsque la question principale est résolue affirmativement, le jury n'a pas à répondre à la question subsidiaire devenue sans objet ⁽¹⁾.

C'est aux jurés à prendre l'initiative d'accorder les circonstances atténuantes, s'ils jugent que l'accusé les mérite. Leur décision devra mentionner qu'elle a été prise à la majorité, à peine de nullité ⁽²⁾, mais sans exprimer le nombre de voix (art. 357). Les jurés n'ont à délibérer sur cette question que si le résultat du scrutin est affirmatif.

Le jury ne peut voter à la fois sur plusieurs questions : toutes doivent faire l'objet d'un vote particulier. Chaque question doit porter sa réponse spéciale. Ainsi il y aurait nullité si la réponse du jury sur la question principale et les

⁽¹⁾ Cass., 21 avril 1904, *Bull. crim.*, n. 190, p. 324.

⁽²⁾ Cass., 12 juil. 1902, *Bull. crim.*, n. 248, p. 448.

circonstances atténuantes est conçue en ces termes collectivement : oui, avec circonstances atténuantes à la majorité ⁽¹⁾. Nullité aussi quand la déclaration porte, pour la première question : oui, à la majorité, et, pour les autres : oui, id., id. ⁽²⁾. Cependant, si la loi du 13 mai 1836 et l'article 345 interdisent aux jurés les réponses collectives aux questions distinctes qui doivent leur être posées tant sur le fait principal que sur chaque circonstance modificative de la criminalité, rien ne s'oppose à ce que le jury divise les termes de l'alternative contenue dans la question et énonce à la suite du mot oui auquel de ces termes il se rattache ⁽³⁾.

Les jurés ne peuvent sortir de leur salle des délibérations avant d'avoir formé leur déclaration (art. 343); mais il n'y aurait nullité que si la communication du juré avec le dehors était de nature à modifier sa conviction. Il est permis à un juré de sortir pour des motifs légitimes, s'il est accompagné d'un gendarme, par exemple, et n'a pu communiquer avec personne ⁽⁴⁾.

Lorsque les jurés ont terminé leur délibération, lorsque toutes les questions qui leur ont été soumises ont reçu une réponse, ils rentrent en séance et le chef du jury, en présence de ses collègues, donnera lecture du résultat de leur vote. Il s'exprimera ainsi, dit l'article 348 :

« Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, la déclaration du jury est..... ».

(1) Cass., 8 juin 1905, *Bull. crim.*, n. 289, p. 459.

(2) Cass., 22 août 1901, *Bull. crim.*, n. 238, p. 450.

(3) Cass., 17 oct. 1895, *Bull. crim.*, n. 248, p. 417.

(4) Cass., 14 août 1890, *Bull. crim.*, n. 176, p. 278.

Cette lecture est une formalité essentielle de la procédure. Elle doit se faire en audience publique, en présence de la cour tout entière, à peine de nullité ⁽¹⁾. L'accusé ne doit pas être présent à cette lecture; ce n'est que plus tard que le greffier lui lira la déclaration du jury (art. 357). Cependant, il n'y a pas nullité s'il y a assisté ⁽²⁾.

L'attitude du chef du jury, telle que la prescrit l'article 348, la main placée sur son cœur, n'est pas obligatoire à peine de nullité ⁽³⁾, de même que l'emploi de la formule, la déclaration du jury est... ⁽⁴⁾.

Il y a nullité si le chef du jury, le président des assises et le greffier ne signent pas la déclaration du jury ⁽⁵⁾ (art. 349). Ces signatures ont pour objet de donner à la décision du jury l'authenticité nécessaire et substantielle à sa validité.

Les irrégularités d'orthographe dans les réponses du jury, si toutefois on les comprend, ne sont pas une cause de nullité ⁽⁶⁾; il en est de même des erreurs matérielles, telles que celles portant sur la date ⁽⁷⁾, ou des énonciations non prescrites par la loi et sans influence sur la déclaration ⁽⁸⁾; elles peuvent être réparées en audience publique sur la seule observation du président.

Cette déclaration du jury va servir de base à l'arrêt de la

⁽¹⁾ Cass., 2 sept. 1875, *Bull. crim.*, n. 288, p. 549.

⁽²⁾ Cass., 20 oct. 1897, *Bull. crim.*, n. 333, p. 509.

⁽³⁾ Cass., 19 déc. 1903, *Bull. crim.*, n. 437, p. 735.

⁽⁴⁾ Cass., 6 avril 1894, *Bull. crim.*, n. 83, p. 125.

⁽⁵⁾ Cass., 30 mars 1900, D., 1900. 1. 447.

⁽⁶⁾ Cass., 14 fév. 1896, *Bull. crim.*, n. 55, p. 100.

⁽⁷⁾ Cass., 20 mars 1891, D., 92. 1. 255.

⁽⁸⁾ Cass., 14 fév. 1896, précité.

cour d'assises ou à l'ordonnance d'acquittement du président. Elle est définitive et souveraine et ne peut jamais « être soumise à aucun recours », dit l'article 350. Il y a cependant des cas où elle ne peut motiver une décision ; c'est : 1° lorsqu'elle est irrégulière, et 2° dans le cas indiqué par l'article 352. Nous les examinerons dans le chapitre suivant.

SECTION III

ATTRIBUTIONS DE LA COUR D'ASSISES

Durant cette période, la cour d'assises a peu d'attributions. Elle est encore compétente pour statuer sur les incidents contentieux ; mais les débats étant clos, il s'en présentera peu. Les principales contestations sur lesquelles elle aura à se prononcer seront celles qui s'élèveront à propos de la position des questions ; nous en avons parlé, aussi n'y reviendrons-nous pas.

Quant aux attributions que la cour exerçait en vertu d'une délégation expresse de la loi, quelques-unes lui restent encore. Telles sont celles que lui donnent les articles 10 et 11 de la loi du 9 septembre 1835 sur les mesures à prendre contre l'accusé ou les autres individus qui, par leurs clameurs, empêcheraient le cours de la justice ; celles encore de l'article 507 pour la répression des crimes commis à l'audience.

Conformément à l'article 343, la cour est compétente pour punir d'une amende de 500 francs au plus le juré qui sort sans motif légitime de la salle des délibérations, avant la complète formation de la déclaration du jury. Si c'est une

personne autre qu'un juré qui y pénètre, elle peut le punir d'un emprisonnement de vingt-quatre heures, ainsi que celui qui, chargé de garder les issues de la chambre du jury, n'a pas exécuté sa consigne.

Tout à l'heure, la cour d'assises aura à faire l'application de la loi pénale à la décision du jury; mais, auparavant, il est nécessaire d'étudier les pouvoirs qu'elle peut exercer lorsque la déclaration du jury est irrégulière et dans le cas indiqué par l'article 352.

Lorsque la déclaration du jury est irrégulière, elle ne peut servir de base sérieuse à un arrêt quelconque. Par déclaration irrégulière, nous entendons non seulement celle qui contient des erreurs matérielles, mais encore toute décision équivoque, incomplète ou contradictoire ⁽¹⁾.

La déclaration est équivoque lorsque la réponse à la question est ambiguë et peut donner lieu à une interprétation de la cour; si les jurés ont omis de répondre à une question soit de culpabilité, soit d'excuse ou de discernement, leur décision est incomplète ⁽²⁾; elle est contradictoire, quand les déclarations se heurtent les unes avec les autres ⁽³⁾.

Lorsque la cour, à la lecture de la décision du jury, s'apercevra d'une de ces irrégularités, elle ordonnera aux jurés de retourner dans leur salle pour y réformer leur déclaration.

Aucun texte, dans notre code, ne parle de ce pouvoir de la cour d'assises. Il tire cependant son origine de l'article 414 de la loi du 3 brumaire an IV ainsi conçu :

⁽¹⁾ Cass., 21 fév. 1895, *Bull. crim.*, n. 64, p. 112.

⁽²⁾ Cass., 16 juill. 1891, *Bull. crim.*, n. 150, p. 235.

⁽³⁾ Cass., 28 avril 1899, *Bull. crim.*, n. 101, p. 149.

« En cas de contravention de la part des jurés à l'une des règles qui leur sont prescrites par les articles 383 et s., leur déclaration est nulle et le tribunal criminel est tenu, à peine de nullité du jugement qui pourrait intervenir sur le fond, de la rejeter du procès en leur ordonnant de se retirer sur le champ dans leur chambre pour en former une nouvelle ».

C'est en s'appuyant sur cet article et sur cette considération que l'irrégularité de la déclaration du jury crée un incident d'audience que les auteurs et la jurisprudence autorisent cette mesure ⁽¹⁾.

La cour d'assises ordonne ce renvoi par un arrêt motivé, indiquant quelle irrégularité a été commise. Elle peut agir soit d'office, soit sur réquisitions du ministère public ou conclusions de la défense, mais elle n'est pas obligée d'accéder à la demande qui lui est faite si elle juge que c'est inutile. Les jurés ne peuvent pas d'eux-mêmes retourner dans leur salle des délibérations, sauf s'il s'agit d'une rectification à faire avant la lecture de la déclaration.

Le renvoi peut être ordonné tant que n'a pas été rendu l'arrêt de la cour, le jury étant alors dessaisi de l'affaire. Peu importe que la déclaration ait été lue à l'accusé, elle ne lui est pas acquise pour cela.

Les jurés ont tout pouvoir pour rouvrir leur délibération et modifier leur première décision s'ils le jugent à propos ⁽²⁾.

Il peut y avoir plusieurs renvois, jusqu'à ce que la déclaration soit régulière. Si l'irrégularité motivant le renvoi n'est pas corrigée, le président seul peut les faire rentrer dans

⁽¹⁾ Cass., 16 août 1900, *Bull. crim.*, n. 270, p. 449.

⁽²⁾ Cass., 27 juill. 1897, *Bull. crim.*, n. 267, p. 412.

leur chambre pour qu'ils rectifient l'erreur, car la cour a déjà ordonné ce renvoi et le président ne fait qu'inviter les jurés à se conformer à l'arrêt que la cour vient de rendre à ce sujet.

Il y a encore un cas dans lequel la décision du jury ne peut pas servir de base à l'arrêt définitif, c'est lorsque la cour est convaincue que les jurés se sont trompés. L'article 352 s'exprime ainsi :

« Dans le cas où l'accusé est reconnu coupable et si la cour est convaincue que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, elle déclare qu'il est sursis au jugement et renvoie l'affaire à la session suivante pour y être soumise à un nouveau jury dont ne peut faire partie aucun des jurés qui ont pris part à la déclaration annulée. Nul n'a le droit de provoquer cette mesure. La cour ne peut l'ordonner que d'office, immédiatement après que la déclaration du jury a été prononcée publiquement. Après la déclaration du second jury, la cour ne peut ordonner un nouveau renvoi, même quand cette déclaration serait conforme à la première ».

Cette mesure a pour but d'éviter les condamnations injustes que le jury, malgré le doute où l'on se trouve de la culpabilité de l'accusé, croirait cependant devoir lui infliger.

Pour que la cour puisse ordonner ce renvoi de l'affaire après la clôture des débats, il faut une erreur flagrante, manifeste de la part du jury. C'est un cas tout à fait exceptionnel et il faut s'en tenir strictement aux termes de la loi. La cour ne peut autoriser ce renvoi que d'office et quand l'accusé a été déclaré coupable.

En agissant ainsi, elle ne porte pas atteinte à la déclaration du jury, elle ne l'apprécie pas, elle ne fait que renvoyer l'accusé devant un autre jury.

Quoique la cour doive se prononcer immédiatement après la lecture du verdict, il ne lui est pas interdit de délibérer ⁽¹⁾. Contrairement à ce que dit un auteur :

« Il faut que l'erreur soit évidente et pour ainsi dire palpable ; que chacun des juges en ait l'intime conviction et que, par un mouvement simultané, chacun d'eux la manifeste à l'instant même... La loi interdit en pareil cas toute espèce de provocation et de réclamation, toute discussion, toute délibération. La loi serait violée si cette mesure qui doit être l'effet subit de l'élan d'un sentiment profond était le résultat d'une discussion quelconque ou même le fruit de la réflexion ⁽²⁾ ».

On peut lui répondre avec M. Dupin ⁽³⁾ :

« Bien loin de partager cet avis, je crois que tous les actes de la magistrature doivent être le fruit de la réflexion ».

Un seul renvoi peut ainsi être ordonné ; après une seconde déclaration de culpabilité du jury, la cour devra prononcer son arrêt.

(1) Cass. de Roumanie, 2 fév. 1900, S., 01. 4. 32.

(2) Legraverend, *Tr. de la législ. crim. en France*, II. p. 247.

(3) Dupin, *Réquisitoires*, I, p. 302. Rapporté en note de l'arrêt de la cour de cassation de Roumanie du 2 février 1900 précité.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DU VERDICT

Dans ce chapitre rentre la principale obligation que le législateur a confié à la cour d'assises : l'application de la loi pénale ; il est uniquement réservé aux conséquences du verdict. Nous prenons la procédure au moment où, la décision du jury étant connue de tous, le président ou la cour vont avoir à rendre soit une ordonnance d'acquittement, soit un arrêt de condamnation ou d'absolution jusqu'au moment où, la décision définitive étant rendue, la cour d'assises se trouve dessaisie de l'affaire après avoir épuisé ses pouvoirs de juridiction de répression.

La déclaration du jury peut donner lieu à trois hypothèses différentes :

Ou elle est négative, l'accusé est proclamé non coupable, c'est alors un acquittement prononcé par ordonnance par le président seul.

Ou elle le déclare coupable, mais d'un crime ou d'un délit non prévu, ni puni par la loi pénale, c'est le cas de l'absolution qui rentre dans les attributions de la cour.

Ou elle le reconnaît coupable de faits réprimés par la loi pénale, la cour prononce l'application de la peine.

SECTION PREMIÈRE

ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DES ASSISES

D'après l'article 358 paragraphe 1^{er}, si la réponse du jury à la question principale et aux questions subsidiaires, s'il y en a, qui lui ont été posées est négative, l'accusé est déclaré non coupable et « le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour une autre cause ».

C'est par ordonnance que le président seul prononce l'acquittement de l'accusé, la cour n'a pas à intervenir.

L'acquittement a pour effet de relaxer l'accusé des fins de la poursuite, dont, par suite de la décision du jury, il se trouve déchargé, et d'entraîner sa mise en liberté immédiate.

Dans le cas où il est retenu pour une autre cause, c'est au ministère public à faire des réserves sur son élargissement et ni le président, ni la cour ne peuvent y former opposition. L'art. 361 nous en donne un exemple :

« Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé aura été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, le président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait; en conséquence, il le renverra en état de mandat de comparution ou d'amener, suivant les distinctions établies par l'article 91, et même en état de mandat d'arrêt, s'il y échet, devant le juge d'instruction de l'arrondissement où siège la cour, pour être procédé à une nouvelle instruction. Cette disposition ne sera toutefois exé-

cutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le ministère public aura fait des réserves à fin de poursuite ».

D'après l'article 409 : « Dans le cas d'acquittallement de l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcée et de ce qui l'aura précédée ne pourra être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée ». Mais si cette ordonnance est illégale, c'est-à-dire si elle est intervenue après un verdict de culpabilité, la cour n'ayant pas rendu un arrêt comme elle l'aurait dû, le pourvoi du ministère public la fera annuler, l'accusé ne peut s'en prévaloir et il sera renvoyé devant une autre cour d'assises, pour l'application de la loi pénale seulement.

Nous verrons tout à l'heure que, malgré son acquittallement, l'accusé peut être condamné à des dommages intérêts par la cour.

Lorsque le jury déclare l'accusé coupable, le président avant de faire avec ses assesseurs l'application de la loi pénale, invite le procureur général à faire ses réquisitions pour l'application de la loi et la partie civile à faire les siennes pour les restitutions et dommages-intérêts (art. 362). Il « demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense » (art. 364). Cette dernière formalité constitue une formalité essentielle prescrite à peine de nullité ⁽¹⁾, excepté, néanmoins, si, malgré le défaut d'avertissement, la cour a infligé le minimum de la peine, car dans ce cas le droit de la défense n'a subi aucun préjudice ⁽²⁾.

(1) Cass., 9 avril 1891, D., 92. 1. 170.

(2) Cass., 2 avril 1896, D., 96. 1. 431.

Après la délibération de la cour d'assises sur l'application de la loi pénale, l'article 369 prescrit au président des assises de lire l'arrêt à haute voix et en présence du public, et il ajoute : « Avant de le prononcer, le président est tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il est fondé ».

La publicité étant une formalité essentielle, il en résulte que le président des assises doit rendre l'arrêt en présence de la cour d'assises tout entière, le public étant admis à l'entendre, à peine de nullité (Loi du 20 avril 1810, art. 7). La présence de l'accusé est aussi indispensable, sauf dans le cas des articles 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835.

Malgré les termes de notre article, la lecture du texte de loi appliquée dans l'arrêt n'est pas prescrite à peine de nullité ⁽¹⁾.

Enfin, si l'accusé est membre de la Légion d'honneur, le président dira : « Vous avez manqué à l'honneur; je déclare, au nom de la Légion, que vous avez cessé d'en être membre » (art. 43, décret 16 mars 1852). S'il est décoré de la médaille militaire, il ajoutera : « Vous avez manqué à l'honneur; je déclare que vous avez cessé d'être décoré de la médaille militaire » (art. 8, décret 24 novembre 1852). Mais il n'en sera ainsi que pour la condamnation de l'accusé à une peine afflictive et infamante.

« Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation, ou à réformer sa conduite. Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation, et du terme

⁽¹⁾ Cass., 28 août 1902, *Bull. crim.*, n. 299, p. 532.

dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit » (art. 371).

Cette exhortation à la fermeté et à la résignation ne peut être faite que lorsque l'accusé est condamné ; il en est de même de l'avertissement relatif au pourvoi. L'inexécution de cet article n'entraîne pas la nullité.

Remarquons pour terminer qu'en vertu de l'article 370 le président doit signer l'arrêt, ainsi que ses assesseurs ; et que conformément à l'article 370 le procès-verbal des débats doit aussi porter la signature du président.

SECTION II

ATTRIBUTIONS DE LA COUR D'ASSISES

Avant d'entrer dans l'étude des attributions de la cour d'assises au sujet de l'arrêt qu'elle va rendre, après un verdict affirmatif du jury, il importe d'examiner certaines règles de compétence.

Pour les questions préjudicielles à l'action, telle que la question de filiation en cas de crime ou de délit de suppression d'état, la cour ne peut en être saisie avant que les tribunaux civils aient statué définitivement sur la question d'état (art. 327 C. civ.).

Mais il n'en est pas de même pour les questions préjudicielles au jugement, c'est-à-dire celles qui mettent obstacle au jugement seulement, sans empêcher le procès pénal de commencer. La cour ne pourra pas trancher la question elle-même, mais elle statuera sur la recevabilité de la question

préjudicielle soulevée devant elle. Par exemple, si un accusé du crime de bigamie conteste la validité de son premier ou de son second mariage, la cour, d'après la solution généralement admise, ne pourra pas se prononcer sur cette validité : elle renverra, pour l'appréciation de cette question, l'accusé devant le tribunal civil ; la cour reste saisie, mais, pour l'examen des faits, elle surseoira jusqu'à ce que les juges civils aient statué définitivement.

La cour d'assises est compétente pour statuer sur la recevabilité de l'action publique. Si, par exemple, l'accusé invoque la prescription, l'autorité de la chose jugée ou l'amnistie ; s'il est membre de la chambre ou du sénat et que, hors le cas de flagrant délit, la chambre à laquelle il appartient n'a pas autorisé la poursuite, l'action publique, ces faits étant prouvés, n'est pas recevable : c'est à la cour à apprécier.

La cour d'assises est compétente, nous le verrons plus loin, pour statuer comme un véritable tribunal civil sur les demandes en dommages-intérêts soulevées devant elle accessoirement au fait principal.

L'accusé est déclaré coupable ; la mission de la cour commence.

Le législateur ne prescrit aux magistrats aucune règle spéciale pour délibérer. Seul, l'article 369 semble exiger certaines formalités :

« Les juges délibéreront et opineront à voix basse ; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil ».

Mais il n'y aurait aucune nullité si la cour agit autrement ; il n'est pas nécessaire qu'elle se retire dans la salle du con-

seil ; elle peut discuter sans quitter l'audience, pourvu qu'elle le fasse à voix basse. Le secret des délibérations est en effet obligatoire : il ne serait pas cependant violé par la présence du ministère public dans la chambre du conseil pendant la délibération ⁽¹⁾.

S'il y a deux juges au moins qui ont la même opinion, il y a une majorité dans tel sens ; mais si tous les trois opinent différemment, qu'arrivera-t-il ? « Comme la loi n'autorise pas l'appel d'un magistrat départiteur, l'opinion la plus favorable à l'accusé prévaudra : l'humanité le veut ainsi et, d'ailleurs, la nécessité de mettre un terme à la procédure engagée commande cette solution » ⁽²⁾.

L'arrêt de la cour d'assises, comme tout arrêt ou jugement d'une juridiction quelconque, comprend deux parties : les motifs et le dispositif.

Pour son arrêt, la cour ne doit s'appuyer que sur les faits déclarés constants par le jury ⁽³⁾. Peu importe si la peine édictée dans ce cas ne se rapporte plus aux textes de loi visés dans l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation. Les juges doivent prendre comme base de leur arrêt cette décision des jurés, même si le fait, d'après les débats, ne se trouvait plus être de la compétence de la cour d'assises (art. 305). Ils ne peuvent, en aucune façon, s'en écarter. Par conséquent, l'arrêt portera, dans ses motifs, l'énoncé de la déclaration du jury, et, dans le dispositif, il relatera la loi pénale dont l'application doit être faite.

⁽¹⁾ V. Nouguiér, *La cour d'assises*, *Tr. prat.*, IV, v. 2, n. 3731, p. 932.

⁽²⁾ Nouguiér, *op. cit.*, IV, v. 2, n. 3735, p. 934.

⁽³⁾ Cass., 14 avril 1892, D., 92. 1. 577.

Deux hypothèses peuvent se présenter selon le résultat de la décision du jury :

1° L'accusé est déclaré coupable, mais le fait mis à sa charge n'est pas défendu par la loi pénale. La cour prononcera alors son absolution.

2° L'accusé est déclaré coupable d'un crime ou d'un délit prévu et puni par la loi pénale. La cour rendra un arrêt de condamnation.

Absolution.

D'après l'article 364 :

« La cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale ».

Il importe beaucoup de ne pas confondre l'absolution avec l'acquittement. C'est à la cour seule de prononcer l'absolution, l'acquittement rentre dans les attributions du président. Pour être absous, l'accusé doit avoir été déclaré coupable par le jury; tandis qu'il n'est acquitté que si la décision du jury le proclame innocent. De plus, l'absolution n'entraîne pas la mise en liberté immédiate comme l'acquittement, l'arrêt pouvant être annulé.

Malgré les termes de notre article, ce n'est pas seulement lorsque le fait n'est pas défendu par la loi pénale que l'accusé doit être absous. La prescription qui exonère l'accusé de la peine dont il a été déclaré coupable est une cause d'absolution.

L'article 66 du Code pénal prescrit que le mineur de dix-huit ans, déclaré avoir agi sans discernement, doit être acquitté. Mais il nous semble préférable de voir ici un cas

d'absolution, car l'accusé a été convaincu d'un fait punissable dont sa minorité seule empêche l'application de la sanction qui y est attachée. De plus, la cour doit délibérer à son sujet pour décider s'il sera remis à ses parents ou conduit dans une colonie pénitentiaire; par conséquent, puisque le verdict du jury donne lieu à une délibération de la cour, c'est à elle à se prononcer et non au président.

Les tribunaux qui acquittent comme ayant agi sans discernement un mineur de dix-huit ans peuvent ordonner que l'enfant sera remis à ses parents ou qu'il sera conduit dans une colonie pénitentiaire jusqu'à l'accomplissement de sa vingt et unième année, ou enfin en confier la garde à un parent, à une personne ou à une institution charitable par eux désignée ou à l'assistance publique (art. 66 C. pén. modifié par la loi du 12 avril 1906 et la loi du 19 avril 1898); mais, dit la jurisprudence, s'ils peuvent choisir entre ces trois mesures, ils n'ont pas le droit d'ordonner que, dans tel ou tel cas déterminé, l'une remplacera l'autre ⁽¹⁾.

Nous verrons que, malgré l'absolution, l'accusé peut être condamné à des dommages-intérêts et aux frais de l'instance.

Condamnation.

« Si le fait est défendu, la cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la cour d'assises. En cas de conviction de crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée » (art. 365).

(1) Cass., 11 avril 1902, D., 1902, 1. 358.

La cour d'assises doit faire l'application de la loi pénale d'après les faits déclarés constants par le jury. Elle n'est pas liée par les textes de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation. Il n'y a que dans le cas où le jury aurait, de sa propre initiative, ajouté des questions à celles posées par le président, que la cour ne devrait pas en tenir compte, car cette manière de procéder est illégale. Dans tous les autres cas, la cour d'assises est liée par la décision du jury ; elle doit appliquer la loi pénale donnée comme sanction aux faits déclarés constants.

D'après le texte de notre article, la cour est compétente même si, par suite de l'application de la peine, le crime tombe au rang d'un simple délit dont les tribunaux correctionnels pourraient connaître.

L'article 365 prescrit aussi que dans le cas où l'accusé est convaincu de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule appliquée, l'article 379 en donne une application.

Pour connaître la peine la plus forte, il faut s'en rapporter à la nature de la peine ou à son degré et non à sa durée ; on se base aussi sur le maximum de la peine qui peut être infligée lorsque les deux faits sont punis de la même peine.

Il y a d'autres circonstances qui peuvent modifier ces règles de l'application de la loi pénale par la cour d'assises. Nous allons les passer en revue.

Pour certains crimes, la loi donne à la cour d'assises la faculté de graduer la peine entre un maximum et un minimum, mais elle ne peut le faire que lorsque le législateur ne prescrit pas d'infliger le maximum.

En cas de récidive, c'est à la cour de la constater et d'in-

fliger à l'accusé une augmentation de peine conformément aux articles 56 et 57 du code pénal.

Il y a des excuses qui, si elles sont admises en faveur de l'accusé, doivent le faire déclarer absous par la cour : telles sont celles des articles 100, 108, 114 *in fine*, 116, 135 1^{er} alinéa, 138, 190, 213, 247 et 248 *in fine*.

Lorsque le jury a accordé les circonstances atténuantes à l'accusé, la cour doit lui faire subir une atténuation de peine conformément à l'article 463 du code pénal, c'est-à-dire qu'elle a le devoir de baisser la peine d'un degré et la faculté de l'abaisser de deux degrés.

Mais ce n'est pas toujours au jury à accorder les circonstances atténuantes, l'article 341 ne lui donne ce droit qu'en matière criminelle ; par conséquent, si la décision du jury correctionnalise le crime, la peine à appliquer n'étant plus ni afflictive ni infamante, c'est à la cour de délibérer sur les circonstances atténuantes. Si, malgré cela, le jury les accorde, la cour ne doit pas en tenir compte. Faisant une application de ce principe lorsque les circonstances atténuantes se trouvent en concours avec une excuse légale, la cour de cassation envisage le moment où la cour d'assises doit abaisser la peine par l'effet des circonstances atténuantes ; si, à ce moment-là, la peine à appliquer est déjà correctionnelle, c'est à la cour d'accorder les circonstances atténuantes ; l'excuse de provocation en est un exemple ⁽¹⁾, l'effet de cette excuse étant appliqué avant les circonstances atténuantes. Dans le cas contraire, si, au moment où la peine, prête à être abaissée

(¹) Cass., 29 juin 1882, S., 84. 1. 354.

par l'effet des circonstances atténuantes, n'est pas tombée au rang d'une peine correctionnelle, c'est au jury à délibérer sur les circonstances atténuantes; pour l'excuse de minorité ⁽¹⁾, par exemple, la cour doit considérer le crime comme ayant été commis par un accusé majeur, lui faire d'abord application des circonstances atténuantes, puis abaisser encore sa peine par l'effet de l'excuse tirée de son âge.

En matière de presse, les circonstances atténuantes sont accordées par le jury (art. 64 L. 29 juillet 1881).

Lorsqu'il s'agit d'un accusé mineur, déclaré avoir agi sans discernement, la cour doit appliquer l'article 67 du code pénal. Si l'accusé est âgé de 70 ans accomplis au moment du jugement, elle statuera conformément aux articles 70 et 71 du code pénal; comme il s'agit, dans ce dernier cas, d'une question, non de culpabilité, mais d'application de la peine, c'est à la cour de se prononcer sur l'âge de l'accusé.

La cour prononcera aussi la relégation, s'il y a lieu (art. 2 L. 27 mai 1885); elle délibérera spécialement sur l'interdiction de séjour (art. 47 C. P.).

En cas de peine capitale, si la cour doit indiquer la ville où se fera l'exécution (art. 26 C. P.), elle ne peut désigner, sans empiéter sur les attributions de l'autorité municipale, l'emplacement où elle aura lieu ⁽²⁾.

En vertu de la loi du 26 mars 1891, la cour d'assises peut faire application de la loi de sursis pour l'emprisonnement et l'amende, lorsque l'accusé se trouve dans les conditions prescrites.

⁽¹⁾ Cass., 10 août 1866, S., 67. 1. 185.

⁽²⁾ Cass., 29 mars 1895, D., 99. 5. 513.

Dommages-intérêts.

La cour d'assises est encore compétente, nous l'avons vu, sur les dommages-intérêts respectivement demandés par les parties, s'il y a partie civile en cause.

« La cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non recevoir ou leurs défenses, et que le procureur général aura été entendu. La cour pourra néanmoins, si elle le juge convenable, commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le ministère public sera entendu de nouveau. L'accusé acquitté pourra aussi obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs pour fait de calomnie, sans néanmoins que les membres des autorités constituées puissent être ainsi poursuivis à raison des avis qu'ils sont tenus de donner, concernant les délits dont ils ont cru acquérir la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et sauf contre eux la demande en prise à partie, s'il y a lieu. Le procureur général sera tenu, sur la réquisition de l'accusé, de lui faire connaître ces dénonciations » (art. 358).

« Les demandes en dommages-intérêts, formées soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la cour d'assises. La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement; plus tard, elle sera non recevable. Il en est de même de l'accusé

s'il a connu son dénonciateur. Dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande devant la cour d'assises; s'il ne l'a connu qu'après la clôture de la session, sa demande sera portée au tribunal civil. A l'égard des tiers qui n'auraient pas été partie au procès, ils s'adresseront au tribunal civil » (art. 359).

« Dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquiescement ou de condamnation, la cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé; elle les liquidera par le même arrêt ou commettra l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire de tout son rapport, ainsi qu'il est dit article 358 » (art. 366, 1^{er} alinéa).

Ces dommages-intérêts ne constituent pas une peine, mais la réparation d'un préjudice causé (art. 1382 C. c.). Par conséquent la partie qui y prétend doit les demander expressément par conclusions. La cour apprécie souverainement non seulement l'attribution des dommages-intérêts, mais aussi leur quotité. Elle ne peut les accorder qu'à la partie lésée, et non à une œuvre quelconque (art. 51 C. P.). Si elle manque d'éléments, la cour n'est pas obligée de statuer de suite sur cette demande, elle peut, par ce règlement, renvoyer l'affaire à une prochaine audience et même à une autre session.

Les dommages-intérêts peuvent être demandés soit par l'accusé, soit par la partie civile.

L'accusé acquitté peut obtenir des dommages-intérêts de la partie civile ou de ses dénonciateurs; l'article 358 le dit. La cour ne sera compétente que si l'inculpé a connu ses

dénonciateurs avant la clôture de la session ; si c'est avant le jugement, il doit alors porter sa demande avant l'arrêt ; si c'est après, il l'assignera alors devant la cour d'assises.

La cour n'est jamais obligée d'accorder des dommages-intérêts à l'accusé acquitté, car malgré l'acquittement la partie civile ou le dénonciateur peuvent avoir été de bonne foi. C'est pour cette raison qu'il est rare de voir, dans la pratique, des dommages-intérêts attribués à un individu acquitté.

La partie civile a droit aussi à des dommages-intérêts de la part de l'accusé condamné, absous ou même acquitté (art. 366), à la condition de se constituer avant le jugement. Mais en les accordant, la cour ne doit se baser que sur les faits déclarés constants par le juge, elle ne peut s'appuyer sur des faits étrangers, se mettre en contradiction avec la décision du jury ⁽¹⁾. Elle doit constater le délit ou le quasi-délit qui a causé le dommage qu'il s'agit de réparer dans la mesure du possible. L'action peut être poursuivie non seulement contre l'accusé lui-même, mais aussi contre les personnes civilement responsables (art. 1384 C. c.).

Restitutions.

La cour d'assises est encore compétente pour statuer sur les restitutions des objets saisis :

« La cour ordonnera aussi que les effets pris seront restitués au propriétaire. Néanmoins, s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant par le propriétaire que le condamné a laissé passer les délais sans se

(1) Cass., 6 sept. 1906, *Bull. crim.*, n. 354, p. 659.

pourvoir en cassation, ou, s'il est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée » (art. 366).

La cour peut ordonner cette restitution soit d'office, soit sur réquisitions des parties, que l'accusé ait été condamné, absous ou acquitté. Si une contestation s'élève sur une question de propriété au sujet de ces objets, la cour peut encore en connaître. Par objets saisis, il faut entendre ceux qui proviennent du crime, les pièces à conviction, par exemple, car ce sont ceux dont le plaignant a été dépouillé.

Ces restitutions ne sont faites qu'après que le délai de pourvoi est passé ou que l'affaire est terminée, car, consistant le plus souvent en pièces à conviction, elles sont nécessaires jusqu'à la fin du procès.

Frais.

« L'accusé ou la partie civile qui succombera, sera condamné aux frais envers l'Etat et envers l'autre partie. Dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé, ne sera jamais tenue des frais » (art. 368).

Conformément à cet article, la cour d'assises condamnera l'accusé déclaré coupable et condamné aux frais envers l'Etat. S'il est acquitté, il ne peut être condamné à les payer, si ce n'est envers la partie civile et à titre de dommages-intérêts ⁽¹⁾. Quant à l'accusé absous, les frais doivent être mis à sa charge, car ils ne constituent pas une peine et, de plus, une poursuite ayant eu lieu, il est bien juste que celui qui l'a provoquée et qui, dans une certaine mesure, est reconnu coupable, soit

(¹) Cass., 4 mai 1900, D., 1900. 1. 408.

tenu responsable des frais faits pour lui ⁽¹⁾. La question est cependant controversée.

La partie civile qui succombe doit aussi être condamnée aux frais, c'est-à-dire lorsque l'accusé est acquitté, même si elle obtient des dommages-intérêts, quoique, dans ce dernier cas, on puisse dire qu'elle ait triomphé dans le procès qu'elle a intenté.

Le ministère public ne peut jamais être condamné aux frais.

D'après l'article 52 du code pénal, la cour d'assises doit prononcer la contrainte par corps pour les condamnations à l'amende, aux dommages-intérêts, aux restitutions et aux frais. Elle en règlera la durée conformément à l'article 9 de la loi du 22 juillet 1867. Il est à remarquer que le mineur de seize ans en est exempté (art. 13, L. 22 juillet 1867); pour le sexagénaire, elle est réduite de moitié (art. 14, L. 1867); elle n'existe pas contre le débiteur au profit de certains parents (art. 15, L. 1867); elle ne peut être exercée simultanément, contre le mari et contre la femme (art. 16, L. 1867). Remarquons cependant que la contrainte par corps ne peut pas être prononcée contre l'accusé acquitté pour ses condamnations pécuniaires au profit de la partie civile ⁽²⁾.

Donnons, en terminant, le texte de l'article 55 du code pénal : « Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit, seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais ».

(1) Nouguiér, La cour d'assises, *Traité pratique*, IV, v. 2, n. 3858, p. 1014.

(2) Cass., 4 mai 1900, *Bull. crim.*, n. 168, p. 264.

Après avoir rendu son arrêt, la cour a épuisé ses pouvoirs et elle n'est pas tenue de statuer sur des conclusions prises après l'avertissement donné à l'accusé qu'il a trois jours francs pour se pourvoir en cassation ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cass., 17 nov. 1900, *Bull. crim.*, n. 342, p. 553.

CONCLUSION

Comme nous venons de le voir, les attributions du jury sont nettement distinctes des attributions de la cour ; le jury est compétent pour décider seulement de la culpabilité de l'accusé, la cour ne fait que l'application de la loi pénale.

Cette séparation des pouvoirs a de graves inconvénients dans la pratique. En effet, malgré les termes de la loi, dans l'article 342, les jurés se préoccupent des suites de leur décision, surtout depuis que la loi du 28 avril 1832 leur donne la mission de se prononcer sur les circonstances atténuantes et qu'il est admis que le défenseur de l'accusé peut, dans sa plaidoirie, les avertir des conséquences de leur verdict.

Il en résulte des acquittements scandaleux dont les jurés préfèrent faire bénéficier l'accusé plutôt que de le condamner à une peine un peu forte, non proportionnée à l'acte commis, même avec l'admission des circonstances atténuantes.

Il y a évidemment des modifications à accomplir et les criminalistes, émus de ces résultats peu conformes à la justice et à l'équité, demandent instamment la réforme sur ce point de notre code d'instruction criminelle.

C'est pour répondre à ce désir que M. Briand, garde des sceaux, ministre de la justice, a déposé le 20 mars 1908, sur le bureau de la chambre, le projet de loi suivant ayant pour objet de conférer au jury criminel le pouvoir de délibérer sur l'application de la peine.

» ARTICLE PREMIER. — L'article 362 paragraphe 1, et les articles 364, 365, 367, 369 et 370 du code d'instruction criminelle sont modifiés ainsi qu'il suit :

» ART. 362. — Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le procureur général fera sa réquisition pour l'application de la loi.

» ART. 364. — La cour, délibérant avec le concours du jury, comme il est dit à l'article 365, prononce l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

» ART. 365. — Si ce fait est défendu, il sera délibéré sur l'application de la peine, même dans le cas où, d'après les débats, le dit fait se trouverait n'être plus de la compétence de la cour d'assises.

» En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

» Le jury sera adjoint à la cour tant pour délibérer sur l'application de la peine établie par la loi que pour ordonner, le cas échéant, qu'il soit sursis à son exécution.

» La décision se formera à la majorité absolue ; si aucune peine ne réunit cette majorité, l'avis le plus favorable à l'accusé sur l'application de la peine sera adopté.

» ART. 367. — Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la cour, délibérant avec le concours du jury, comme il est dit à l'article 365, prononce conformément au code pénal.

» ART. 369. — Quand les juges auront à statuer seuls, ils délibéreront et opineront à voix basse ; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil.

» Lorsqu'ils statueront avec le concours des jurés, la délibération aura toujours lieu en chambre du conseil. Le président recueillera les voix en commençant par les jurés qu'il appellera à opiner dans l'ordre qui leur aura été assigné par le sort en exécution de l'article 399 ; les assesseurs opineront ensuite dans l'ordre inverse de l'ancienneté et le président exprimera son avis le dernier.

» Dans tous les cas l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président en présence du public et de l'accusé.

» Avant de commencer, le président est tenu de lire le texte de loi sur laquelle il est fondé.

» Le greffier écrira l'arrêt, il y insérera le texte de la loi appliquée, sous peine de 100 francs d'amende.

» ART. 370. — Quand la cour aura délibéré seule, la minute de l'arrêt sera signée par les juges qui l'auront rendu, à peine de 100 francs d'amende contre le greffier, et, s'il y a lieu, de prise à partie tant contre le greffier que contre les juges.

» Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

» Quand la cour aura délibéré avec le concours des jurés, la minute sera signée, séance tenante, tant par les juges que par le chef du jury.

» ART. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 342 C. inst. crim. est supprimé ».

Ce projet de loi ne nous satisfait nullement, car il aura pour but d'annihiler complètement le rôle de la cour au profit du jury, résultat qui ne peut être que défectueux, surtout au moment où l'on songe à étendre les conditions requises pour être juré.

Que pourront faire, en effet, les trois voix des juges, pourtant mieux placés que le jury pour apprécier la criminalité, contre les douze voix des jurés? Ce ne sera pas le concours des magistrats et du jury, comme le veut le projet, qui fera l'application de la loi pénale, mais les jurés seuls, peut-être après une entente préalable faite au moment de leur délibération.

Dans quel sens alors accomplir ces réformes? C'est une question trop délicate à résoudre pour que nous songions à émettre une opinion. Qu'il nous soit permis, cependant, de dire que nous préfererions à ce projet de loi la proposition dont MM. Chaumet et Leydet ont saisi le sénat le 5 juillet 1901.

Ce projet donne au jury le pouvoir d'accorder ce qu'on appelle les circonstances très atténuantes. Leur effet serait d'obliger la cour à abaisser la peine au-dessous des deux degrés déterminés par l'article 463 C. pén. et de permettre de descendre jusqu'à un minimum très adouci. Il est vrai

que la peine risquerait, dans certains cas, de n'être plus en proportion avec le crime commis, mais il nous semble préférable, quoi qu'on en dise, de voir un criminel insuffisamment puni que de le savoir acquitté.

VU : LE PROFESSEUR, PRÉSIDENT DE LA THÈSE :

A. MARANDOUT.

VU : LE DOYEN :

H. MONNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 26 mai 1908.

Le Recteur de l'Académie,

R. THAMIN.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

- BERRIAT-SAINT-PRIX. — Cours de droit criminel, 5^e édit. Paris, 1855.
- BEUDANT. — De l'indication de la loi pénale dans la discussion devant le jury. Paris, 1861.
- BLANCHE. — Etudes sur le code pénal, 2^e édit., 7 vol. Paris, 1888-1891.
- BOITARD. — Leçons de droit criminel, 10^e édit. Paris, 1872.
- BONNE. — Des attributions respectives du président des assises, de la cour et du jury. Thèse Toulouse, 1870.
- BOURGUIGNON. — Jurisprudence des codes criminels, 3 vol. Paris, 1825.
- BOYARD. — Des droits et devoirs de la magistrature française et du jury. Paris, 1827.
- BULLETIN des arrêts de la cour de cassation rendus en matière criminelle.
- CHASSAN. — Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse, 2^e édit., 2 vol. 1846.
- CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE. — Théorie du code pénal, 6^e édit., 7 vol. Paris, 1887-1888, et supplément en 1908.
- CUBAIN. — Traité de la procédure devant les cours d'assises. Paris, 1851.
- DALLOZ. — Codes annotés.
- Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.
 - Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
 - Supplément au répertoire.
- DEYRES. — Des nullités en cour d'assises, 4^e édit. Paris, Toulouse, 1897.
- DUFOUR. — Aide-mémoire d'un président d'assises, 4^e édit. Metz, 1861.
- DUPIN. — Réquisitoires, en note S., 1901. 4. 32.
- DUVERGIER. — Bulletin complet des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du conseil d'Etat.
- ESMEIN. — Histoire de la procédure criminelle en France. Paris, 1882.
- Gautier

- FAVIER. — Des fonctions du président de la cour d'assises. Thèse Paris, 1892.
- FUZIER-HERMAN. — Répertoire général alphabétique du droit français.
- GARRAUD. — Précis de droit criminel, 9^e édit. Paris, 1907.
- Traité théorique et pratique de droit pénal français, 2^e édit., 5 vol. Paris, 1898-1902.
- Traité théorique et pratique d'instruction criminelle, I. Paris, 1907.
- GAZETTE DES TRIBUNAUX.
- FAUSTIN-HÉLIE. — Traité de l'instruction criminelle, 2^e édit., 8 vol. Paris, 1866-1867.
- JOURNAL OFFICIEL.
- LABORDE. — Cours élémentaire de droit criminel, 2^e édit. Paris, 1898.
- DE LACUSINE. — De l'influence légitime de la magistrature sur les décisions du jury. Paris et Dijon, 1847.
- Traité du pouvoir judiciaire dans la direction des débats criminels. Dijon, 1844.
- LEFORT. — Cours élémentaire de droit criminel, 2^e édit. Paris, 1879.
- LEGRAVERAND. — Traité de la législation criminelle en France, 2^e édit., 2 vol. Paris et Rouen, 1823.
- LE SELLYER. — Traité de la compétence et de l'organisation des tribunaux chargés de la répression, 2 vol. Paris, 1875.
- MERLIN. — Recueil alphabétique des questions de droit qui se présentent le plus fréquemment dans les tribunaux, 4^e édit., 8 vol. Paris, 1828-1830.
- MOLINIER. — Traité théorique et pratique de droit pénal, 2 vol. Paris, 1892-1894.
- NORMAND. — Traité élémentaire de droit criminel. Paris, 1896.
- NOUGUIER. — La cour d'assises, traité pratique, 4 vol. Paris, 1860-1870.
- ORTOLAN. — Eléments de droit pénal, 4^e édit., 2 vol. Paris, 1875.
- PANDECTES FRANÇAISES. — Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.
- REVUE PÉNITENTIAIRE.
- SIREY. — Recueil général des lois et des arrêts.
- TRÉBUTIEN. — Cours élémentaire de droit criminel, 2 vol. Paris, 1854.
- VIDAL. — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire, 3^e édit. Paris, 1906.
- VILLEY. — Précis d'un cours de droit criminel, 3^e édit. Paris, 1884.
- ZAMBEAUX. — Des attributions respectives du président des assises de la cour d'assises et du jury. Thèse Paris, 1887.
-

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

Procédure antérieure aux débats.

CHAPITRE PREMIER. — Procédure intermédiaire	8
<i>Section I.</i> — Attributions obligatoires du président.	8
<i>Section II.</i> — Attributions facultatives du président.	17
<i>Appendice.</i> — Formation du rôle de session.	27
CHAPITRE II. — Formation de la cour d'assises.	29
<i>Section I.</i> — Attributions du président des assises.	30
<i>Section II.</i> — Attributions de la cour d'assises.	32

DEUXIÈME PARTIE

Procédure des débats.

CHAPITRE PREMIER. — Attributions du président des assises.	41
<i>Section I.</i> — Police de l'audience.	42
<i>Section II.</i> — Direction des débats.	48
<i>Section III.</i> — Pouvoir discrétionnaire.	62
CHAPITRE II. — Attributions de la cour d'assises	75
<i>Section I.</i> — Délégation expresse de la loi.	75
<i>Section II.</i> — Incidents contentieux	81
CHAPITRE III. — Attributions du jury.	86

TROISIÈME PARTIE

Procédure postérieure à la clôture des débats.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Procédure antérieure au verdict	90
<i>Section I.</i> — Attributions du président des assises	92
<i>Section II.</i> — Attributions du jury	108
<i>Section III.</i> — Attributions de la cour d'assises	115
CHAPITRE II. — Conséquences du verdict	120
<i>Section I.</i> — Attributions du président des assises	121
<i>Section II.</i> — Attributions de la cour d'assises	124
CONCLUSION	139
BIBLIOGRAPHIE	145



